REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



Justice – paix - Travail

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

PLAN NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE PNIA 2013 – 2020



Septembre 2013

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	i
LISTE DES TABLEAUX	iii
LISTE DES FIGURES	iii
SIGLES ET ABBREVIATIONS	iv
RESUME EXECUTIF	vi
1. INTRODUCTION ET ORIGINE DU PNIA	1
1.1. LE PROCESSUS PDDAA EN RDC	1
1.2. LA CHARTE PDDAA ET LA FORMULATION DU PNIA	2
1.3. LA VALIDATION DU PNIA ET LA REVUE EXTERNE DU NEPAD	3
1.4. L'INTEGRATION DU PNIA DANS LES PROCESSUS REGIONAUX	4
2. CONTEXTE GENERAL DE L'AGRICULTURE CONGOLAISE	5
2.1. LE CADRE POLITIQUE	5
2.2. LES DONNEES ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES	6
2.3. LES CARACTERISTIQUES DU SECTEUR AGRICOLE	9
2.4. L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE DU SECTEUR	10
2.5. LA STRUCTURATION DE LA PROFESSION AGRICOLE	12
2.6. LES AUTRES ACTEURS CLES DU SECTEUR AGRICOLE	13
2.7. LES CONTRAINTES MAJEURES, OPPORTUNITES ET DEFIS A RELEVER	13
3. CHAMP COUVERT ET PERSPECTIVES DE CROISSANCE AGRICOLE	15
3.1. LE CHAMP COUVERT PAR LE PNIA	15
3.2. LES TENDANCES POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE	15
3.3. LES MOTEURS DE LA CROISSANCE EN RDC	16
3.4. LE BESOIN D'UNE TRANSFORMATION STRUCTURELLE DE L'ECONOMIE	16
3.5. LES SCENARIOS POUR UNE CROISSANCE SOUTENUE	16
3.6. LA CROISSANCE AGRICOLE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE	18
3.7. LA DIVERSITE PROVINCIALE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE	19
3.8. LES PREVISIONS DE CROISSANCE ET L'ENGAGEMENT POLITIQUE EN FAVEUR DU SECTEUR	21
3.9. LE CHOIX D'UNE OPTION STRATEGIQUE POUR LE PNIA	21
4. JUSTIFICATION ET OBJECTIFS DU PNIA	22
4.1. JUSTIFICATION	22
4.2. OBJECTIFS ET PRIORITES	23
4.3. APPROCHE STRATEGIQUE	23

5. DESCRIPTION DES PROGRAMMES DU PNIA	24
5.1. PROMOTION DES FILIERES AGRICOLES ET DE L'AGRI BUSINESS	27
5.2. GESTION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE, NUTRITIONNELLE ET DES RESER	RVES STRATEGIQUES36
5.3. RECHERCHE, VULGARISATION ET ENSEIGNEMENT AGRICOLES	38
5.4. GOUVERNANCE AGRICOLE, GENRE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES HINSTITUTIONNELLES	
5.5. ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	45
6. SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES DU PNIA	47
7. FINANCEMENTS ACQUIS, COUTS ET BESOINS DU PNIA	48
7.1. INVENTAIRE DES FINANCEMENTS EN COURS ET DES ENGAGEMENTS	48
7.2. ESTIMATION DES COUTS DE MISE EN ŒUVRE DU PNIA	51
7.3. EVALUATION DES BESOINS EN FINANCEMENTS ADDITIONNELS (GAPS)	54
8. IMPACTS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX	55
8.1. ESTIMATION DES PRODUCTIONS ADDITIONNELLES GENEREES	55
8.2. ANALYSE DE LA RENTABILITE ECONOMIQUE DU PNIA	55
8.3. IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX	55
8.4. IMPACT SOCIAL	57
9. CADRE DE MISE EN ŒUVRE ET DISPOSITIF DE SUIVI-EVALUATION	58
9.1. MECANISME DE PILOTAGE, DE COORDINATION ET DE CONCERTATION	58
9.2. ROLE DES ACTEURS ET DISPOSITIF DE MISE EN ŒUVRE	60
9.3. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE ET MECANISMES DE FINANCEMENT	62
9.4. DISPOSITIF GLOBAL DE SUIVI-EVALUATION	64
9.5. CADRE DE RESULTATS DU PNIA	67
ANNEXES	69
ANNEXE 1: CADRE LOGIQUE DETAILLE DU PNIA	70
ANNEXE 2 : RENTABILITE ECONOMIQUE DU PNIA	87
ANNEXE 3 : PROJECTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE INDUITE PAR LE PNIA	489
ANNEXE 4 : EVOLUTION DU BUDGET DU SECTEUR	91
ANNEXE 5 : CHIFFRAGE DETAILLE DES SOUS PROGRAMMES ET COMPOSANTE	ES DU PNIA92
ANNEXE 6 : REPARTITION DES ROLES ET RESPONSABILITES POUR LA COORDII	NATION, LA 96

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des croissances sectorielles de 2010-2015 (en % du PIB)	6
Tableau 2: Répartition de la population de la RDC par province	7
Tableau 3 : Tendances de croissance du PIB en % entre 2002 et 2009	15
Tableau 4: Taux de croissance du rendement des principales cultures requis pour soutenir la croissance du PIB agricole (2010-15) en fonction des trois scénarios étudiés	17
Tableau 5: Evolution des taux de croissance du PIB et autres indicateurs macroéconomiques	21
Tableau 6: Architecture générale du PNIA de la RDC	24
Tableau 7: Liens entre les piliers du DSCRP 2, du PDDAA et les axes prioritaires du PNIA .	47
Tableau 8: Répartition du budget 2013 affecté au secteur agricole et rural par programme	49
Tableau 9 : Clé de répartition du budget intérieur entre les programmes du PNIA	50
Tableau 10 : Projection de la contribution du budget de l'Etat au financement du PNIA	50
Tableau 11 : Montant des financements acquis par programme en millions de USD	50
Tableau 12 : Répartition du coût total (en M de USD) de la mise en œuvre du PNIA par programme	52
Tableau 13: Coût (en M de USD) de la mise en œuvre des PPIA par programme	53
Tableau 14 : Répartition des besoins additionnels en financement (en millions de USD) par programme du PNIA 2013 - 2020	54
LISTE DES FIGURES	
Figure 1 : Evolution de la croissance économique (en %)	6
Figure 2 : Evolution des taux de prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans	
Figure 3: Evolution des taux pauvreté national pour les différents scénarios de croissance	18
Figure 4: Les taux de croissance provinciale pour les trois différents scénarios	19
Figure 5: Pauvreté provinciale pour les différentes stratégies de croissance en 2015	20
Figure 6 : Répartition (en %) du coût de la mise en œuvre des cinq programmes du PNIA	51
Figure 7: Dispositif institutionnel de coordination, de suivi et de pilotage du PNIA et des PPIA	61
Figure 8 : Mécanisme opérationnel de génération des nouveaux programmes et projets	63
Figure 9 : Liens entre le PNIA, le CDMT, le Budget annuel et la Loi des finances	63
Figure 10: Cartographie des parties prenantes du nœud SAKSS de la RDC	66

SIGLES ET ABBREVIATIONS

BAD : Banque Africaine de Développement

CAADP : ComprehensiveAfrican Agriculture Development Programme

CARG : Conseils Agricoles et Ruraux de Gestion CDMT : Cadre de Dépenses à Moyen Terme

CDF : Franc Congolais

CES : Conservation des Eaux et des Sols

CIPS : Comité Interministériel de Pilotage Stratégique

CTP : Comité Technique de Pilotage

CNDD : Commission Nationale de Développement Durable

COPACO : Confédération Paysanne du Congo

CONAPAC : Confédération Nationale des Producteurs Agricole du Congo

CPOP : Comités Provinciaux d'Orientation et de Pilotage CPCM : Comité Permanent de Cadrage Macroéconomique DMPCC : Direction des Marchés, Prix et Crédits de Campagne

DPSA : Direction de la Production et Santé Animales

DEP : Direction d'Etudes et Planification
DSG : Direction des Services Généraux
DICA : Direction des Centres Agricoles

DAGP : Direction de l'Administration Générale des Projets

DI : Direction de l'Inspection

DPPV : Direction de la Production et Protection des Végétaux

DP : Direction des Pêches

DRS : Défense et Restauration des Sols

DPME : Direction des Petites et Moyennes Entreprises
DVDA : Direction des Voies de Desserte Agricole

DSRP : Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté

DSCRP : Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté

EIES : Etude d'Impact Environnemental et Social

ETD : EntitéTerritorialeDécentralisée FAO : Food and Agriculture Organization FARA : Forum for Agricultural Research in Africa FIDA : Fonds International de Développement Agricole

FONER : Fonds National d'Entretien Routier

GIBADER : Groupe Inter Bailleur Agriculture et Développement Rural

GIFS : Gestion Intégrée de la Fertilité des Sols

GT 15 : Groupe Thématique 15(Agriculture et Développement Rural)
IFPRI : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires

INS : Institut National des Statistiques IPC : Integrated Phase Classification

MADR : Ministère de l'Agriculture et duDéveloppement Rural NEPAD : Nouveau Partenariat pour le Développement en Afrique

NPA : Note de Politique Agricole

OFID : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole pour Le Développement

International

OGM : Organismes Génétiquement Modifiés ONG : Organisation Non Gouvernementale

OP : Organisations Paysannes

OPA : Organisations DES Producteurs Agricoles

PDDAA : Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique

PAM : Programme Alimentaire Mondial

PGES : Plan de Gestion Environnemental et Social

PIB : Produit Intérieur Brut

PIBA : Produit Intérieur Brut Agricole PME : Petites et Moyennes Entreprises

PMEA : Petites et Moyennes Entreprises Agricoles PNIA : Plan National d'Investissement Agricole

PNR : Programme National Riz

PPIA : Programme Provincial d'Investissement Agricole

PRODAKOR : Programme de Développement Agricole dans la Province du Kasaï

Oriental

PRONADEF : Programme National de Développement de l'Elevage Familial

PROPAC : Plateforme Régionale des Organisations Paysannes d'Afrique Centrale

PTF : Partenaires Techniques et Financiers RDC : République Démocratique du Congo RNA : Recensement National de l'Agriculture

SAKSS : Système d'Analyse Stratégique et de Gestion des Connaissances

SNV : Service National de Vulgarisation SENATRA : Service National de Traction Animale

SENADEP : Service National de Promotion et de Développement de la Pêche SNCOOP : Service National de Coopératives et Organisations des Producteurs

SENASEM : Service National de Semences

SENAFIC : Service National de Fertilisants et Intrants Connexes SENIVEL : Service National d'Intrants Vétérinaires et d'Elevage

SENAQUA : Service National d'Aquaculture

SNSA : Service Nationale de Statistiques Agricoles SNTA : Service National de Technologies Appropriées

SIG : Système d'Information Géographique

SICIAV : Système d'Informations et de Cartographie de l'Insécurité Alimentaire et

de la Vulnérabilité

UE : *Union Européenne*

UNAGRICO : Union Nationale des Agriculteurs du Congo

USD : Dollars des Etats Unis

USAID : Agence Internationale pour le Développement des Etats Unis

d'Amérique

ZAAP : Zones d'Aménagement Agricole Planifié

RESUME EXECUTIF

⇒ LE CONTEXTE SECTORIEL

Le secteur agricole congolais est confronté à de nombreuses contraintes d'ordre technique, économique et institutionnel, qui entravent son développement depuis plus d'une décennie. Le secteur possède néanmoins un potentiel considérable et offre des opportunités tout à fait remarquables, notamment:

- (i) des conditions climatiques et écologiques très favorables aux activités agricoles ;
- (ii) une grande disponibilité en terres agricoles avec environ 75 000 000 d'hectares;
- (iii) un marché potentiel de plus de 100 millions d'habitants en considérant les régions urbaines du pays et les pays voisins;
- (iv) un mouvement associatif en émergence et en expansion dans l'ensemble du pays; et
- (v) un regain d'intérêt manifesté par les autorités congolaises et ses partenaires pour le secteur agricole et rural.

Cependant, avec un taux de 71,34% pour l'ensemble du pays, l'incidence de la pauvreté en RDC reste très élevée en comparaison à celle des autres pays de l'Afrique centrale. Dans le même temps, la situation nutritionnelle est critique. Le retard de croissance ou malnutrition chronique, touche 43% d'enfants de moins de cinq ans et 13% d'entre eux souffrent de la malnutrition aiguée globale. L'insuffisance pondérale, quant à elle touche près d'un enfant sur quatre.

Les grands défis à relever par la Nation en vue de réduire significativement le niveau de pauvreté de la population rurale à l'horizon 2020, consistent à:

- Sécuriser et moderniser les systèmes de production agricole pour améliorer durablement la productivité des filières, par un meilleur accès aux facteurs de production, aux marchés et par l'amélioration de l'environnement juridique et de la gouvernance;
- Vaincre la malnutrition et l'insécurité alimentaire ; et
- Mobiliser des investissements conséquents, publics et privés, pour permettre à tous les acteurs du secteur agricole de jouer pleinement leurs rôles dans la modernisation du pays.

⇒ LE PROCESSUS PDDAA

La République Démocratique du Congo a procédé au lancement officiel du Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) les 07 et 08 juin 2010 à Kinshasa avec l'appui du COMESA (Marché Commun des Etats d'Afrique de l'Est et Australe).

Par la suite, la Table Ronde pour la signature de la Charte a été organisée le 17 mars 2011 à Kinshasa en présence des Autorités gouvernementales, de la Commissaire de l'Union Africaine en charge de l'Economie Rurale et de l'Agriculture, du Secrétaire Général Adjoint du COMESA, des Représentants du NEPAD, du FARA, de l'IFPRI, du Re-SAKSS, ainsi que des Délégués des Partenaires Techniques et Financiers, du Secteur Privé, des Organisations de la Société Civile et des Organisations des Producteurs Agricoles.

L'organisation de la Table Ronde a permis au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINAGRIDER), en concertation avec toutes les parties prenantes, d'entamer le processus de formulation du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA).

Cette formulation s'est déroulée suivant une approche participative qui a impliqué l'ensemble des parties prenantes. Sa préparation a bénéficié des contributions des PTF intervenant dans le secteur agricole, des principaux responsables centraux et provinciaux du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, des Conseillers à la Présidence de la République et à la Primature, ainsi que des Représentants des Organisations Paysannes, des Représentants des Opérateurs Economiques et des Organisations de la Société Civile intervenant dans le secteur agricole.

Les Autorités politiques se sont clairement engagées, à travers la Charte, à augmenter progressivement la contribution du budget de l'Etat au secteur agricole pour atteindre 10 % du budget national. Cette volonté d'accélérer la croissance agricole se traduit concrètement par l'augmentation des budgets alloués aux Ministères en charge du secteur (Agriculture, Recherche, Enseignement, etc.) et aux Provinces et par le lancement d'initiatives nouvelles telles que la campagne agricole.

Contrairement aux tendances passées, les dernières estimations publiées par le Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique et les projections du FMI pour les années 2013 à 2015 prévoient une nette amélioration des performances économiques de la RDC. La croissance annuelle moyenne du PIB sur la période 2012-2015 serait de plus de 7 % alors qu'elle n'a été que de 2,5 % sur la période 2006-2009. Comme l'ont démontré les différentes simulations, ces performances pourraient être très significativement renforcées par une croissance agricole, elle-même stimulée par la mise en œuvre efficiente du PNIA.

Il s'agira donc de satisfaire la double exigence de lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire et de croissance économique durable. Pour ce faire, il s'agira de cibler prioritairement les productions vivrières par l'agriculture familiale tout en assurant la promotion des cultures industrielles et de rente et la mise en place de Pôles d'Entreprises Agricoles.

Les différentes études portant sur les principales spéculations ont démontré que les augmentations de rendement étaient techniquement faisables lorsque les investissements correspondants étaient réalisés.

Parmi les trois options de croissance présentées dans les différentes études réalisées au cours de la formulation du PNIA, le MINAGRIDER a fait le choix d'une croissance du PIB agricole supérieure à 6 % afin de soutenir la croissance économique du pays et d'atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté (OMD1) de manière accélérée.

⇒ OBJECTIFS ET PRIORITES

Le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) de la RDC est le cadre national de planification des fonds nationaux et extérieurs pour le secteur de l'Agriculture et du Développement Rural. Il prend en compte les besoins, les acquis, les gaps à couvrir pour l'investissement et le fonctionnement du secteur sur un horizon de huit ans (2013 - 2020). Il fédère l'ensemble des programmes et projets en cours et en perspective dans le secteur.

Il a pour objectif global de stimuler une croissance annuelle soutenue du secteur agricole de plus de 6%, indispensable pour réduire la pauvreté, pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations congolaises et pour générer durablement des emplois et des revenus.

Plus spécifiquement, cinq grands axes prioritaires ont été identifiés :

- ➤ Améliorer la gouvernance agricole, promouvoir l'intégration de l'approche genre et renforcer les capacités humaines et institutionnelles ;
- ➤ Promouvoir durablement les filières agricoles, au premier rang desquelles les filières vivrières, et développer l'agri business afin d'améliorer les revenus des paysans et des autres opérateurs du secteur ;
- ➤ Améliorer la gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et constituer des réserves stratégiques ;
- ➤ Développer et diffuser les produits de la recherche auprès des utilisateurs et améliorer le niveau de compétence professionnelle des différents acteurs ;et
- > Réduire la vulnérabilité du secteur agricole aux changements climatiques.

Pour répondre directement à ces grandes orientations, le Plan National d'Investissement Agricole est structuré en cinq programmes, répondant aux cinq axes prioritaires du secteur, et est développé à travers 18 sous-programmes et 66 composantes.

\Rightarrow APPROCHE STRATEGIQUE

L'approche stratégique pour la mise en œuvre du PNIA sera basée sur un certain nombre de principes d'intervention :

- (i) L'inclusion et la responsabilisation de tous les acteurs publics et privés impliqués dans le développement agricole et rural;
- (ii) La valorisation des avantages comparatifs de chaque province à travers la mise en œuvre des Plans Provinciaux d'Investissement Agricole, dont le développement sera de la responsabilité des autorités provinciales;
- (iii) La création des Pôles d'Entreprises Agricoles (PEA) dans le but de dynamiser les différentes filières ;
- (iv) La prise en compte systématique des aspects du *genre et de la bonne gouvernance* à travers toutes les interventions envisagées ;
- (v) Le renforcement des capacités de l'ensemble des intervenants publics et privés afin de leur permettre de remplir leurs missions de service public et d'opérateurs économiques ;
- (vi) Le développement de la productivité agricole dans une logique de développement durable, respectueuse des contraintes environnementales et sociales.

Le PNIA repose sur le principe d'une *complémentarité interne* entre ses différents programmes et d'une *cohérence externe* avec les piliers du PDDAA et du DSCRP, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et les différentes politiques sectorielles. Le PNIA s'intègre dans les Politiques Agricoles Communes régionales et leurs processus de planification stratégique.

Il constitue une déclinaison du deuxième pilier du DSCRP 2 «Diversifier l'économie, accélérer la croissance et promouvoir l'emploi» et contribue directement à l'OMD 1 qui vise à réduire l'extrême pauvreté et la faim.

Plus spécifiquement, le PNIA s'inscrit dans la droite ligne de la mise en œuvre de la Note de Politique Agricole du Gouvernement de novembre 2009 et de la Stratégie Sectorielle de l'Agriculture et du Développement Rural (SSADR) adoptée en avril 2010. Il constituera le cadre de planification stratégique et le plan d'action de la future Politique Agricole Nationale.

⇒ COUTS DE MISE EN OEUVRE

Le coût total du PNIA de la République Démocratique du Congo sur la période allant de 2013 à 2020 est estimé à 5 730,8 millions d'US\$. La ventilation du coût total (en millions d'US\$)par programme se présente comme suit :

Programme	Financement acquis	Coût	Gaps à couvrir	Gaps à couvrir en %
Promotion des filières agricoles et de l'agri business	1 207,4	3652,5	2425,7	66.4
Gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des réserves stratégiques	115,3	536,9	411,8	76.7
Recherche, vulgarisation et enseignement agricoles	237,5	738,3	497,8	67.4
Gouvernance agricole, genre et renforcement des capacités humaines et institutionnelles	392,0	607,3	209,9	34.6
Adaptation aux changements climatiques	94,4	195,8	138,9	70.9
Total PNIA	2 046,6	5 730,8	3684,1	64,3

Les montants requis pour la mise en œuvre du PNIA au cours de huit prochaines années peuvent paraître importants; il convient cependant de souligner que le PNIA de la RDC reste dans des proportions inférieures à la plupart des pays d'Afrique subsaharienne si l'on tient compte de la population du pays (plus de 80 millions d'habitants à l'horizon 2020).

La dépense annuelle moyenne est seulement de 8,2 US\$ par habitant, ce qui reste modeste par rapport aux enjeux en termes de lutte contre la pauvreté et la malnutrition dans le pays le plus peuplé d'Afrique centrale.

Il convient également de noter que le volume total de financement additionnel (près de 460 millions d'USD par an) reste dans des proportions réalistes en matière de capacités de consommation budgétaire.

⇒ COORDINATION ET MISE EN OEUVRE

Le dispositif de coordination sera constitué des organes suivants:

Le Comité de Pilotage(CP), sera présidé par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement. Il comprendra tous les Ministères impliqués dans l'exécution du PNIA, à savoir : (i)l'Agriculture et le Développement Rural; (ii) l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme; (iii) l'Enseignement Supérieur, Universitaire et Recherche Scientifique; (iv) le Genre, Famille et Enfant; (v) l'Économie et Commerce; (vi) les Finances; (vii) le Budget; (viii) l'Aménagement du Territoire, Urbanisme, Habitat, Infrastructures, Travaux Publics et Reconstruction; (ix) l'Industrie, Petites et Moyennes Entreprises; (x) la Santé Publique; et (xi) les Affaires Foncières. Le Chef de file des PTF, ainsi que les Présidents des faîtières des Organisations Paysannes siégeront également dans le Comité de Pilotage.

Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural assurera le Secrétariat Technique du Comité de Pilotage.

- Le Comité Technique (CT) du PNIA sera l'instance technique du Comité de Pilotage et sera coprésidé par les Secrétaires Généraux de l'Agriculture, Pêche et Élevage et du Développement Rural. Pour la bonne exécution de ses missions, le CT sera renforcé par un Secrétariat Technique présidé par les Directions d'Etudes et Planification de l'Agriculture, Pêche et Elevage et du Développement Rural.
- Les Comités Provinciaux de Pilotage (CPP) auront une mission générale d'orientation stratégique et de pilotage technique des Plans Provinciaux d'Investissement Agricoles (PPIA), sous l'autorité du Ministre Provincial en charge de l'Agriculture et du Développement Rural.

 Les Conseils Consultatifs Provinciaux et les Conseils Agricoles et Ruraux de Gestion (CARG) seront mis à contribution pour fournir toutes les informations pertinentes relatives à la mise en œuvre des programmes et projets issus des PPIA.

En ce qui concerne *le dispositif de mise en œuvre*, la maîtrise d'ouvrage générale de l'ensemble du PNIA relève du Ministère en charge de l'Agriculture et du Développement Rural tandis les Secrétariats Généraux des Ministères impliqués assurent la coordination générale des différents programmes.

Au niveau des sous-programmes et composantes, deux grands types de fonctions (planification et mise en œuvre) ont été définis pour l'ensemble des acteurs du secteur agricole. Ces fonctions seront assumées par les différents services en cohérence avec leurs attributions, et en respectant le principe de base de la recherche de l'efficacité, à travers la séparation et la complémentarité des rôles.

La mise en œuvre des activités prévues par le PNIA relèvera de structures identifiées lors de la définition des différents programmes, sous programmes et composantes.

⇒ MODALITES DE FINANCEMENT

Dans un contexte d'insuffisance des ressources face à l'accroissement des besoins, il s'agira d'harmoniser l'ensemble des futures interventions dans le secteur agricole et rural en vue d'en améliorer la pertinence, l'efficience et l'efficacité.

Sur le plan opérationnel, cette harmonisation sera obtenue par l'alignement de tout nouveau programme ou projet sur l'architecture générale du PNIA. Toutes les nouvelles interventions contribueront ainsi à atteindre les objectifs sectoriels et permettront d'avoir un impact plus significatif sur la croissance agricole, la réduction de la pauvreté, la lutte contre la malnutrition et la souveraineté alimentaire du pays.

Cette démarche suppose l'utilisation d'un cadre logique normalisé de manière à ce que chaque projet soit une déclinaison thématique et/ou géographique du PNIA et afin de réduire la dispersion des différentes formes d'intervention. Les indicateurs utilisés pour la formulation des interventions devront également être analogues à ceux mentionnés dans le PNIA.

Le choix des modalités et des mécanismes de financement devra être soigneusement évalué. Dans un premier temps, l'alignement sur les priorités nationales telles que définies dans le PNIA doit primer sur l'alignement sur les procédures nationales ; *la principale modalité de mise en œuvre des actions pré identifiées dans les composantes du PNIA sera donc une approche projet*. La gestion des financements entrant dans le cadre de projets restera spécifique aux procédures de chaque partenaire. Toutefois, l'harmonisation des conditions de mise en œuvre, des objectifs poursuivis ou des modes de financement sera systématiquement développée.

Cette approche permettra de disposer de cadres d'intervention de plus en plus sécurisants, indispensables aux partenaires avant de pouvoir envisager l'adoption de modalités communes de financement.

La mise en œuvre d'une aide budgétaire ne pourra être envisagée que progressivement et dépendra, notamment, de la capacité de gestion de la chaîne de dépenses publiques. Par ailleurs, *sur le plan budgétaire*, le Plan National d'Investissement Agricole 2013 - 2020 permettra le cadrage des dépenses à moyen terme afin de donner aux programmes inscrits dans le PNIA une visibilité dans la durée.

\Rightarrow SUIVI-EVALUATION

Le suivi et l'évaluation du PNIA doivent être réalisés dans un cadre global cohérent pour mesurer non seulement les performances des projets et programmes exécutés sur le terrain auprès des populations rurales mais également pour évaluer les performances générales du secteur agricole et rural.

La diffusion et le partage des informations au niveau national et provincial ainsi que la production d'outils d'aide à la décision permettront d'alimenter une démarche participative d'amélioration continue de la mise en œuvre du PNIA. Il conviendra par conséquent d'associer aux services de l'Etat les principaux acteurs impliqués dans le développement du secteur.

⇒ CADRE DE RESULTAT DU PNIA 2013 - 2020

Objectif global:

Stimuler une croissance annuelle soutenue du secteur agricole de plus de 6%, indispensable pour réduite la pauvreté, pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations congolaises et pour générer durablement des emplois et des revenus

Indicateurs	Cible 2020	Hypothèses	Sources de vérification
Taux annuel de croissance du PIB agricole	> 6 %	Contexte sociopolitique et économique stable	Etudes et enquêtes de référence
Taux de personnes souffrant de la faim	< 20 %	Soutien continu du Gouvernement dans la mise en œuvre du PNIA	Enquêtes d'évaluation d'impact (mi et fin
Taux d'amélioration des revenus des producteurs	. 20 /0	Respect des engagements de Maputo (10% budget au secteur agricole et rural)	parcours) Rapport d'achèvement du PNIA
agricoles	> 100 %	Bonne gouvernance assurée	Etudes et enquêtes du
Nombre d'emplois crées	> 1 000 000 emplois	Adhésion de tous les partenaires (PTF, OPA, Privés, etc.)	DSCRP II Statistiques nationales

Objectif spécifique 1:

Promouvoir les filières agricoles et développer l'agri business afin d'assurer durablement la sécurité alimentaire des populations et améliorer les revenus des paysans et des autres opérateurs du secteur

Indicateurs	Cible 2020	Hypothèses	Sources de vérification
Taux annuel moyen d'accroissement de la production des différentes filières	De 4 à 6 % par an	Volonté du Gouvernement Adhésion des investisseurs privés Adhésion de tous les partenaires acquise	Enquêtes auprès des producteurs Rapports du PNIA Rapports des statistiques
Nombre de Parcs Agroindustriels Fonctionnels	15 parcs	Bon fonctionnement des services techniques d'encadrement	agricoles

Objectif spécifique 2: Améliorer la gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et constituer des réserves stratégiques								
Indicateurs	Cible 2020	Hypothèses	Sources de vérification					
Proportion de la population en situation d'insécurité alimentaire	< 20 %	Implication du Gouvernement Collaboration des autres Ministères et services étatiques acquise	Rapport/Etudes des projets Enquêtes du Ministères de la Santé Publique (PRONANUT)					
Taux de prévalence de la malnutrition infantile	< 20 % malnutrition chronique	Forte implication des populations	Statistiques agricoles					
	< 5 % malnutrition aigue							

Objectif spécifique 3 : Développer et diffuser les produits de la recherche auprès des utilisateurs et améliorer le niveau de compétence professionnelle des différents acteurs						
Indicateurs	Cible 2020	Hypothèses	Sources de vérification			
Taux d'adoption des technologies appropriées	> 75 %	Volonté du Gouvernement Coordination des actions entres les Universités, les centres de recherche agronomique (étatique et privé) et le MINAGRIDER Motivation des chercheurs	Rapports/Etudes des projets Rapports INERA Statistiques agricoles			

Objectif spécifique 4 : Améliorer la gouvernance agricole, promouvoir l'intégration de l'approche genre et renforcer les capacités humaines et institutionnelles						
Indicateurs	Cible 2020	Hypothèses	Sources de vérification			
Part du budget national alloué au secteur Volume des investissements	10 % > 25 % des	Volonté du Gouvernement Implication des PTF Intérêt des investisseurs privés	Rapports et enquêtes auprès des usagers du secteur			
Taux de participation de femmes dans les instances de décisions	investissements publics > 30 %					

Objectif spécifique 5 : Réduire la vulnérabilité du secteur agricole aux changements climatiques							
Indicateurs Cible 2020 Hypothèses Sources de vérification							
Pourcentage des superficies agricoles cultivées sous gestion durable	> 50 %	Volonté du Gouvernement Implication des PTF Implication des OPA et du Secteur Privé	Rapports et études du MECNT Enquêtes auprès des OPA et populations riveraines				
Taux d'adoption des techniques d'adaptation aux changements climatiques	> 50 %						

1. INTRODUCTION ET ORIGINE DU PNIA

1.1. LE PROCESSUS PDDAA EN RDC

La RDC a adhéré dès le mois de février 2001 au processus de développement agricole initié par le Nouveau Partenariat pour le Développement Economique de l'Afrique (NEPAD) en adoptant au Caire la résolution sur les étapes clés à mettre en œuvre dans le domaine agricole.

Le Pays a ensuite approuvé en juin 2002 à Rome, le Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA), avant de signer, en juillet 2003, à Maputo, l'accord qui engage les pays membres à consacrer au moins 10% de leurs budgets nationaux aux investissements agricoles.

Le PDDAA n'est pas un ensemble de programmes supranationaux à mettre en œuvre par les pays pris individuellement, mais plutôt un cadre commun, reflété à travers un ensemble de principes clés et d'objectifs définis par les Chefs d'Etats et de Gouvernements. Il s'articule autour de quatre piliers fondamentaux et un pilier transversal:

- 1) l'extension des superficies sous gestion durable des terres et des systèmes fiables de contrôle de l'eau ;
- 2) l'amélioration des infrastructures rurales et des capacités commerciales des marchés ;
- 3) l'accroissement de l'offre alimentaire, la réduction de la famine et l'amélioration des réponses d'urgence aux crises alimentaires ;
- 4) l'amélioration de la recherche agronomique, ainsi que la diffusion des technologies appropriées, et
- 5) le renforcement des capacités à tous les niveaux des piliers fondamentaux tant au niveau national que provincial.

Le PDDAA est un cadre de travail stratégique de suivi des efforts et des partenariats en vue du développement du secteur agricole en Afrique. Il incarne les principes de dialogue et de revue par les pairs visant à stimuler et à élargir l'adoption des meilleures pratiques facilitant l'évaluation comparative ainsi que l'apprentissage mutuel, afin d'améliorer la qualité et la cohérence des politiques et stratégies agricoles.

En optant pour une croissance économique soutenue par l'agriculture comme principale stratégie en vue de l'atteinte de l'OMD-1, à savoir la réduction de pauvreté de moitié d'ici 2015, le PDDAA table sur un taux de croissance agricole annuel d'au moins 6% et une allocation du budget national d'au moins 10% au secteur agricole. Pour atteindre ces objectifs, le PDDAA mise sur l'exploitation des complémentarités régionales afin de stimuler la croissance, d'adopter les principes d'efficacité politique, de dialogue, de revue et de responsabilité mutuelle. Il s'agit également de renforcer et d'élargir les partenariats et les alliances entre les producteurs, les agro-industriels et la Société Civile.

L'application de ces principes et l'atteinte des objectifs nécessitent la mise en place des outils de connaissance en appui à: (i) la conception des programmes basée sur des donnée fiables et orientée vers la recherche de résultats, (ii) la pratique d'une approche inclusive de revue et de dialogue au sein et entre pays et (iii) la coordination et le plaidoyer aux niveaux régional et continental.

Le PDDAA englobe plusieurs disciplines, secteurs et acteurs publics et privés qui sont parties prenantes dans la coordination de cette initiative sous la direction de l'agence du NEPAD et des Communautés Economiques Régionales (CER).

C'est pour répondre à cette exigence de culture de résultats que la République Démocratique du Congo (RDC) a procédé au lancement officiel du PDDAA les 07 et 08 juin 2010 à Kinshasa avec

l'appui du COMESA (Marché Commun des Etats d'Afrique de l'Est et Australe). Cet atelier de lancement a été l'occasion de sensibiliser les différentes parties prenantes intervenant dans le secteur agricole sur l'agenda du PDDAA.

A l'issue de ces deux jours d'atelier, une feuille de route a été adoptée afin de programmer les étapes essentielles à la mise en œuvre du processus, notamment (i) la désignation officielle des membres de l'Equipe-Pays, (ii) la revue des politiques agricoles en termes de stratégies et de performance, (iii) l'analyse des options stratégiques de financement et de développement du secteur agricole et (iv) l'organisation de la Table Ronde pour la signature de la Charte de la RDC pour le PDDAA.

1.2. LA CHARTE PDDAA ET LA FORMULATION DU PNIA

La Table Ronde pour la signature de la Charte a été organisée les 17 mars 2011 à Kinshasa en présence des Autorités gouvernementales, de la Commissaire de l'Union Africaine en charge de l'Economie Rurale et de l'Agriculture, du Secrétaire Général Adjoint du COMESA, des Représentants du NEPAD, du FARA, de l'IFPRI, du Re-SAKSS, ainsi que des Délégués des Partenaires Techniques et Financiers, du Secteur Privé, des Organisations de la Société Civile et des Organisations des Producteurs Agricoles. Son objectif était de sceller l'engagement des parties prenantes à appuyer les principes du PDDAA en alignant leurs interventions sur les objectifs de croissance économique par le biais d'un développement fondé sur l'agriculture. L'organisation de la Table Ronde a permis au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINAGRIDER), en concertation avec toutes les parties prenantes, d'entamer le processus de formulation du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA).

Cette formulation a débuté peu après dans le cadre d'une approche participative qui a impliqué l'ensemble des parties prenantes. Sa préparation a bénéficié des contributions des PTF intervenant dans le secteur agricole, des principaux responsables centraux et provinciaux du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, des Conseillers à la Présidence de la République et à la Primature, ainsi que des représentants des Organisations des Producteurs Agricoles, des représentants des opérateurs économiques et des organisations de la Société Civile intervenant dans le secteur agricole.

Les analyses sur les options stratégiques de croissance et de réduction de la pauvreté, présentées par l'IFPRI au cours d'un atelier organisé au mois d'août 2011 à Kinshasa, ont fait ressortir les grandes disparités entre les différentes provinces quant à la perspective d'atteinte de l'OMD 1. Ce constat a fait ressortir la nécessité de décliner le PNIA en Plans Provinciaux d'Investissement Agricole (PPIA).

Avec l'appui financier de la Banque Africaine de Développement (BAD), deux consultants ont été recrutés, durant deux mois, pour formuler la première version provisoire du PNIA. En outre, plusieurs autres partenaires ont pris une part active dans le processus de formulation du PNIA, notamment la FAO, la Banque Mondiale et l'Ambassade de Belgique (Chef de file des PTF).

C'est ainsi que deux grands ateliers ont été organisés au cours du mois de septembre 2012.Le premier était destiné aux PTF et le second aux Organisations des Producteurs Agricoles, de la Société Civile, du Secteur Privé et aux Inspecteurs Provinciaux de l'Agriculture. Ces deux ateliers ont permis de sensibiliser les parties prenantes sur le processus de mise en œuvre du PDDAA et de créer les conditions leur permettant d'agir ensemble pour assurer la prise en compte de leurs propositions. Plus spécifiquement, ces ateliers ont permis aux parties prenantes de s'imprégner des orientations, des stratégies et des actions du PNIA.

A partir du mois d'octobre 2012, le MINAGRIDER, avec le soutien technique et financier de la FAO a mis en place un « Noyau Dur du PDDAA » regroupant les représentants de certains Ministères (notamment le Plan, les Finances, le Budget et l'Environnement, Conservation de la Nature) directement impliqués dans le processus, ainsi que des représentants des Organisations Paysannes, des Organisations de la Société Civile et du Secteur Privé. L'objectif principal poursuivi par la mise en place de ce Noyau Dur était de renforcer les capacités de coordination et la facilitation du processus PDDAA.

Cette approche a permis à chaque partie prenante du PNIA de s'assurer que ses priorités et préoccupations soient correctement prises en compte. Le Noyau Dur a joué un rôle primordial dans la rédaction du PNIA.

1.3. LA VALIDATION DU PNIA ET LA REVUE EXTERNE DU NEPAD

L'atelier national de validation, organisé les 26 et 27 mars2013, a été présidé par le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural. Il a rassemblé une centaine de participants représentant les Gouvernements Provinciaux, le Cabinet du Premier Ministre, les services centraux du MINAGRIDER, les Ministères des Finances, du Plan, de la Santé Publique, du Commerce et de l'Environnement, les Organisations de Producteurs, les Organisations Non Gouvernementales (ONG), les universités ainsi que les Partenaires Techniques et Financiers (PTF). A l'issue de l'atelier, les participants ont validé le PNIA dont ils ont reconnu la qualité. Toutefois, il a été suggéré que des précisions soient apportées sur les modalités et les calendriers de la préparation ultérieure des Plans Provinciaux d'Investissement Agricoles (PPIA),que l'évolution des financements du secteur dans le budget national soit davantage documentée et le cadre logique simplifié de manière à ne retenir que les indicateurs de résultats du PNIA.

A la suite de ces derniers amendements, la revue externe du NEPAD a été l'ultime étape du processus avant l'organisation de la Réunion d'Affaires (Business meeting). Le but de la revue est d'aider à améliorer la qualité finale des PNIA afin de s'assurer du réalisme des objectifs fixés. Il en est notamment ressorti que « Le PNIA s'aligne correctement sur les buts, les objectifs et la vision du PDDAA. La mission CUA/NEPAD de Revue Technique Indépendante félicite le Gouvernement de la République Démocratique du Congo pour la qualité de la préparation de ce Plan National d'Investissement Agricole (PNIA). Ce Plan National d'Investissement Agricole mérite d'être soutenu. »

L'équipe de la Revue a également souligné le caractère inclusif de la préparation du PNIA; elle a cependant souhaité que certains aspects soient mieux détaillés et développés, notamment le calcul des besoins de financements additionnels (gaps), le développement des infrastructures rurales, la promotion du secteur privé agricole en milieu rural et le développement de Partenariats Public Privé (PPP).

Par conséquent, le MINAGRIDER a confié au noyau dur PDDAA la formulation d'un Programme d'Investissement Agricole Prioritaire (PIAP)pour mieux répondre à ces attentes et cibler plus précisément les objectifs et domaines prioritaires. Ce PIAP 2014 -2017 doit permettre de mieux cerner les besoins de financements à court et moyen terme dans les domaines de l'amélioration de la gouvernance et du climat des affaires, du renforcement des capacités des acteurs, des infrastructures rurales, des parcs agro industriels, de l'amélioration de l'accès au foncier et au financement rural ainsi que de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

1.4. L'INTEGRATION DU PNIA DANS LES PROCESSUS REGIONAUX

Le PNIA traduit également la volonté de la RDC de développer les complémentarités avec les pays limitrophes en fonction de ses avantages comparatifs et des principes de subsidiarité, de complémentarité, de proportionnalité, de partenariat et de concertation. Cette nécessité de mieux prendre en compte l'intégration et les liens avec les Politiques régionales (COMESA, CEEAC et SADC) a été largement soulignée dans la revue du NEPAD.

Le *COMESA* est chargé de coordonner la mise en œuvre du PDDAA en Afrique Orientale et Australe ; il a adopté une approche régionale de la sécurité alimentaire qui favorise le développement des infrastructures et des politiques harmonisées qui permettront la libre circulation des denrées alimentaires des régions excédentaires vers les zones déficitaires principalement menée par des incitations de prix. Ainsi, le Pacte régional du COMESA se concentrera sur les investissements régionaux stratégiques que les pays, agissant seul, ne peuvent atteindre. Les stratégies régionales de mise en œuvre du PDDAA se concentreront davantage sur la promotion de la participation du secteur privé dans l'investissement agricole, y compris les partenariats public privé (PPP).

La Politique Agricole Commune (PAC) de la *CEEAC* s'inscrit dans la perspective d'une agriculture familiale moderne et la promotion des entreprises agricoles privées, fondées sur des systèmes d'exploitation respectueux des valeurs humaines et de l'environnement, productifs et compétitifs, garants de la sécurité alimentaire et des revenus décents pour les actifs, tout en contribuant au développement économique et social des Etats membres. L'Objectif général de la PAC est de contribuer de manière substantielle et durable à la satisfaction des besoins alimentaires et nutritionnels, à l'accroissement des exportations et des revenus, à la réduction de la pauvreté des populations rurales dans les Etats membres.

2. CONTEXTE GENERAL DE L'AGRICULTURE CONGOLAISE

2.1. LE CADRE POLITIQUE

La deuxième génération du Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCRP 2), se fixe comme objectif global à l'horizon 2015, une amélioration sensible des conditions de vie de la population. Cette amélioration doit conduire à la réalisation d'une croissance économique moyenne annuelle de 7,2% et une réduction de l'incidence de pauvreté d'environ 11 points pour la situer à 60% en 2015. Il s'agit également de créer au moins un million d'emplois décents par an sur la période, dans la perspective d'une génération sans Sida; le tout dans un contexte de respect de l'environnement et de maîtrise de l'inflation à un niveau moyen annuel de 9%.

Pour atteindre ces objectifs, le Gouvernement s'engage à mettre en place une stratégie qui repose sur quatre grands piliers comportant chacun des orientations stratégiques sectorielles et transversales claires et des priorités qui seront ajustées, à la lumière de l'évolution de l'environnement, de la disponibilité des ressources et du progrès dans leur mise en œuvre. Il s'agit du :

- ⇒ Pilier 1 : Renforcer la gouvernance et la paix.
- ⇒ Pilier 2 : Diversifier l'économie, accélérer la croissance et promouvoir l'emploi.
- ⇒ Pilier 3 : Améliorer l'accès aux services sociaux de base et renforcer le capital humain.
- ⇒ Pilier 4 : Protéger l'environnement et lutter contre le changement climatique.

La relance du secteur agricole, à laquelle la mise en œuvre du PNIA devra contribuer, fait partie du deuxième pilier « Diversifier l'économie, accélérer la croissance et promouvoir l'emploi ». Ce pilier fait référence aux politiques de production des richesses et de développement des infrastructures de soutien aux activités de production ainsi que celles liées à leur redynamisation. La stratégie propose également des politiques commerciales et de promotion de l'emploi. Le pilier 2 sera ainsi appuyé par une politique de croissance visant la définition du potentiel des filières de production, la détermination des voies et moyens susceptibles de faciliter l'accès aux marchés et aux filières de production, ainsi que la réalisation des études de faisabilité sur la création et la localisation de nouveaux pôles. La réussite de la mise en œuvre de ces politiques repose sur le renforcement de la gouvernance (pilier1) dans un contexte affirmé de protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique (pilier 4).

L'objectif global visé par la mise en oeuvre de la Note de Politique Agricole élaborée en novembre 2009 est de contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire. Cet objectif est aussi conforme au premier Objectif du Millénaire pour le Développement. Les autorités visent ainsi un développement agricole durable, susceptible de sauvegarder le patrimoine productif, lequel constitue le socle de la relance de l'économie nationale. A cet égard, les objectifs spécifiques suivants sont visés: (i) améliorer l'accès aux marchés et la valeur ajoutée des productions agricoles, (ii) améliorer la productivité du secteur agricole: production vivrière, horticole et légumière, halieutique et d'élevage; (iii) promouvoir des systèmes financiers décentralisés qui s'adaptent à la nature des activités du secteur agricole et (iv) renforcer les capacités techniques et organisationnelles des institutions publiques et privées d'appui à la production.

La vision du Gouvernement consiste à redynamiser la structure productive du monde rural axée sur le développement d'une production agro-industrielle moderne et sur le renforcement des petits exploitants, tout en assurant la conservation des ressources naturelles du pays. Cette vision se matérialise à travers la Stratégie Sectorielle de l'Agriculture et du Développement Rural (SSADR) adoptée en avril 2010 qui se décline comme suit : (i) améliorer l'accès aux marchés et aux

infrastructures rurales ainsi que les capacités commerciales, (ii) développer la production végétale, animale, halieutique et artisanale, (iii) renforcer la gouvernance ainsi que les capacités institutionnelles et des ressources humaines et, (iv) organiser le monde rural en structures auto gérées et assurer le financement du secteur.

2.2. LES DONNEES ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES

⇒ Les données économiques

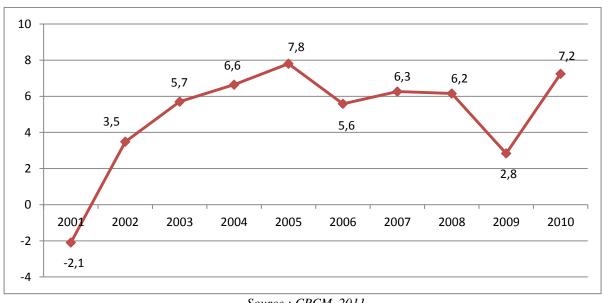
Le secteur agricole congolais a connu une croissance moyenne de l'ordre de 4,4% entre la période allant de 2006 à 2010. Cette moyenne devrait se situer, d'après les projections à environ 4,6% entre 2011 et 2015.De manière plus globale, l'économie congolaise a enregistré, avec la crise financière de 2008, un ralentissement de sa croissance qui est passée de 6,2% en 2008 à 2,8% en 2009. L'année 2010 par contre a vu le retour de la croissance économique qui atteint 7,2%. Ce regain résultait principalement de l'effet combiné de la reprise de l'activité économique dans les pays développés et de la stabilité du cadre macroéconomique au niveau national. Cet élan s'est poursuivi en 2011, malgré les pressions sur les prix intérieurs consécutives à la montée des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers sur le marché mondial.

<u>Tableau 1 : Evolution des croissances sectorielles de 2010-2015 (en % du PIB)</u>

Année	2011	2012	2013	2014	2015	2006- 2010	2011- 2015
Secteur primaire	5,5	3,6	5,4	4,4	4,2	4,4	4,6
Agriculture	3,5	3,5	3,7	4,7	4,4	3,1	4
Sylviculture	3,5	3,5	3,5	2,5	1,4	3,1	2,9
Mines	10,1	3,8	9	4	4	8,1	6,2
Secteur secondaire	9,3	9	13,8	14,5	12,5	5,4	11,8
Secteur tertiaire	6,4	7,9	12,5	8,2	8,6	7,1	8,7
Services marchands	6	7	12,6	6,9	7,1	5	7,9
Services non marchands	3	3	4	3,9	3,9	-1,7	3,6
PIB (base 2000)	6,5	6	9,1	7,4	7,2	5,6	7,2

Source: CPCM, mai 2011

Figure 1 : Evolution de la croissance économique (en %)



Source: CPCM, 2011

Ainsi, avec une croissance moyenne de 7% enregistrée entre 2010 et 2011, l'économie congolaise connaît de nouveau une évolution positive du revenu par tête d'habitant, situé à 216 USD à la fin 2011 et 190,6 USD en 2010 contre 166,4 en 2009 et une moyenne de 130,68 USD pour la période 2001-2008.

⇒ Les données démographiques

La RDC est le troisième pays le plus peuplé d'Afrique subsaharienne avec une population estimée en 2010 à 64,420 millions d'habitants, variablement répartie sur le territoire. Selon l'Enquête 1-2-3 (2005), 69,6 % de la population vit en milieu rural contre 30,4% en milieu urbain. Le pays est souspeuplé avec seulement 24 habitants au km². Il sied de souligner que la ville Province de Kinshasa a une très forte densité, avec 577 habitants au km² suite à la concentration des infrastructures économiques, scolaires, universitaires et sanitaires ainsi que des institutions administratives et politiques. Cette concentration de population urbaine est également liée à l'exode rural provoqué par les conflits récurrents et par la dégradation des conditions de vie en milieu rural. La répartition de la population par province ainsi que son évolution dans le temps jusqu'en 2015 est reprise dans le tableau 2.

<u>Tableau 2:</u> Répartition de la population de la RDC par province

Province	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Bandundu	6 496 419	6 691 312	6 892 051	7 098 812	7 311 777	7 531 130
Bas-Congo	2 731 289	2 813 228	2 897 624	2 984 553	3 074 090	3 166 313
Equateur	7 265 523	7 483 488	7 707 993	7 939 233	8 177 410	8 422 732
Kasaï Occidental	6 056 679	6 238 380	6 425 531	6 618 297	6 816 846	7 021 352
Kasaï Oriental	7 692 354	7 923 124	8 160 818	8 405 642	8 657 812	8 917 546
Katanga	9 263 761	9 541 674	9 827 925	10 122 762	10 426 445	10 739 238
Kinshasa	5 784 426	5 957 958	6 136 697	6 320 798	6 510 422	6 705 735
Maniema	1 724 471	1 776 205	1 829 491	1 884 376	1 940 907	1 999 134
Nord Kivu	5 205 161	5 361 316	5 522 155	5 687 820	5 858 454	6 034 208
Orientale	7 987 282	8 226 901	8 473 708	8 727 919	8 989 757	9 259 449
Sud Kivu	4 212 635	4 339 014	4 469 185	4 603 260	4 741 358	4 883 599
RDC	64 420 000	66 352 600	68 343 178	70 393 473	72 505 278	74 680 436

Source: INS

La diversité géographique ponctuée par les forêts et les cours d'eau se combine à la grande diversité culturelle et linguistique pour accentuer la dispersion et l'enclavement géographique de différents groupes. Ainsi l'ampleur des besoins sociaux de base, en l'occurrence des besoins sanitaires à satisfaire, se combine à la complexité d'atteindre des populations dispersées sur de vastes étendues et dans des zones d'accès très difficiles.

⇒ L'incidence de la pauvreté

Avec un taux de 71,34% pour l'ensemble du pays, l'incidence de la pauvreté est très élevée en comparaison de celle des autres pays de l'Afrique centrale.

L'ampleur de la pauvreté varie considérablement d'une région à une autre, selon qu'on réside en milieu urbain ou rural ainsi que selon les *groupes socioprofessionnels* (les travailleurs indépendants et les apprentis sont les plus pauvres avec 77%, suivis des manœuvres, des employés et ouvriers semi qualifiés avec 66% et des cadres de direction et de collaboration avec plus de 40%).

Il résulte de cette situation la non satisfaction des besoins fondamentaux de la population nécessitant des reformes vigoureuses dans le secteur économique pour permettre la réduction de la pauvreté. Dans ces conditions, les besoins de financement massif des secteurs sociaux comme la santé contrastent avec les ressources relativement maigres mobilisables par l'Etat.

⇒ La situation alimentaire et nutritionnelle

La situation nutritionnelle de la RDC est critique. Le retard de croissance ou malnutrition chronique, touche 43% d'enfants de moins de cinq ans. L'insuffisance pondérale quant à elle, touche un enfant sur quatre. Selon les diverses enquêtes et études menées ces dernières années, il existe plusieurs problèmes nutritionnels complexes qui différent d'une province à une autre. Les groupes les plus affectés sont les enfants ainsi que les femmes enceintes et allaitantes. Les principaux problèmes sont la sous-nutrition, les carences en micronutriments (fer et vitamine A) et les maladies non transmissibles liées à l'alimentation (diabète, hypertension artérielle, obésité et le konzo).

Selon l'Enquête Démographique et Sanitaire-RDC 2007, 13% d'enfants de moins de cinq ans souffrent de la malnutrition aiguë globale dont 8% sous forme sévère. Les résultats préliminaires de Multiple Indicators Closter Survey (MICS4) 2010 confirment l'ampleur de ce problème, car le taux de malnutrition aiguë globale trouvé chez les enfants de moins de cinq ans est de 11%.

Il existe néanmoins des disparités importantes entre les provinces et même à l'intérieur de chaque province. Selon le rapport préliminaire de MICS4 2010, les provinces de Bandundu, Bas-Congo, Equateur, des deux Kasaï et la Province Orientale sont les plus affectées. Les taux de malnutrition aiguë globale dépassent le seuil de 10% dans ces provinces. A la fin de 2009, les enquêtes nutritionnelles territoriales conduites dans cinq provinces (Equateur, Kasaï-Occidental, Kasaï-Oriental, Katanga et Maniema) ont montré que sur 90 entités administratives enquêtées, 50 avaient des taux de malnutrition aiguë globale supérieurs au seuil critique de 10%. Huit territoires avaient même des taux inquiétants supérieurs à 15% (Monkoto, Dekese, Luiza, Lodja, Lomela, Lubutu, Kailo et Kambove).

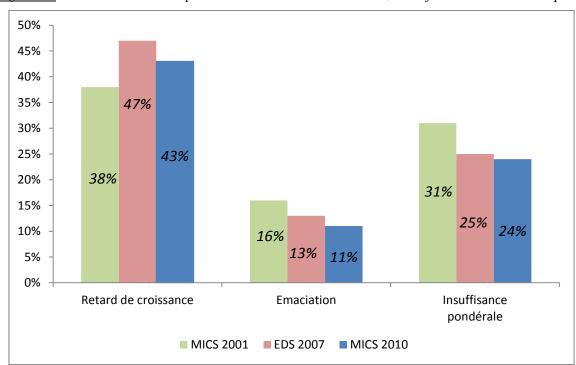


Figure 2 : Evolution des taux de prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans.

En terme de chiffre absolu, ces prévalences se traduisent par plus d'un million d'enfants affectés par la malnutrition aiguë qu'il faut prendre en charge et par plus de six millions d'enfants congolais souffrant d'un retard de croissance.

2.3. LES CARACTERISTIQUES DU SECTEUR AGRICOLE

Depuis l'époque coloniale, deux types d'agriculture coexistaient: l'agriculture traditionnelle et l'agriculture moderne. On observe au cours des dernières décennies un nouveau système de production, intermédiaire entre ces deux types, que l'on a dénommé « agriculture de groupe ».

Chacun de ces trois systèmes de production a des caractéristiques propres dont il faudra tenir compte pour le développement harmonieux du secteur agricole.

\Rightarrow L'agriculture traditionnelle

L'agriculture traditionnelle est de type familial et s'intéresse surtout aux cultures vivrières dont elle réalise plus de 80% de la production nationale. Elle est caractérisée par des exploitations de petite taille, un outillage rudimentaire et une main-d'œuvre constituée essentiellement par les membres du ménage. Elle n'utilise pas d'engrais de synthèse ni de matériel végétal amélioré, mais a recours aux semences, boutures et rejets tout venant, généralement des variétés dégénérées ou traditionnelles.

Les paysans cultivent essentiellement pour assurer l'alimentation de leur famille et ont une production relativement variée (manioc, maïs, riz, légumes, fruit). Les systèmes de production sont essentiellement pluviaux et les cultures dominantes sont les plantes à tubercules, la banane plantain, le maïs, le riz, l'arachide, le haricot et le palmier à huile. Les cultures industrielles (coton, café etc.) peuvent également être pratiquées sur de faibles superficies.

Dans certaines provinces, notamment dans l'Est et le Nord-Est, l'agriculture traditionnelle peut inclure l'élevage du bétail ; les petits exploitants agricoles détenant l'essentiel des petits ruminants (moutons et chèvres) et une bonne partie des porcs et des volailles. Les producteurs familiaux produisent également plus de 80% de ressources halieutiques du pays mais la pisciculture reste insuffisamment développée malgré la forte demande.

Ces petits exploitants agricoles sont évalués à l'échelle nationale à environ 6 millions de ménages, sur une superficie de 6 à 8 millions d'hectares, soit une superficie moyenne par exploitation et par ménage de 1 à 1,5 hectares.

La production est destinée avant tout à l'autoconsommation, le surplus allant au marché. Le système d'exploitation est peu productif et l'accroissement de la production se fait essentiellement par l'accroissement des superficies cultivées. Dans les zones forestières, cette extension se fait au détriment de la forêt. Le système de cultures itinérantes sur brulis est généralisé dans ce type d'agriculture. Les paysans doivent changer constamment de terrain après deux ou trois années d'exploitation. C'est donc une agriculture extensive, consommatrice de terres et destructrice de la forêt et du sol.

\Rightarrow L'agriculture moderne

Ce système concerne les exploitants disposant de moyens modernes de production, particulièrement les grandes sociétés agro-industrielles cultivant intensivement de grandes étendues, avec des rendements importants. L'exploitation moderne touche essentiellement les cultures destinées à l'exportation (café, hévéa, cacao, thé, palmier à huile) et à l'industrie locale (canne à sucre, coton,

tabac). Elle concerne également les grands domaines d'élevage du gros bétail. Ces grandes plantations, grands ranchs et unités agroindustrielles utilisent des techniques modernes de production dont une main d'œuvre salariée, des tracteurs pour la mécanisation des travaux agricoles, des machines et des équipements divers pour la transformation des produits agricoles, des intrants agricoles performants (engrais chimiques, pesticides, matériel végétal et animal amélioré). Elles ont recours à l'irrigation, au drainage et sont consommatrices d'énergie électrique.

L'agriculteur moderne, devant toujours chercher à couvrir ses coûts et à réaliser un profit, est très réceptif aux innovations agronomiques (issues de la recherche agronomique) permettant l'obtention de meilleurs rendements. Il atteint ces objectifs grâce à ses fonds propres ou aux crédits bancaires.

Ce type d'agriculture a fortement souffert des soubresauts politiques ayant marqué l'histoire récente de la RDC. Ainsi, la plupart des productions industrielles qui faisaient jadis la fierté du pays, ont connu de nombreux revers de fortune, à commencer par la zaïrianisation en 1973, et les évènements tragiques des années 1990.

Il s'en est suivi un arrêt des opérations pour de nombreux investisseurs, rendus méfiants à relancer des productions nécessitant de lourds investissements. La remise en confiance des investisseurs suppose la poursuite des efforts entamés pour la création d'un environnement politico-administratif garantissant la sécurité à tous points de vue. Le secteur moderne s'est peu investi dans les cultures vivrières et maraichères, mais récemment, les zones périphériques des centres urbains ont vu se développer la production maraichère irriguée.

\Rightarrow L'agriculture de groupe

Du fait de l'absence ou de l'inefficacité des services nationaux de développement, l'encadrement des paysans était assuré dans la pratique soit par des organisations confessionnelles et coopératives, soit par quelques sociétés privées. L'agriculture traditionnelle côtoie l'agriculture de groupe, qui constitue une phase intermédiaire avant l'agriculture moderne. Elle résulte de la prise de conscience par les meilleurs agriculteurs de la nécessité de s'associer pour améliorer les techniques d'exploitation.On doit cette forme d'agriculture non seulement à l'action du Gouvernement (projets de développement rural, commissions agricoles) mais aussi au concours de plusieurs missionnaires et opérateurs privés. L'agriculture de groupe se rapproche de l'agriculture traditionnelle par les spéculations exploitées, les superficies mises en production et la main d'œuvre utilisée (main d'œuvre familiale). Mais contrairement à l'agriculture traditionnelle, elle maitrise bien les techniques modernes : écartements rationnels, recours aux variétés sélectionnées, usage d'engrais et de pesticides, alimentation des animaux etc. L'agriculture de groupe est appelée à assurer la diffusion de techniques agricoles modernes et à stimuler les paysans traditionnels avoisinants.

2.4. L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE DU SECTEUR

⇒ Structure de tutelle

Le développement du secteur agricole est placé sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINAGRIDER). Il comprend deux Secrétariats Généraux dont l'un est chargé de l'Agriculture, Pêche et Élevage et l'autre du Développement Rural. Ces Secrétariats Généraux comprennent des Directions Normatives et des Services Spécialisés.

¹ Les attributions du volet agriculture de ce Ministère, sont fixées par le décret n° 03/27 du 16 septembre 2003, relatif au Ministère de l'Agriculture, et repris par l'ordonnance n°08/074 du 24 décembre 2008 fixant les attributions des Ministères.

Les Directions normatives de l'Agriculture, Pêche et Elevage sont :

- La Direction d'Etudes et Planification (DEP);
- La Direction des Services Généraux (DSG) ;
- La Direction de la Production et Protection des Végétaux (DPPV);
- La Direction de la Production et Santé Animales (DPSA) ;
- La Direction des Marchés, Prix et Crédits de Campagnes (DMPCC);
- La Direction des Pêches (DP);
- La Direction de l'Administration Générale des Projets (DAGP) ; et
- La Direction de l'Inspection (DI).

Les Directions normatives du Développement Rural sont :

- Direction des Services Généraux ;
- Direction d'Etudes et de Planification ;
- Direction de Développement Communautaire ;
- Direction de l'Economie Rurale ;
- Direction de Génie Rural;
- Direction de l'Animation et Vulgarisation Rurales ; et
- Direction de l'Inspection.

Les Services Spécialisés de l'Agriculture, Pêche et Elevage sont :

- Service National des Statistiques Agricoles (SNSA);
- Service National des Semences (SENASEM);
- Service National des Fertilisants et Intrants Connexes (SENAFIC);
- Service National de Vulgarisation (SNV);
- Service National de la Promotion de la Pêche (SENADEP);
- Service National d'Intrants Vétérinaires et d'Elevage (SENIVEL) ;
- Service National d'Aquaculture (SENAQUA);
- Service National de Mécanisation (SENAMA);
- Programme National Riz (PNR);
- Laboratoire Vétérinaire de Kinshasa (LABOVET)
- Programme National de Développement de l'Elevage Familial (PRONADEF)
- Centres d'Adaptation et de Multiplication des semences Améliorées (CAPSA), Centres d'Adaptation du Bétail Indigène (CABI) et les Centre Agricoles

Les Services Spécialisés du Développement Rural sont :

- Direction des Voies de Desserte Agricole (DVDA) ;
- Service National de l'Hydraulique Rurale (SNHR);
- Service National des Coopératives (SNCOOP);
- Service National d'Informations Rurales (SNIR);
- Service National de l'Horticulture Urbaine et Péri-urbaine (SENAHUP) ;
- Service National de Traction Animale (SENATRA);
- Service National de Technologie Adaptée (SENATEC);
- Service National d'Energies Renouvelables (SENEN);
- Service National de l'Habitat Rural (SENHARU);

- Service National de la Jeunesse Rurale (SENEJER);
- Service National de Développement Rural Intégré (SENDRI) ; et
- Service National de Pêche en Milieu Rural (PEMIRU).

⇒ Autres Ministères impliqués

Les autres Ministères impliqués directement ou indirectement dans l'appui à la production agricole sont : le Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme (MECNET) et le Ministère de l'Enseignement Supérieur, Universitaire et Recherche Scientifique, à travers l'Institut National d'Études et de Recherche Agronomique (INERA). D'autres Ministères ont également des attributions spécifiques qui touchent directement les opérateurs des sous-secteurs agricoles: (i) Plan et Suivi de la Mise en œuvre de la Révolution de la Modernité; (ii) Économie et Commerce; (iii) Finances; (iv) Santé Publique; (v) Affaires Foncières; (vi) Genre, Famille et Enfant; (vii) Aménagement du Territoire, Urbanisme, Habitat, Infrastructures, Travaux publics et Reconstruction, et (viii) Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel.

Le Ministère du Plan et Suivi de la Mise en œuvre de la Révolution de la Modernité centralise et coordonne tous les programmes macroéconomiques au niveau du Gouvernement.

⇒ Cadres de concertation

Afin d'améliorer la coordination des actions du secteur au niveau national et dans les provinces, le Gouvernement a mis en place des mécanismes de concertation. Il s'agit du Conseil Consultatif National et des Conseils Consultatifs Provinciaux qui sont prévus par la Loi portant principes fondamentaux relatifs au secteur agricole. Il est à noter aussi la création des Conseils Agricoles et Ruraux de Gestion (CARG), composés pour 1/3 des acteurs étatiques et pour 2/3 des acteurs non étatiques, principalement les Organisations Paysannes. Les CARG font partie intégrante de la réforme et de la politique de décentralisation du MINAGRIDER. Ils existent jusqu'au niveau des territoires dans la plupart des provinces et de plus en plus au niveau des Entités Territoriales Décentralisées (ETD).

2.5. LA STRUCTURATION DE LA PROFESSION AGRICOLE

Comparativement à d'autres pays africains, le milieu rural est relativement peu structuré et son organisation demeure centrée sur des groupements et associations informelles. Dans le passé, le Gouvernement a cherché à promouvoir différentes formes associatives, notamment mutualistes et coopératives, mais l'absence d'une vision claire pour leur organisation et les moyens faibles mis à la disposition des services concernés, n'ont pas permis l'obtention de résultats significatifs.

Le mouvement associatif a cependant connu une expansion récente, à la suite des troubles sociopolitiques et aux guerres qui frappent le pays. Ceci s'explique en grande partie par la confiance que leur accordent les Bailleurs de Fonds ou les ONG internationales, qui les trouvent plus crédibles que les structures étatiques pour faire parvenir des appuis aux communautés de base, bénéficiaires de leurs interventions en milieu rural. Les différents groupements et associations interviennent dans des domaines assez variés : agriculture, transformation des produits, petit élevage, pêche, et commercialisation. Ces groupements sont structurés en faîtières ou plateformes de coordination au niveau provincial et central, afin de mieux défendre les intérêts de leurs membres et de leur assurer un meilleur service en matière d'approvisionnement en moyens de production, d'accès au marché et au financement et d'appui-conseil. Les faîtières les plus représentatives des producteurs agricoles congolais sont :

- ➤ La Confédération Paysanne du Congo Principal Regroupement des Paysans (COPACO PRP), dont la date de création remonte au 28 février 1998, regroupe actuellement 452 Organisations Paysannes à travers toute la RDC.
- ➤ La Confédération Nationale des Producteurs Agricoles du Congo (CONAPAC) a vu le jour le 22octobre 2011 et compte 15 508 Organisations Paysannes et 1 121 Unions reparties dans les 11 provinces de la RDC.
- L'Union Nationale des Agriculteurs du Congo (UNAGRICO).

Les plateformes nationales sont membres des plateformes régionales d'Organisation Paysannes (PROPAC pour l'Afrique Centrale et EAFF pour l'Afrique de l'Est) et participent régulièrement aux grandes conférences internationales.

2.6. LES AUTRES ACTEURS CLES DU SECTEUR AGRICOLE

⇒ Secteur Privé

La Fédération des Entreprises du Congo (FEC), constitue à la fois la Chambre de Commerce et d'Industrieet la principaleorganisation patronale de la RDC. Ancienne Association nationale des entreprises du Zaïre (ANEZA), créée en 1972 de la fusion de la Fédération des Associations provinciales des entreprises du Zaïre (FERZA), de la Fédération Nationale des Chambres de Commerce, de l'Industrie et d'Agriculture (FNCCIA) et de l'Association pour la Promotion et la Défense des Intérêts des Commerçants Congolais (APRODECO). Elle a été rebaptisée Fédération des entreprises du Congo en 1997 et représente actuellement plus de 1500 sociétés issues de tous les secteurs de l'économie congolaise.

La Confédération des Petites et Moyennes Entreprises duCongo (COPEMECO) et la Fédération Nationale des Planteurs et Eleveurs du Congo (FENAPEC) regroupent en leur sein les principales PME œuvrant dans divers secteurs de l'économie nationale. Les PME agricoles ont une place prépondérante dans ces deux structures.

⇒ Les Partenaires Techniques et Financiers

Les partenaires financiers (bailleurs de fonds) financent directement les activités de développement agricole. Ils se répartissent à travers les coopérations bilatérales et les coopérations multilatérales.

Les partenaires techniques sont les structures qui viennent en appui technique à la mise en œuvre des programmes. En RDC, dans le secteur agricole et du développement rural, les PTF s'organisent de plus en plus pour avoir des instances de coordination afin d'assurer un alignement harmonisé. A ce jour, une cartographie des interventions des PTF dans le secteur agricole a été produite. Cette base de données démontre l'importance du volume des investissements des PTF dans le développement agricole et rural.

Les PTF intervenant dans le secteur agricole et rural sont regroupés au sein du GIBADER (Groupe Inter Bailleur Agriculture et Développement Rural) dont la présidence tournante est assurée actuellement par le consortium PAM-FIDA-FAO.

2.7. LES CONTRAINTES MAJEURES, OPPORTUNITES ET DEFIS A RELEVER

⇒ Les contraintes majeures

Le secteur agricole en RDC est confronté à de nombreuses contraintes d'ordre *technique*, *économique* et *institutionnel*, à savoir: (i) une *faible productivité des filières* végétales, animales et halieutiques,(ii)

une allocation budgétaire encore insuffisante, (iii) un cadre institutionnel insuffisamment organisé avec un déficit en ressources humaines, techniques et matérielles, tant au niveau central qu'au niveau des provinces, (iv) un régime foncier dualiste tiraillé entre le juridique et le traditionnel; (v) la détérioration des conditions de vie en milieu rural provoquant ainsi un exode élevé et sélectif qui draine vers les villes les actifs agricoles les plus dynamiques, (vi) un environnement macroéconomique peu propice aux investissements productifs, malgré la présence de terres de qualité, d'un climat favorable et d'une demande importante, (vii) la faible capacité de financement des opérateurs agricoles et les difficultés d'accès au crédit agricole, (viii) la dégradation et le faible niveau d'accès aux infrastructures de base, (ix) le manque d'organisation des producteurs et autres acteurs des filières agricoles, (x) l'inadéquation de l'offre de services de recherche et de vulgarisation agricole en regard de la demande d'appui-conseil des organisation paysannes et autres opérateurs, (xi) le faible niveau d'accès aux informations sur les marchés, (x) la faiblesse de la demande interne solvable du fait du faible pouvoir d'achat des consommateurs et (xi) le faible niveau de valorisation des productions.

⇒ Les opportunités et potentialités

Malgré ces contraintes qui entravent son développement depuis plus d'une décennie, le secteur agricole congolais possède un potentiel considérable et offre des opportunités tout à fait remarquables.

Il s'agit notamment:

- (i) de *conditions climatiques et écologiques* très favorables aux activités agricoles ;
- (ii) la *disponibilité en terres agricoles (environ 75 000 000 d'hectares) très* peu valorisées (environ 10% sont exploitées annuellement);
- (iii) des potentialités réelles de développement de plusieurs *cultures d'exportation* hautement compétitives sur le marché international et générateurs de revenus importants notamment le palmier à huile, le café, le cacao, le thé, l'hévéa et le quinquina etc.;
- (iv) un marché potentiellement important : les régions urbaines du pays et les pays voisins représentent *un marché de plus de 100 millions d'habitants*, en voie d'urbanisation rapide;
- (v) la présence de grandes ONG internationales de développement bien structurées, bien équipées, munies d'un personnel compétent, avec antennes disséminées dans le pays, et qui se consacrent à l'encadrement des agriculteurs;
- (vi) un mouvement associatif en émergence et en expansion dans l'ensemble de la RDC; et
- (vii) un *regain d'intérêt manifesté par les autorités congolaises* et ses partenaires pour le développement du secteur agricole et rural.

Les grands défis à relever par la Nation à l'horizon 2020 en vue de réduire significativement le niveau de pauvreté de la population rurale, consistent à:

- Sécuriser et moderniser les systèmes de production agricoles pour améliorer durablement la productivité des filières, par un meilleur accès aux facteurs de production, aux marchés et par l'amélioration de l'environnement juridique et de la gouvernance;
- Vaincre la malnutrition et l'insécurité alimentaire ; et
- Mobiliser des investissements conséquents pour permettre à tous les acteurs du secteur agricole de jouer pleinement leurs rôles dans la modernisation du Pays.

3. CHAMP COUVERT ET PERSPECTIVES DE CROISSANCE AGRICOLE

3.1. LE CHAMP COUVERT PAR LE PNIA

Le PNIA a pour vocation de devenir l'unique cadre harmonisé de l'ensemble des interventions dans le secteur agricole. Il couvre par conséquent les sous-secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de l'aquaculture et du développement rural, dans son volet infrastructures d'accompagnement à la production agricole.

Le PNIA prend en compte les domaines transversaux comme le renforcement institutionnel, la recherche et la vulgarisation agricole ; il intègre les dimensions genre, environnementales et sociales pour assurer la durabilité des réalisations.

Le Plan National d'Investissement Agricole vise à guider:

- (i) les réponses du pays en matière de politique et d'investissement pour réaliser l'engagement de Maputo à travers l'allocation d'au moins 10% des dépenses publiques au secteur agricole;
- (ii) la planification à long terme de l'aide au développement pour soutenir les efforts du pays ; et
- (iii) les Partenariats Public Privé (PPP) ainsi que les alliances d'affaires pour augmenter et soutenir les investissements nécessaires dans le secteur agricole.

Pour ce faire, différentes options stratégiques ont été définies à travers les analyses et la modélisation effectuée par l'International Food Policy and Research Institute (IFPRI).

3.2. LES TENDANCES POUR LA CROISSANCE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Alors que certains pays d'Afrique subsaharienne sont en mesure d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en 2015, les défis de développement auxquels fait face la RDC ne lui permettront pas d'atteindre ces cibles à l'horizon 2015.

En effet, après plusieurs années de guerre, qui ont entrainées d'énormes pertes en vie humaine et la quasi-destruction des infrastructures sociales et économiques, la reprise de la croissance du PIB et la réduction de la pauvreté demeurent modestes. Le secteur minier, qui a constitué l'ossature de l'économie congolaise pendant plusieurs décennies, reprend de façon modérée. Le secteur agricole emploie plus de la moitié de la population active croît à un rythme faible même s'il y a lieu de remarquer que les performances, les défis et les opportunités diffèrent selon les Provinces.

Entre 2002 et 2009, la RDC a enregistré une croissance du PIB de 5,3%. Cette croissance reste cependant erratique dans la mesure où, lorsqu'on considère les sous-périodes, la forte croissance du début de la décennie est suivie de périodes de faible croissance (voir tableau 3).

Tableau 3: Tendances de croissance du PIB en % entre 2002 et 2009

Sous période	De 2002 à 2009	De 2004 à 2009	De 2006 à 2009
PIB	5.3	4.1	2.5
PIB par habitant	2.3	1.9	1.1

Source: Indicateurs de développement dans le monde (Banque Mondiale, 2010)

L'expérience des pays qui sont en train d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement en 2015, comme le Ghana, démontre qu'ils ont eu une croissance soutenue de 5 à 6% sur plusieurs années.

3.3. LES MOTEURS DE LA CROISSANCE EN RDC

Pendant plusieurs décennies, le secteur minier a été considéré comme le pilier de l'économie congolaise. Aujourd'hui, l'industrie minière représente moins de 10% du PIB alors qu'il se situait à plus de 25% dans les années 1980. Malgré les efforts du Gouvernement appuyés par les Bailleurs de Fonds, la production industrielle n'a pas encore redémarré. Le secteur agricole *qui emploie plus de 70% de la population active* et qui bénéficie des conditions naturelles très favorables est réduite à des activités de subsistance. Les cultures de rentes qui représentaient 40% des exportations en 1960, ne jouent plus aujourd'hui qu'un rôle marginal (source : Programme Indicatif National 2008).

3.4. LE BESOIN D'UNE TRANSFORMATION STRUCTURELLE DE L'ECONOMIE

Il est généralement admis que les pays qui s'engagent sur la voie d'une croissance soutenue et de la réduction de la pauvreté passent par une phase de transformation structurelle, pendant laquelle le rôle de chaque secteur dans le processus de la croissance est redéfini. Très souvent le secteur manufacturier est le moteur de cette transformation structurelle.

Pendant ce processus, la part du secteur agricole dans la formation du PIB diminue. Mais en terme absolu, l'agriculture continue de croître. Comme pour la plupart des pays africains, le secteur agricole de la RDC est de loin le plus important alors que le secteur manufacturier et celui de services restent encore marginaux. Compte tenu de cette particularité initiale, il doit être envisagé *d'accélérer la croissance en se basant d'abord sur le secteur agricole et rural*.

Cette priorisation devra prendre en considération les diversités provinciales car l'importance relative du secteur agricole et les effets escomptés peuvent varier considérablement d'une province à l'autre.

3.5. LES SCENARIOS POUR UNE CROISSANCE SOUTENUE

Un *modèle d'équilibre général calculable* pour la RDC a été construit en 2011 pour l'analyse d'impacts des politiques macroéconomiques sur la croissance et la réduction de la pauvreté. Partant des informations disponibles, la *Matrice de Comptabilité Sociale* (MCS) de 2005 a été développée pour le calibrage de ce modèle. Les sources d'informations utilisées ont été le cadrage macroéconomique et les comptes nationaux en provenance de la Banque Mondiale, l'enquête auprès des ménages 1-2-3, les données du commerce extérieur de la FAO, les enquêtes-emploi, la balance des paiements, et le tableau d'entrée et sortie.

La MCS comporte 22 branches d'activités agricoles (15 branches de culture, 5 branches d'élevage, 1 branche de pêche, 1 branche de sylviculture et 1 d'exploitation forestière), 9 branches d'activités industrielles (1 branche de fabrication de produits alimentaires et de boissons, 5 branches d'autres activités de fabrication, 3 branches d'autres activités industrielles), et 7 branches d'activité de service (5 privées et 2 publiques). Les ménages sont classés selon le lieu d'habitation du chef de ménages (10 groupes de ménages ruraux des 10 provinces, 11 groupes de ménages urbains des 11 provinces). Trois catégories de facteurs de travail ont été identifiées: travail familial, travail payé et qualifié, travail payé et non qualifié. La possession de la terre par les ménages ruraux selon la province définit le facteur terre.

A l'issue de cette étude, trois scenarios de croissance ont été analysés :

- ⇒ Scénario 1: Ciblage des tendances récentes de la croissance du PIB agricole et du PIB non agricole. L'agriculture constitue l'ossature de l'économie congolaise en contribuant à 38% du PIB national. Ainsi, si les tendances courantes se confirment, le secteur agricole va continuer à croitre à un taux modeste de 3% par an.
- ⇒ Scénario 2: Ciblage de 6% du taux annuel de croissance de l'agriculture sans croissance supplémentaire dans le secteur non agricole. La mise en œuvre du PDDAA en tant que pièce maîtresse de la stratégie de réduction de la pauvreté doit permettre à l'agriculture de jouer un rôle important comme principale source de croissance favorable aux pauvres, particulièrement en milieu rural. La RDC ne cherche pas seulement à accélérer la croissance mais également à maximiser et à élargir l'impact d'une telle croissance sur la réduction de la pauvreté. Les résultats de l'étude ont démontré que, lorsqu'un taux de croissance du secteur agricole de 6% est ciblé en combinaison avec une croissance analogue du secteur non-agricole pour absorber les augmentations de production agricole, la croissance annuelle du secteur agricole dépasse les 6%. Le secteur industriel et celui des services croissent aussi significativement aux taux de 6,9 et 7,4% respectivement, entraînant une croissance de 6,8% de l'ensemble de l'économie nationale.
- ⇒ Scénario 3 : Ciblage de la réduction de moitié du taux de pauvreté nationale entre 2005 et 2015. Pour satisfaire cette hypothèse, une augmentation supplémentaire de croissance à la fois du secteur agricole et non agricole est requise : 8,5 % de croissance du secteur agricole, 9,0 % pour le secteur industriel et 8,6 % pour le secteur des services.

Dans les deux derniers scenarios, la croissance du secteur agricole est principalement influencée par une augmentation du rendement des cultures industrielles qui par essence sont des produits d'exportation. D'autres produits agricoles de consommation tels que les céréales et tubercules, qui contribuent à concurrence de 51% du PIB du secteur agricole ont également significativement influencés la croissance du secteur (voir tableau 4).

<u>Tableau 4:</u> Taux de croissance du rendement des principales cultures requis pour soutenir la croissance du PIB agricole (2010-15) en fonction des trois scénarios étudiés

Cultures	Scénario 1 Tendance actuelle 3 % de croissance	Scénario 2 PDDAA 6% de croissance	Scénario 3 Croissance accélérée 8,5 % de croissance	
Maïs	-0.3	1.7	2.7	
Riz	-1.4	1.2	2.5	
Autres céréales	-1.5	0.8	2.0	
Manioc	-1.4	0.8	3.2	
Pommes de terre	-1.5	-0.3	4.7	
Patate douce	-1.6	0.1	6.0	
Autres tubercules	-1.5	0.2	3.6	
Banane plantain	-1.5	0.6	3.0	
Graines	-1.3	0.3	2.2	
Arachides	-1.3	0.4	1.5	
Fruits	-1.4	4.1	7.8	
Légumes	-1.2	2.4	3.8	
Cultures industrielles	-1.2	4.3	6.5	

Source: IFPRI

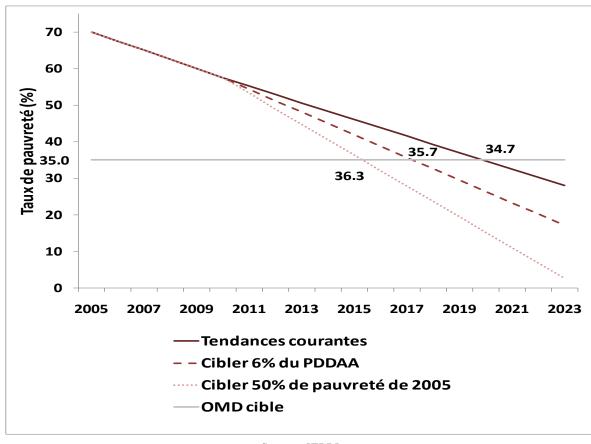
Il est également à noter que la production de céréales et de tubercules qui constituent les aliments de base de la population congolaise, est directement influencée par la croissance de la population ainsi que l'urbanisation qui en résulte.

3.6. LA CROISSANCE AGRICOLE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Au niveau national, la croissance modeste observée depuis 2005, a certainement aidé à réduire le niveau de pauvreté dans le pays. Avec les tendances courantes, par exemple, on estime que le taux de pauvreté est passé de 70% à 57% entre 2005² et 2010. Si ces tendances se maintiennent, en 2015 plus de 46% des personnes seront toujours en dessous du seuil de pauvreté.

En termes des Objectifs du Millénaire pour le Développement, ceci voudrait tout simplement dire que, le niveau de pauvreté de 2005 ne pourrait pas être réduit de moitié en 2015 mais plutôt en 2020, soit 5 ans de retard par rapport aux horizons du millénaire pour le développement (figure 4).

Lorsqu'on considère les deux scenarios de croissance examinés dans cette étude, bien que l'objectif de réduire le niveau de pauvreté de moitié n'est pas toujours atteint, le nombre d'années nécessaires pour atteindre ces objectifs sont réduits si le pays met en œuvre le PDDAA. Par exemple, lorsque le taux de croissance du secteur agricole de 6% est ciblé, le taux de pauvreté est réduit de 57% à 42% entre 2010 et 2015, pour atteindre 35% en 2017, soit un gain de trois ans comparé aux tendances courantes.



<u>Figure 3:</u> Evolution des taux pauvreté national pour les différents scénarios de croissance

Source: IFPRI

18

² Compte tenu des évènements survenus au pays depuis 1990, le taux de pauvreté de 1990 ne peut plus servir de référence valable par rapport aux OMD. C'est pour cette raison que les auteurs ont choisi 2005 comme année de référence.

Cette amélioration des conditions de vie est principalement due à l'augmentation des revenus dans les milieux ruraux où près de 80% des populations congolaises vivent.

Lorsque par ailleurs, la réduction de moitié du taux de pauvreté de 2005 en 2015 est ciblé, le taux de pauvreté est réduit de 57 à 36% entre 2010 et 2015, et son niveau de 2005 est réduit de moitié en 2016

3.7. LA DIVERSITE PROVINCIALE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

Au niveau provincial, avec les tendances courantes les taux des croissances dans toutes les provinces sont faibles; en dessous de 5% pour toutes les provinces, à l'exception de Kinshasa et du Katanga (figure 5).

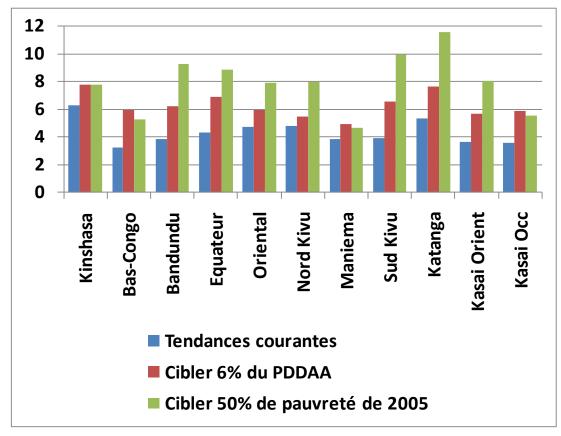


Figure 4: Les taux de croissance provinciale pour les trois différents scénarios

Source: IFPRI

Ces faibles taux de croissance sont principalement expliqués par le délabrement des infrastructures économiques et sociales dans l'arrière-pays. D'une manière générale, avec ces tendances, les taux de pauvreté sont réduits avec le temps, mais à un rythme très ralenti (voir figure 6).

De plus, compte tenu de la grande diversité qui caractérise la RDC et les différences en potentiel agricole entre provinces, les différentes stratégies sur la croissance et la réduction de pauvreté n'auront pas les mêmes effets partout.

Lorsque les 6% du PDDAA sont ciblés, toutes les régions enregistrent des taux de croissance plus forte, mais certaines régions croissent plus vite que d'autres. Les régions de l'Equateur, du Katanga, de Bandundu, la province Orientale où le potentiel agricole est énorme enregistrent des forts taux de croissance.

La manière dont ces taux de croissance se traduisent en réduction des niveaux de pauvreté et à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement, dépend du poids du secteur moteur de la croissance (agriculture ou autre) dans l'économie de la province et du niveau initial de pauvreté.

Par exemple, malgré la forte croissance enregistrée au Katanga (7,6%) avec le scénario de 6% du PDDAA, la province ne pourrait réduire son niveau de pauvreté de moitié qu'en 2019 car l'agriculture ne compte que pour 28% du PIB.

Le Kasaï-Occidental par contre où l'agriculture contribue à concurrence de 70%, réduit sa pauvreté de moitié en 2015 avec le scenario PDDAA.

Lorsque la réduction de moitié du taux de pauvreté de 2005 en 2015 est ciblé par une augmentation de la croissance aussi bien dans le secteur agricole que non agricole, les provinces qui en plus du potentiel agricole disposent d'une industrie extractive enregistrent les plus fortes croissances. Par ailleurs, toutes les provinces réduiraient leur taux de pauvreté de moitié à un rythme accéléré.

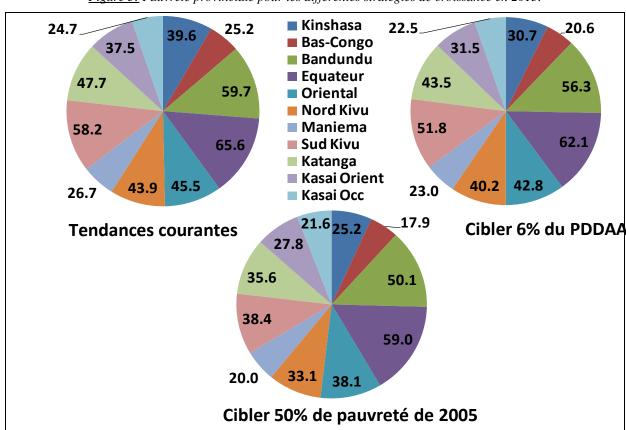


Figure 5: Pauvreté provinciale pour les différentes stratégies de croissance en 2015.

Source: IFPRI, 2011

3.8. LES PREVISIONS DE CROISSANCE ET L'ENGAGEMENT POLITIQUE EN FAVEUR DU SECTEUR

Contrairement aux tendances passées, les dernières estimations publiées par le Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique et les projections du FMI pour les années 2013 à 2015 prévoient une nette amélioration des performances économiques de la RDC (tableau 5). La croissance annuelle moyenne du PIB sur la période 2012-2015 serait de plus de 7 % alors qu'elle n'a été que de 2,5 % sur la période 2006-2009.

Comme l'on démontré les différentes simulations, ces performances pourraient être très significativement renforcée par une croissance agricole stimulée par la mise en œuvre efficiente du PNIA.

Année	2012		2013	2014	2015
Indicateurs	Projeté	Révisé	Projeté	Projeté	Projeté
Taux de croissance du PIB (en %)	6.6	7.2	8.2	6.4	7.3
Déflateur du PIB (en %)	9.7	6.6	6.7	8.7	7.6
Taux d'inflation moyen (en %)	12.7	10.9	9.5	8.8	8.3
Taux de change (FC/USD)	967.59	933.3	955.1	977	998.2
PIB nominal (en milliards de FC)	17.260.9	17.681.4	19.280.2	20.841.5	22.588.7

Tableau 5: Evolution des taux de croissance du PIB et autres indicateurs macroéconomiques

Source : Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique (CPCM) et projections du FMI ; 2013

De plus les autorités politiques se sont clairement engagées, à travers la Charte PDDAA de la RDC, à augmenter progressivement la contribution du budget de l'Etat pour atteindre 10 % du budget national. Cette volonté d'accélérer la croissance agricole se traduit concrètement par l'augmentation des budgets alloués aux Ministères en charge du secteur (agriculture, recherche, enseignement, etc.) et aux Provinces et par le lancement d'initiatives nouvelles telles que la campagne agricole et les parcs agro industriels. Ainsi, le financement de l'Etat au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural a augmenté de 35% entre 2012 et 2013 et a doublé au cours de ces trois dernières années (Cfr.Annexe 4).

3.9. LE CHOIX D'UNE OPTION STRATEGIQUE POUR LE PNIA

Il s'agira de satisfaire la double exigence de lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire et de croissance économique durable. Pour ce faire, il s'agira de cibler prioritairement les productions vivrières par l'agriculture familiale tout en assurant la promotion des cultures industrielles et de rente et la mise en place de Pôles d'Entreprises Agricoles.

Les différentes études portant sur les principales spéculations ont démontré que les augmentations de rendement étaient techniquement réalisables lorsque les investissements correspondants étaient réalisés ; notamment sur les filières prioritaires (2,7% pour le maïs ; 2,5% pour le riz ; 3,2% pour le manioc, 3% pour le plantain et 6,5% pour les cultures industrielles).

Parmi les trois options de croissance étudiées, le PNIA fait donc le choix d'une croissance du PIB agricole supérieure à 6 %, afin de soutenir la croissance économique du Pays et d'atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté (OMD1) de manière accélérée.

4. JUSTIFICATION ET OBJECTIFS DU PNIA

4.1. JUSTIFICATION

Les différentes analyses économiques concernant les options stratégiques de croissance agricole et de réduction de la pauvreté permettent d'établir trois constats majeurs :

- A. En plus de sa contribution directe à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'accroissement du secteur agricole est plus efficace en matière de réduction de la pauvreté que l'accroissement dans les secteurs non-agricoles.
- **B.** Compte tenu de la structure du PIB agricole par sous-secteur, la croissance du sous-secteur vivrier est plus efficace dans la réduction de la pauvreté que les autres sous-secteurs pris individuellement. Toutefois, les stratégies sous-sectorielles seront moins efficaces qu'une stratégie impliquant tout le secteur.
- C. Une croissance additionnelle à la fois dans le secteur agricole et dans les secteurs non-agricoles aura un impact plus marqué sur la réduction de la pauvreté et les femmes en seront les principales bénéficiaires.

Ces constats démontrent donc que des stratégies isolées seraient peu efficaces pour atteindre les objectifs de développement prioritaires, qui sont la *réduction de la pauvreté*, le renforcement de la *sécurité alimentaire et nutritionnelle* et la *génération d'emplois et de revenus*.

Seule une stratégie globale orientée sur la croissance des secteurs agricoles et non-agricoles, s'appuyant sur le développement des chaines de valeur au sein de chaque filière, est susceptible de réaliser les résultats escomptés d'ici l'horizon 2020. C'est la raison pour laquelle le PNIA est de portée globale et les programmes qui en découlent sont en interrelation et convergent tous vers le même objectif.

Il couvre tous les sous-secteurs des productions végétales, animales et halieutiques et est conçu sur l'approche de développement des chaines de valeurs. Le PNIA prend en compte les aspects relatifs au développement de l'agribusiness, à la transformation, à la mise en marché et à l'accès durable aux ressources productives. Il prend également en considération la sécurité alimentaire sous l'angle de la disponibilité des produits alimentaires, de l'accessibilité aux denrées et de leur utilisation suivant les normes nutritionnelles requises.

Le PNIA intègre aussi la fluidité des échanges, à travers *l'amélioration des conditions de transport*, la facilitation de l'accès au crédit rural et le renforcement de la sécurisation foncière.

Les garanties de succès seront assurées par la prise en compte des questions transversales comme le renforcement institutionnel des acteurs publics, privés et de la société civile, l'amélioration de la gouvernance ainsi que la recherche et le conseil-agricole. Le PNIA intègre dans les programmes les principes clés de la dimension genre, environnementale et sociale, pour assurer une utilisation durable et équitable des ressources du pays.

Enfin, les spécificités provinciales seront prises en considération et le PNIA sera décliné sous forme de Plans Provinciaux d'Investissement Agricole (PPIA), par les différents acteurs provinciaux.

4.2. OBJECTIFS ET PRIORITES

Le Plan National d'Investissement Agricole de la RDC est un cadre cohérent de planification des investissements et du fonctionnement du secteur agricole sur un horizon de huit ans.

Il a pour objectif global de stimuler une *croissance annuelle soutenue du secteur agricole de plus de* 6%, indispensable pour réduite la pauvreté, pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations congolaises et pour générer durablement des emplois et des revenus.

Plus spécifiquement, cinq grands axes prioritaires ont été identifiés :

- ⇒ Promouvoir durablement les filières agricoles, au premier rang desquelles les filières vivrières, et développer l'agri business afin d'améliorer les revenus des paysans et des autres opérateurs du secteur ;
- ⇒ Améliorer la gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et constituer des réserves stratégiques ;
- ⇒ Développer et diffuser les produits de la recherche auprès des utilisateurs et améliorer le niveau de compétence professionnelle des différents acteurs ;
- ⇒ Améliorer la gouvernance agricole, promouvoir l'intégration de l'approche genre et renforcer les capacités humaines et institutionnelles ; et
- ⇒ Réduire la vulnérabilité du secteur agricole aux changements climatiques.

4.3. APPROCHE STRATEGIQUE

L'approche stratégique pour la mise en œuvre du PNIA sera basée sur un certain nombre de principes d'intervention :

- (i) L'inclusion et la responsabilisation de tous les acteurs publics et privés impliqués dans le développement agricole: producteurs et/ou fournisseurs d'intrants, producteurs agricoles, responsables des structures de stockage, transformateurs, transporteurs, distributeurs, institutions de recherche et d'innovations technologiques, institutions de vulgarisation, institutions de financement, opérateurs des nouvelles technologies de l'information et de la communication etc.
- (ii) *La valorisation des avantages comparatifs de chaque province* à travers la mise en œuvre des Plans Provinciaux d'Investissement Agricole, dont le développement sera de la responsabilité des autorités provinciales.
- (iii) La *création des Pôles d'Entreprises Agricoles (PEA)* dans le but de dynamiser les différentes filières à travers l'opérationnalisation de parcs agro industriels. Ces pôles sont des foyers de développement recueillant des produits agricoles dans un rayon bien circonscrit en vue de leur transformation et commercialisation, tout en offrant des facilités pour l'encadrement et le financement des acteurs impliqués ainsi que pour la recherche-action.
- (iv) La prise en compte systématique des aspects du *genre et de la bonne gouvernance* à travers toutes les interventions envisagées.
- (v) Le *renforcement des capacités de l'ensemble des intervenants publics et privés* afin de leur permettre de remplir leurs missions de service publics et d'opérateurs économiques.
- (vi) Le développement de la productivité agricole dans unelogique de développement durable, respectueuse des contraintes environnementales et sociales.

5. DESCRIPTION DES PROGRAMMES DU PNIA

Le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) de la RDC est le cadre national de planification des fonds nationaux et extérieurs pour le secteur. Il prend en compte les besoins, les acquis, les gaps à couvrir pour l'investissement et le fonctionnement du secteur sur un horizon de huit ans (2013 - 2020). Il fédère l'ensemble des programmes et projets en cours et en perspective dans le secteur.

Le Plan National d'Investissement Agricole est structuré en cinq programmes, répondant aux cinq grands axes prioritaires du secteur, et est développé à travers 18 sous-programmes et 66 composantes (tableau 6).

Tableau 6: Architecture générale du PNIA de la RDC.

Programme	1 : Promotion des filières agricoles et de l'agri business
Sous-programme	Composante
	1.1.1 : Appui à la production, à l'approvisionnement et à la distribution de semences, matériel végétal certifiés et autres intrants
	1.1.2 : Promotion de la traction animale et de la motorisation 1.1.3 : Appui à la mobilisation et à la gestion durables des ressources en eau pour l'agriculture
1.1 : Développement des	1.1.4 : Réduction des pertes post récolte et mise en place des infrastructures de séchage et de stockage
filières végétales	1.1.5 : Promotion des systèmes de transformation des céréales, du manioc et autres tubercules et des produits d'horticulture
	1.1.6 : Promotion de petites unités de transformation agro-alimentaires 1.1.7 : Ouverture et réhabilitation, et entretien des voies de desserte agricole
	1.1.8 : Modernisation des équipements et infrastructures de mise en marché
	1.2.1 : Amélioration de la productivité des systèmes familiaux et communautaires d'élevage par l'approvisionnement en intrants vétérinaires et d'élevage et par l'amélioration de l'alimentation, de l'abreuvement et de l'habitat
	1.2.2 : Promotion des fermes modernes d'élevage bovin, ovin, caprin, porcin et avicole
1.2 : Développement des filières animales	1.2.3 : Diversification des productions (cuniculiculture et apiculture) et promotion des élevages non conventionnels
	1.2.4 : Appui à une couverture sanitaire adéquate des animaux
	1.2.5 : Réhabilitation et construction d'abattoirs et aires d'abattage
	1.2.6 : Transformation, conservation et stockage des produits d'élevage
	1.2.7 : Modernisation des équipements et infrastructures de mise en marché
	1.3.1 : Promotion de la pêche maritime et continentale (équipements de capture, sécurisation, études, protection des zones de frayères etc.)
1.3 : Développement des filières halieutiques	1.3.2 : Promotion de l'aquaculture (centres d'alevinage, étangs piscicoles, intrants)
•	1.3.3 : Surveillance et gestion concertée des plans d'eau
	1.3.4 : Modernisation des équipements et infrastructures de transformation,

	de conservation et de mise en marché				
	1.4.1 : Création des Zones d'Aménagement Agricoles Planifiés (ZAAP) et				
	des parcs agroindustriels				
1.4 : Création des Pôles					
	1.4.2 : Appui à l'installation des professionnels de l'agriculture				
d'Entreprises Agricoles	1.4.3 : Réhabilitation des plantations et fermes abandonnées				
(PEA)	1.4.4: Appui à l'émergence des institutions financières spécialisées au				
	niveau de la production (Micro finance – coopératives financières –				
	agricoles, banques agricoles)				
1.5 : Normes et contrôle	1.5.1 : Définition des textes législatifs et réglementaires en cohérence avec				
de qualité des produits	les textes sous régionaux et internationaux (codex alimentarius etc.)				
agricoles	1.5 2 : Processus de labellisation et de certification				
	1.5.3 : Inspection des intrants et des produits agricoles				
Programme 2 : Ge	estion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des réserves				
	stratégiques				
Sous-programme	Composante				
2.1 : Mise en place et	2.1.1 : Mise en place d'un système d'information sur les marchés				
renforcement d'un					
système d'information et	2.1.2 : Mise en place d'un système d'alerte précoce sur la sécurité				
d'alerte précoce sur la	alimentaire et de prévention des risques climatiques				
sécurité alimentaire					
	2.2.1 : Renforcement du degré de prise de conscience des parties prenantes				
2. 2: Lutte contre la	en milieu rural sur l'importance d'une bonne nutrition dans la préservation				
malnutrition	de la santé				
	2.2.2 : Promotion des actions visant l'amélioration de la nutrition				
2. 3 : Gestion de la	2.3.1 : Renforcement des systèmes nationaux de suivi et de gestion de la				
vulnérabilité alimentaire	vulnérabilité				
et organisation des	2.3.2 : Appui à la mise en adéquation de l'aide alimentaire d'urgence avec				
réserves stratégiques	les besoins réels				
reserves strategiques	2.3.3 : Organisation des réserves stratégiques				
Programme	23: Recherche, vulgarisation et enseignement agricoles				
Sous-programme	Composante				
	3.1.1 : Renforcement des structures de recherche				
	3.1.2 : Gestion des connaissances				
	3.1.3 : Développement de nouveaux matériels génétiques des espèces				
3. 1: Appui aux structures	végétales, animales et halieutiques				
de recherche et de	3.1.4 : Développement des technologies de gestion intégrée de la fertilité				
développement des	des sols				
innovations	3.1.5 : Développement des technologies intégrées de protection				
technologiques	phytosanitaire et zoo sanitaire				
	3.1.6 : Développement des technologies de transformation des produits				
	agricoles, carnés et halieutiques				
3. 2: Appui au					
/. (310,001,00)	1 5 Z 1 * Kentorcement des structures bubliques et des organisations de la				
	3.2.1 : Renforcement des structures publiques et des organisations de la				
développement des	société civile d'appui-conseil				
développement des structures d'appui -conseil	1 1				
développement des	société civile d'appui-conseil 3.2.2 : Diffusion et vulgarisation des innovations technologiques				
développement des structures d'appui -conseil	société civile d'appui-conseil				
développement des structures d'appui -conseil	société civile d'appui-conseil 3.2.2 : Diffusion et vulgarisation des innovations technologiques 3.3.1 : Renforcement des institutions de l'enseignement secondaire agricole				
développement des structures d'appui -conseil et de vulgarisation	société civile d'appui-conseil 3.2.2 : Diffusion et vulgarisation des innovations technologiques 3.3.1 : Renforcement des institutions de l'enseignement secondaire agricole 3.3.2 : Renforcement des instituts supérieurs agricoles et de				
développement des structures d'appui -conseil et de vulgarisation 3.3 Appui aux institutions	société civile d'appui-conseil 3.2.2 : Diffusion et vulgarisation des innovations technologiques 3.3.1 : Renforcement des institutions de l'enseignement secondaire agricole				

Programme 4: Gouve	rnance agricole, genre et renforcement des capacités humaines et institutionnelles
Sous-programme	Composante
4.1: Amélioration de l'environnement politique	4.1.1 : Formulation de la Politique de Développement Agricole
et législatif pour la promotion du secteur	4.1.2 : Amélioration du cadre réglementaire et juridique
4.2 : Poursuite de la	4.2.1 : Amélioration du cadre organisationnel du Ministère de l'Agriculture et de Développement Rural
réforme du Ministère de l'Agriculture et de	4.2.2 : Construction, réhabilitation et équipement des institutions publiques agricoles au plan national et provincial
Développement Rural	4.2.3 : Renforcement des capacités technique du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
42 D 6	4.3.1 Appui à la structuration des producteurs à la base et renforcement des capacités organisationnelles des organisations paysannes (OP) au niveau local, provincial et national et des PME/PMEA
4.3 : Renforcement des capacités techniques et	4.3.2 Amélioration du cadre institutionnel et organisationnel des organisations paysannes
organisationnelles des Organisations Paysannes, de la société civile et du	4.3.3 : Renforcement des capacités techniques des producteurs agricoles (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, pisciculteurs etc.)
secteur privé	4.3.4 : Renforcement des capacités de conservation et de la transformation des produits agricoles
	4.3.5 : Renforcement des capacités commerciales des producteurs agricoles
	4.4.1 : Renforcement des capacités des structures chargées de la programmation et du suivi
4. 4 : Renforcement des	4.4.2 : Renforcement des capacités des structures de contrôle et d'inspection des services
capacités des structures de coordination, de suivi	4.4.3 : Mise en place et appui au fonctionnement d'un système d'analyse stratégique, de revue et gestion des connaissances dans le secteur agricole
et de contrôle du secteur agricole et rural	4.4.4 : Mise en place d'un mécanisme permanent de collecte, de traitement, de stockage et de diffusion des statistiques agricoles
	4.4.5. Appui aux plates-formes de concertation au niveau national, provincial, territorial et sectoriel
4.5 : Genre et	4.5.1 : Renforcement de la participation citoyenne des femmes rurales
autonomisation des femmes rurales	4.5.2 : Renforcement des capacités économiques des organisations des femmes rurales
Progra	umme 5 : Adaptation aux changements climatiques
Sous-programme	Composante
	5.1.1 : Promotion de la Gestion intégrée de la fertilité des sols (GIFS)
5.1 : Mise en place des	5.1.2 : Appui à la mise en place de systèmes agroforestiers plus résilients
mesures d'atténuation et d'adaptation au	5.1.3 : Aménagements des bassins versants et mise en place des mesures
changement climatique	anti érosives 5.1.4 : Mesures d'accompagnement du processus PEDD
	5.1.4 : Mesures d'accompagnement du processus REDD 5.2.1 : Renforcement des centres agro météorologiques
5.2 : Gestion des risques	5.2.1 : Remorcement des centres agro meteorologiques 5.2.2 : Mise en place des mécanismes de surveillance et de prévention des
climatiques	risques climatiques

5.1. PROMOTION DES FILIERES AGRICOLES ET DE L'AGRI BUSINESS

Ce Programme a pour objectif d'assurer les besoins du pays en produits vivriers (manioc, maïs, riz, haricot, banane plantain et l'arachide), en produits d'élevage (bovin, ovin, caprin, porcin et avicole, principalement) et en produits halieutiques. Le programme vise également la relance des cultures pérennes et de rente (caféier, cacaoyer, théier, cotonnier, palmier à huile, hévéa, etc.) et de l'arboriculture fruitière (ananas, agrumes, avocat, mangue, papaye, mangoustan, etc.).

A travers la généralisation de l'organisation de Pôles d'Entreprises Agricoles, le programme vise à accroître durablement les revenus des ménages agricoles. Ceci passera par un meilleurs accès au crédit agricole, à la sécurisation foncière, par une augmentation significative de la valeur ajoutée des productions et la facilitation de leur mise en marché. La qualité et la traçabilité des produits seront également prises en compte.

Cet objectif sera réalisé à travers les cinq sous-programmes suivants : (i) Développement des filières végétales, (ii) Développement des filières animales, (iii) Développement des filières halieutiques, (iv) Création des Pôles d'Entreprises Agricoles (PEA) et (v) Normes et contrôle de qualité des produits agricoles.

SOUS-PROGRAMME 1.1: DEVELOPPEMENT DES FILIERES VEGETALES

Ce sous-programme vise la promotion des filières des cultures vivrières, horticoles, pérennes et de rente et de l'arboriculture fruitière.

Les cultures vivrières: les cultures vivrières couvrent annuellement environ 5 millions d'ha sur toute l'étendue de la RDC. Les principales cultures sont: le manioc, le maïs, le riz, la banane plantain, le haricot et l'arachide. La production vivrière nationale est en deçà des besoins alimentaires actuels évalués à 25 millions de tonnes par an. Par ailleurs, cette production ne progresse que de 2% par an tandis que la croissance démographique est estimée à plus de 3%.

Le manioc est la principale culture vivrière en RDC et a une importance centrale dans le régime alimentaire des Congolais. Il représente près de 80% de la production vivrière du pays et occupe environ 50% des terres cultivées. Les rendements moyens du manioc, comme celui des autres cultures vivrières, sont très faibles du fait de l'utilisation des variétés traditionnelles à faible productivité et très sensibles aux attaques des maladies et des insectes.

Les autres tubercules (ignames, tarot, patates douces, pommes de terre etc.) seront à promouvoir pour diversifier les sources d'alimentation et des revenus.

Le maïs constitue la principale céréale en RDC, loin devant le riz et joue également un rôle important dans le régime alimentaire des Congolais. Sa culture se concentre principalement dans les provinces du Katanga, des deux Kasaï, du Bandundu et de l'Equateur. Les rendements du maïs sont également très faibles (de l'ordre d'une tonne à l'hectare).

Le riz est la deuxièmecéréale en termes d'importance. La riziculture pluviale extensive est majoritairement pratiquée, mais on le cultive aussi dans les bas-fonds et les plaines inondables de certaines provinces du pays. Sa production a également régressé ces dernières années, alors qu'au même moment sa consommation a fortement augmentée dans les grands centres urbains du pays, entraînant du coup, une forte hausse de ses importations.Les autres cultures vivrières prises en compte dans ce sous-programme sont : la banane plantain et les légumineuses (haricot, le soja, l'arachide et le niébé). Toutes ces cultures ont elles aussi enregistrées de fortes baisses de rendement ces dernières années.

Le maraîchage connaît actuellement un essor considérable dans les zones urbaines et péri urbaines de la RDC. Avec le phénomène d'exode rural qui s'est accentué depuis bientôt deux décennies, l'horticulture permet à de très nombreux ménages agglomérés autour des grands centres urbains d'améliorer à la fois leurs revenus et leur sécurité alimentaire. En fonction des conditions du milieu, différents légumes sont produits : oseille, amarante, feuilles de patate douce, aubergine, tomate, ciboule, choux, carotte, poireaux, feuilles de courge, etc.

Les cultures pérennes et de rente: les superficies et les rendements des cultures pérennes et de rentes (café, palmier à huile, cacao, hévéa, coton, etc.) se sont considérablement effondrés, entraînant une baisse importante des recettes d'exportations agricoles pour le pays. La relance de ces cultures pérennes de rente demande la mise en place d'une politique incitative envers le secteur privé et d'un programme de régénération et de réhabilitation à grande échelle des plantations et des infrastructures industrielles.

L'arboriculture fruitière concerne principalement les mangues, avocats, agrumes, ananas, papayes, mangoustans, goyaves, etc. qui poussent sans soin particulier dans les parcelles autour des maisons, dans toutes les agglomérations aussi bien rurales qu'urbaines. La relance de ces cultures passe essentiellement par la mise en place des vergers structurés et l'aménagement des infrastructures de stockage, de conservation et de transformation.

Les plantes nutraceutiques, médicinales et cosmétiques prennent une part grandissante dans les échanges internationaux. La RDC possède un potentiel écologique considérable pour le développement de ce type de spéculations à très haute valeur ajoutée.

L'objectif principal de ce sous-programme est d'augmenter la productivité de toutes ces filières végétales. Cela sera réalisé par la mise en œuvre des actions retenues dans les composantes ci-après :

Composante 1.1.1: Appui à la production, à l'approvisionnement et à la distribution de semences, de matériels végétaux certifiés et autres intrants pour les filières des cultures vivrières, des cultures pérennes de rente, de l'arboriculture fruitière et du maraîchage.

La mise en œuvre de cette composante se fera à travers les actions suivantes: (i) la production de semences de base et de pré base ; (ii) l'installation des agri-multiplicateurs et le renforcement de leurs capacités en maîtrise d'itinéraires technique, l'inspection aux champs et le contrôle de qualité à la production ; (iii) le calibrage et la certification des semences et matériel végétal améliorés et (iv) la promotion/sensibilisation pour l'utilisation et l'acquisition de semences certifiées de qualité.

L'approvisionnement et la distribution d'intrants modernes se feront notamment par : (i) l'organisation du système d'approvisionnement et de distribution d'intrants et (ii) l'appui à la construction et à la réhabilitation des infrastructures et équipements de stockage des intrants.

Plus spécifiquement en ce qui concerne les*cultures pérennes et de rente* (caféier, cacaoyer, cotonnier, palmier à huile, hévéa, théier, etc.) les actions porteront sur : (i) la production et la fourniture de matériel végétal amélioré ; (ii) la réhabilitation et la densification des plantations existantes et (iii) la création de nouvelles plantations.

Pour la promotion des *plantations fruitières* (ananas, agrumes, avocat, mangues, bananes, papaye, etc.), des actions spécifiques ont été identifiées afin (i) d'appuyer l'accès des producteurs au matériel végétal amélioré; et (ii) d'assurer l'encadrement technique et organisationnel pour la mise en place des plantations et le suivi des entretiens.

Le développement du maraîchage en zone urbaine et périurbaine sera réalisée à travers : (i) l'appui à la mise en place d'un circuit adapté d'approvisionnement en intrants (semences, engrais, pesticides) et en matériel et outillage de maraîchage; (ii) la formation des techniciens et des maraîchers sur l'utilisation raisonnée des engrais et pesticides; (iii) la promotion de l'installation des unités de compostage autour des grandes agglomérations; et (iv) la gestion de la qualité de l'eau de l'arrosage des cultures maraîchères.

Enfin, il est également prévu de créer un fonds de soutien pour faciliter l'accès aux intrants dans les filières prioritaires.

1.1.2: Promotion de la traction animale et de la motorisation

La promotion de la traction animale se fera à travers : (i) l'appui à la mise en place de noyaux d'élevage adapté à la traction animale ; (ii) la promotion et l'installation/réhabilitation d'unités de fabrication de matériels de culture attelée, (iii) la création de centres de dressage et l'appui à l'acquisition des animaux de trait ; (iv) la formation de producteurs ; et (v) l'appui à l'installation des artisans réparateurs de matériels de traction.

Parallèlement à la promotion de la traction animale, la composante facilitera également l'accès à la motorisation pour les exploitations dont le niveau de maîtrise technique et financière le requiert. Les actions concerneront: (i) l'acquisition de tracteurs et autres unités de motorisation (motoculteurs notamment) y compris des accessoires, (ii) l'essouchage de la terre, (iii) la création/réhabilitation de centres de formation des tractoristes, (iv) la formation des mécaniciens et leur équipement en outillage de réparation, (v) l'organisation et le renforcement des opérateurs privés pour une gestion des unités de motorisation, et (vi) la réalisation des infrastructures d'abris et de stockage, ainsi que la création de centres pilotes de mécanisation agricole.

1.1.3 : Appui à la mobilisation et à la gestion durables des ressources en eau pour l'agriculture

Cet appui sera apporté à travers : (i) l'aménagement et la réhabilitation des périmètres hydro agricoles, (ii) de l'aménagement des bas-fonds, (iii) des systèmes d'irrigation en goutte à goutte, (iv) de barrage de retenue d'eau à buts multiples, des plaines alluviales et des ouvrages de captage des sources d'eau; (v) la protection des berges de cours d'eau et l'aménagement des seuils; (vi) l'appui à la réalisation des ouvrages de Défense et de Restauration des Sols (DRS) et de Conservation des Eaux et des Sols (CES), et (vii) l'appui à la mise en valeur des sites aménagés et à la structuration des organisations des producteurs pour un aménagement et une gestion durable des sites, ainsi qu'à travers la lutte contre les plantes aquatiques envahissantes des cours d'eau.

1.1.4 : Réduction des pertes post récoltes et mise en place des infrastructures de séchage et de stockage

La composante sera mise en œuvre à travers : (i) la construction d'aires de séchage (ii) la diffusion d'équipements et de matériels de traitement, (iii) la construction de silos de stockage adaptés au volume des productions locales et (ii) la diffusion des techniques performantes et adaptées de transformation et de conservation des produits agricoles.

1.1.5 : Promotion des systèmes de transformation des céréales, du manioc et autres tubercules (taro, ignames, patates douces, pommes de terre, etc.) et des produits d'horticulture

Cette composante sera accomplie à travers : (i) la dotation des opérateurs en matériel de battage et de décorticage des céréales, (ii) la diffusion de matériel de fabrication de produits dérivés du manioc, de

la pomme de terre et de la patate douce, et de transformation des fruits et légumes et (iii) la dotation en équipements appropriés de conservation des produits.

1.1.6 : Promotion de petites unités de transformation agro-alimentaires

Cette composante prévoit : (i) la réhabilitation et la construction de petites et moyennes unités de transformation des produits agricoles (notamment les fruits et légumes), (ii) la formation des opérateurs en techniques de transformation et en marketing et (iii) l'appui en approvisionnement en matières premières et autres intrants.

1.1.7 : Ouverture, réhabilitation et entretien des voies de desserte agricole

En ce qui concerne l'ouverture et la réhabilitation des voies de desserte agricole, les actions identifiées concerneront : (i) l'identification des zones enclavées à fort potentiel agricole et le choix des zones prioritaires à désenclaver ; (ii) la réalisation des études d'exécution et la réhabilitation des pistes rurales existantes ; (iii) l'ouverture de nouvelles pistes rurales et (iv) la réalisation des ouvrages d'art (ponceaux, dalots) et (v) l'aménagement (balisage) de tronçons de petites voies navigables.

L'entretien se fera avec l'implication des Comités Locaux d'Entretien Routier (CLER) à travers : (i) la conception et la mise en œuvre d'une stratégie concertée et participative d'entretien des pistes agricoles ; (ii) la sensibilisation et la formation des usagers et des riverains pour assurer l'entretien des voies de desserte agricole ; (iii) l'équipement des brigades de cantonniers en moyens d'entretien périodique des pistes ; (iv) le lobbying auprès du Ministère chargé des travaux publics pour l'aménagement, le rechargement et le reprofilage des routes nationales et provinciales, connectées aux pistes rurales d'évacuation des produits agricoles.

1.1.8 : Modernisation des équipements et infrastructures de mise en marché

Cette modernisation se fera grâce : (i) à la réhabilitation et la construction des hangars de marchés dans les zones d'approvisionnement et de consommation des produits agricoles et (ii) à la construction des magasins et autres infrastructures ainsi que les équipements d'accompagnement.

Les capacités organisationnelles, techniques et juridiques des différents opérateurs des filières agricoles devront nécessairement être renforcées à tous les niveaux des chaînes de valeur. Cependant, pour des raisons de visibilité, ces besoins sont pris en compte dans le programme spécifique transversal 4 « Gouvernance agricole, genre et renforcement des capacités humaines et institutionnelles ».

SOUS- PROGRAMME 1.2: DEVELOPPEMENT DES FILIERES ANIMALES

La production animale concerne essentiellement la production de viande de volaille, de porc, de petits ruminants (ovins, caprins) et de bovin. La production d'œufs de table, de poulets de chair et de produits laitiers ne couvrequ'une faible proportion des besoins. La demande pour ces produits est en croissance continue et est principalement satisfaite par des importations. Comme tous les autres secteurs, la production de viande a été fortement affectée par les évènements sociopolitiques qui ont bouleversé le pays à différentes époques de son histoire récente, notamment les évènements de la fin des années 1990 et du début des années 2000. Cette baisse de la production a réduit considérablement les quantités de viande disponibles par habitant. Ceci est d'autant plus paradoxal que la RDC dispose d'environ 87 millions d'ha de pâturage naturel, soit plus du tiers de la superficie du pays.

Ce sous-programme a pour objectif principal d'assurer une meilleure couverture des besoins nationaux en produits d'élevage. Spécifiquement, il vise à améliorer la productivité des systèmes d'élevage familiaux et communautaires, à promouvoir les fermes modernes d'élevage et à soutenir la diversification de filières émergentes. Parallèlement, un effort particulier sera porté sur l'amélioration de la couverture sanitaire des animaux et sur les infrastructures de transformation, de stockage et de commercialisation.

Il s'articule autour des sept composantes suivantes :

1.2.1 : Amélioration de la productivité des systèmes familiaux et communautaires d'élevage par l'appui à l'approvisionnement en intrants (géniteurs performants, produits vétérinaires, matériels d'élevage) et par l'amélioration de l'alimentation, de l'abreuvement et de l'habitat

En termes d'amélioration génétique, la composante développera des actions : (i) d'appui à la mise en place de noyaux d'élevage de géniteurs au niveau villageois (bovins, ovins, caprins, porcin) ; (ii) de facilitation de l'acquisition de géniteurs par les élevages familiaux ; et (iii) de suivi zootechnique des noyaux villageois d'élevage de géniteurs.

En matière d'amélioration de l'alimentation, les actions porteront notamment sur (i) l'appui des éleveurs en formulation d'aliments pour bétail à partir des sous-produits locaux ; (ii) l'appui à l'aménagement de pâturages améliorés et à l'enrichissement de pâturages naturels par des légumineuses fourragères ; (iii) l'appui à la réhabilitation et à la création des unités de fabrication d'aliments pour bétail et (iv) la mise en place d'un mécanisme de facilitation de l'accès aux provendes.

En termes d'amélioration de l'habitat des animaux d'élevage, il s'agira de mettre en œuvre des actions: (i) d'installation et de diffusion de modèles simples de parcs à bétail, d'étables, de bergeries, de porcheries et de poulaillers; (ii) de valorisation des matériaux locaux d'élevage et leur vulgarisation auprès de systèmes familiaux d'élevage, et (iii) d'installation de structures de production de compost et de fumier au niveau des bâtiments d'élevage.

1.2.2 : Promotion des fermes modernes d'élevage bovin, ovin, caprin, porcin et avicole

Le développement et la réhabilitation des ranchs bovins passeront par : (i) la réhabilitation des infrastructures d'élevage ; (ii) l'aménagement des pâturages ; (iii) l'approvisionnement en géniteurs ; et (iv) le suivi sanitaire et zootechnique.

La réhabilitation ou à la création des fermes modernes d'élevage d'ovins, de caprins et de porcins comportera des actions de : (i) d'appui à la réhabilitation et la construction d'infrastructures d'élevage adaptées ; (ii) d'approvisionnement en géniteurs et en intrants ; (iii) d'accompagnement des porteurs de projets privés pour l'élaboration de dossiers de projets bancables ; (iv) d'appui à l'installation des unités de production et (v) d'appui à l'utilisation efficiente des résidus de récolte et des sous- produits agro-industriels (drèches de brasseries, sons de riz et de blé, mélasse, etc.).

L'appui au développement de l'aviculture moderne (pondeuses et de poulets de chairs) se traduira par : (i) l'appui à la mise en place d'une filière de production de poussins d'un jour (fermes de parentaux, couvoirs, etc.); (ii) l'appui à la création et l'équipement de poulaillers modernes; (iii) l'appui à la mise en place d'unités de production d'aliments de volailles; (iv) la facilitation de l'accès aux intrants et au matériel avicole et (v) l'appui à la formation des aviculteurs aux techniques de l'aviculture intensive, à l'organisation et la gestion des exploitations.

1.2.3: Diversification des productions (cuniculture et apiculture) et promotion des élevages non conventionnels (aulacodes, cobayes, chenilles, escargots, porc-épic, crocodiles, etc.)

La promotion de l'apiculture se réalisera par : (i) l'identification des sites mellifères ; (ii) l'équipement des apiculteurs en ruches et autres matériels de récolte et de traitement du miel ; et (iii) l'appui technique, organisationnel et en gestion des apiculteurs.

L'élevage des lapins (cuniculture) connaitra un essor du fait des actions (i) d'appui au renouvellement des races locales par l'importation de géniteurs ; (ii) l'amélioration des techniques d'alimentation et (iii) l'amélioration des conditions d'élevage.

L'aulacodiculture est une filière non conventionnelle émergente qui offre l'avantage de valoriser les fourrages disponibles localement. Les actions porteront sur (i) l'approvisionnement en géniteurs ;(ii) l'appui à l'installation des fermes privées et (iii) l'encadrement technique des éleveurs.

L'élevage de chenilles et des autres productions non conventionnelles sera également soutenu à travers l'appui à l'installation des éleveurs et l'encadrement technique.

1.2.4 : Appui à une couverture sanitaire adéquate des animaux

Cet appui sera assuré à travers : (i) la réhabilitation, la construction et l'équipement des postes de contrôle vétérinaires ; (ii) le renforcement et la réhabilitation des laboratoires vétérinaires, y compris les unités de production des vaccins ; (iii) l'appui à la profession vétérinaire et à l'installation de mandataires privés ; (iv) l'appui à la mise en place de réseaux d'auxiliaires villageois d'élevage; (v) l'organisation régulière des campagnes de vaccination pour les bovins, petits ruminants et la volaille villageoise ; (vi) le renforcement du réseau national d'épidémio-surveillance et (vi) l'amélioration de la législation en matière de santé animale.

1.2.5 : Réhabilitation et construction d'abattoirs et aires d'abattage

Pour mettre en œuvre cette composante, on procédera à : (i) la description de l'état des lieux des abattoirs et aires d'abattage (y compris leur viabilité technico-économique) ; (ii) la construction et/ou la réhabilitation des abattoirs modernes dans les chefs-lieux de provinces (fumoirs, chambres froides et fabriques de glaces, aires d'abattage, camions frigorifiques, etc.) et (iii) la réhabilitation et la construction des abattoirs secondaires.

1.2.6: Transformation, conservation et stockage des produits d'élevage

Au niveau des produits laitiers, il s'agira de mettre en place des réseaux locaux de collecte et de transformation du lait à travers : (i) la caractérisation des différents bassins laitiers ; (ii) la construction des infrastructures et équipements de traitement et conservation du lait ; (iii) la fourniture des moyens de collecte et de distribution du lait et (iv) les infrastructures et matériels de transformation et de conditionnement.

Au niveau des produits carnés, l'appui portera sur (i) l'installation de charcuteries ainsi que sur (ii) l'installation de magasins réfrigérés pour la conservation des viandes.

1.2.7 : Modernisation des équipements et infrastructures de mise en marché

Cette composante portera sur (i) l'organisation et l'équipement des marchés à bétail et des marchés à volaille et (ii) l'appui à l'installation de boucheries et étals de boucher.

Les capacités des acteurs du sous-secteur de l'élevage devront nécessairement être renforcées à tous les niveaux des chaînes de valeur. Cependant, pour des raisons de visibilité, ces besoins sont pris en compte dans le programme spécifique transversal 4 « Gouvernance agricole, genre et renforcement des capacités humaines et institutionnelles ».

SOUS-PROGRAMME 1.3: DEVELOPPEMENT DES FILIERES HALIEUTIQUES

La RDC dispose d'une superficie d'environ 86 000 km² de plans d'eau, soit 3,5% du territoire national. Le réseau lacustre comprend principalement le lac Tanganyika, qui est le plus important, avec une superficie de 15 000 km², auquel s'ajoutent les lacs Moëro, Edouard, Albert et Kivu, qui totalisent ensemble 33% du système lacustre national. Ce vaste réseau lacustre est doublé par un système fluvial étendu (fleuve Congo et ses affluents principaux) qui couvre une superficie d'environ 34 000 km². En plus de cela, la RDC dispose d'une façade maritime de 40 km de long et d'un plateau continental sous-marin.

Grâce à ce dense réseau hydrographique et à l'abondance de ses ressources halieutiques très diversifiées, le pays offre d'énormes possibilités de développement de la pêche et de l'aquaculture. Malheureusement, la pêche se fait essentiellement de manière artisanale avec des instruments peu performants qui fait que la totalité des captures couvre difficilement les besoins de consommation de la population en produit de pêche. Cette situation justifie la dépendance du pays aux importations de poissons, dont les coûts, toujours plus importants, affectent considérablement les finances publiques.

A travers ce sous-programme, le Gouvernement vise à mieux couvrir les besoins des populations et à réduire son déficit en produits de la pêche par (i) la promotion de la pêche continentale et maritime ; (ii) la promotion de l'aquaculture et de la pisciculture ; (iii) l'amélioration de la gestion des ressources et (iv) la modernisation des équipements et infrastructures.

Il sera mise en œuvre à travers les quatre composantes suivantes :

1.3.1 : Promotion de la pêche maritime et continentale (équipements de capture, sécurisation, études, protection des zones de frayères etc.)

Cette promotion s'accomplira à travers : (i) la réalisation d'une enquête sur les conditions de vie des pêcheurs et mareyeurs; (ii) la sensibilisation et l'information des communautés de pêcheurs sur les dangers liés à l'utilisation de matériels prohibés ; (iii) l'appui en équipements de capture performants (moteurs hors-bord, pirogues, filets, etc.) et (iv) l'identification et la protection de zones de frayères favorisant la reproduction des poissons.

1.3.2 : Promotion de l'aquaculture (centres d'alevinage, étangs piscicoles, intrants)

Cette promotion s'effectuera par : (i) la mise en œuvre de la stratégie nationale de l'aquaculture ; (ii) le recensement, la réhabilitation et l'aménagement des centres d'alevinage, des étangs piscicoles, et des retenues d'eau à buts multiples et(iii) l'appui aux pisciculteurs pourl'acquisition d'alevins et d'aliments.

1.3.3 : Surveillance et gestion concertée des plans d'eau

Cette composante sera réalisée à travers : (i) la réalisation d'une enquête cadre sur les plans d'eau en complément à celle réalisée sur le lac Tanganyika en 2011 ; (ii) la mise en place d'un dispositif d'évaluation des ressources halieutiques des plans d'eau ; (iii) l'élaboration d'une réglementation

appropriée sur la pêche et (iv) la mise en place d'un dispositif de suivi de la réglementation et renforcement de la surveillance.

1.3.4 : Modernisation des équipements et infrastructures, de transformation, de conservation et de mise en marché

Ce renforcement se fera à travers : (i) la construction des débarcadères dans les zones à forte production halieutique ; (ii) la dotation des transformateurs (hommes et femmes) des produits de pêche en kits d'équipements de séchage et de fumage de poissons ; (iii) la mise en place des installations de froid (chambres froides et fabriques de glace) dans les zones à forte production halieutique et (iv) l'équipement des pêcheurs en caisses isothermes.

Les capacités des acteurs du sous-secteur de la pêche et de l'aquaculture sont prises en compte dans le programme spécifique transversal 4.

SOUS-PROGRAMME 1.4: CREATION DES POLES D'ENTREPRISES AGRICOLES (PEA)

Ce sous-programme vise à organiser, dans une zone déterminée, les agriculteurs et les autres entrepreneurs agricoles de manière à leur faciliter l'accès aux différents facteurs de production et à favoriser la commercialisation de leurs produits sur les marchés.

Il s'articule autour des composantes suivantes :

1.4.1 : Création des Zones d'Aménagement Agricoles Planifiés (ZAAP) et des parcs agroindustriels

Il s'agira ici : (i) de l'identification des jeunes ménages éligibles et des sites aménageables par blocs de 1 000 ha à raison 3 à 5 ha à affecter par demandeur ; (ii) de l'installation de jeunes scolarisés et autres agriculteurs et de l'accès durable aux sites ; (iii) de la viabilisation des zones d'installation (voies d'accès, eau, irrigation, électricité, habitat, aménagement, dessouchement) ; (iv) de l'appui accompagnement (mécanisation, fonds de roulement pour l'acquisition de semences et autres intrants agricoles, transformation in situ, emballage et commercialisation) et (v) de l'appui en organisation coopérative.

Les activités couvriront les domaines de la production végétale et animale ainsi que de la pisciculture. Cette action peut également être menée dans un ou plusieurs villages avec la configuration actuelle des champs, sans aménagements préalables des sites.

1.4.2 : Appui à l'installation des professionnels de l'agriculture

Au niveau de cette composante, on procédera à : (i) l'identification des professionnels et l'élaboration d'une stratégie d'accompagnement ; (ii) l'identification des sites de production et l'appui à l'amélioration des conditions d'accès aux sites, à raison de 10 à 50 hectares par les professionnels de l'agriculture; (iii) l'appui à l'élaboration de dossiers viables à soumettre aux institutions de financement et (iv) la mise en place de mécanismes de financement adaptés.

Cette activité sera menée avec les agronomes, vétérinaires, techniciens de développement rural et tous les autres opérateurs désirant s'investir dans la production agricole.

1.4.3 : Réhabilitation des plantations et fermes abandonnées

Depuis la zaïrianisation des années 1973/1974, de nombreuses plantations et fermes ont été abandonnées. Ces unités de production représentent un potentiel économique important et leur réhabilitation constitue un axe important de développement du secteur agricole. Deux actions sous-

tendent cette composante : (i) le recensement et l'état des lieux des plantations et fermes abandonnées et (ii) l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan directeur de rétrocession.

1.4.4: Appui à l'émergence des institutions financières spécialisées

Cette composante sera réalisée à travers les actions suivantes : (i) la réalisation d'une étude diagnostique des institutions financières et des fonds spécialisés intervenant dans l'appui au secteur agricole, assortie d'une évaluation des besoins de financement ; (ii) la mise en place du Fonds National de Développement Agricole (FNDA) ; (iii) la réalisation d'une étude de faisabilité d'implantation d'une Banque agricole et (iv) la recherche de partenaires pour la participation au capital social de la Banque.

SOUS-PROGRAMME 1.5: NORMES ET CONTROLE DE QUALITE DES PRODUITS AGRICOLES

La qualité des produits agricoles, leur origine, leur mode de production et leur condition de sécurité sanitaire doivent respecter les normes requises. Ces normes déterminent la traçabilité des produits. Ce sous-programme transversal à l'ensemble des filières agricoles a pour mission de mieux définir les normes de qualité des produits congolais et d'en assurer une plus grande traçabilité. Cette démarche s'inscrit dans une logique de chaine de valeur qui vise à améliorer la compétitivité des produits nationaux. Parallèlement, cette composante vise à mieux informer et protéger les consommateurs.

Trois composantes complémentaires ont été identifiées :

1.5.1 : Définition des textes législatifs et réglementaires en cohérence avec les textes sous régionaux et internationaux (codex alimentarius etc.)

La qualité des produits agricoles et leur identification, la sécurité sanitaire des produits agricoles et les modes de production respectueux de l'environnement sont les fondements d'une politique de qualité. Cette composante comporte des actions de (i) définition des textes législatifs et réglementaires et (ii) d'harmonisation avec les textes sous régionaux et internationaux.

1.5.2 : Processus de labellisation et de certification

La démarche qualité et la labellisation est à encourager pour l'ensemble des produits alimentaires et agro-alimentaires mis sur le marché. La composante comportera les actions suivantes ; (i) définition des labels (appellation d'origine contrôlée, label agricole, certificat de conformité, label agriculture biologique) et (ii) la définition des cahiers de charge propres à chaque produit.

1.5.3: Inspection des intrants et des produits agricoles

Les actions de la composante concerneront (i) la mise en place d'un dispositif de contrôle de qualité des intrants de production ; (ii) la dotation des services de contrôle en moyens adéquats (laboratoire de contrôle etc.) et (iii) la création d'une commission nationale de la qualité et de la labellisation des produits agricoles.

5.2. GESTION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE, NUTRITIONNELLE ET DES RESERVES STRATEGIQUES

La RDC est aujourd'hui confrontée à de sérieux problèmes de sous-alimentation et de malnutrition. Ces deux maux affectent les couches les plus vulnérables de la population et menacent la survie de beaucoup d'individus, en particulier les femmes et les enfants. A travers ce programme, le Gouvernement vise à garantir la sécurité alimentaire aux plans national et provincial, en ciblant notamment les personnes les plus vulnérables. L'approche se veut globale et impliquera les questions liées à la disponibilité, à la stabilité des approvisionnements, à l'accessibilité et à la bonne utilisation des aliments.

Il s'agira en particulier d'améliorer la résilience des populations rurales et urbaines pour prévenir les risques d'insécurité alimentaire et de famine, en renforçant le système d'informations sur les marchés et le suivi des productions agricoles. Une attention particulière sera portée aux mécanismes de lutte contre la malnutrition, qui devront être intégrés dans tous les programmes et projets de développement agricole. Il s'agira aussi d'améliorer les dispositifs de gestion de la vulnérabilité alimentaire à travers la mise en place d'un système d'alerte précoce sur la sécurité alimentaire et une gestion plus efficace des réserves stratégiques.

Ce programme s'articule autour des trois sous-programmes suivants :

SOUS-PROGRAMME 2.1: MISE EN PLACE ET RENFORCEMENT D'UN SYSTEME D'INFORMATIONSUR LES MARCHES (SIM) ET D'ALERTE PRECOCE (SAP) SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE

Actuellement la RDC ne dispose pas de système national d'information sur les marchés (SIM) et d'alerte précoce (SAP) sur la sécurité alimentaire. Pour pallier cette insuffisance, le Gouvernement entend mettre en place un dispositif qui va fournir aux décideurs les informations concernant tous les aspects relatifs à l'offre et à la demande alimentaires. Le SAP les avertira des crises alimentaires imminentes de façon à pouvoir planifier des interventions rapides. Ce dispositif comprendra notamment les services du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural en charge des questions de Sécurité Alimentaire, les services du Ministère de la Santé en charge de la nutrition, les services spécialisés du Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire, les organisations des Nations Unies habituellement impliquées dans l'alimentation et la nutrition, les ONG nationales et internationales actives dans la sécurité alimentaire etc.

Pour atteindre cet objectif, ce sous-programme va s'articuler autour des deux composantes suivantes :

2.1.1 : Mise en place d'un système d'informations sur les marchés (SIM)

Elle se fera à travers la réalisation des activités ci-après : (i) l'état des lieux du système d'information actuel sur les marchés et les productions agricoles ; (ii) l'élaboration d'un système performant d'information sur les marchés (SIM) et les productions agricoles ; (iii) la mise en place et l'appui au fonctionnement du SIM et au suivi des filières agricoles ; (iv) l'échantillonnage, la collecte, le traitement et l'archivage des données et (v) la diffusion des informations à travers des canaux appropriés au regard des cibles à atteindre.

2.1.2 : Mise en place d'un système d'alerte précoce sur la sécurité alimentaire (SAP)

Cette composante sera déclinée en activités telles que: (i) le renforcement des mécanismes de collecte des données statistiques sur la production végétale, animale et halieutique en rapport avec les mécanismes d'alerte précoce ; (ii) l'évaluation annuelle de la campagne agricole ; (iii) l'établissement de bilans alimentaires annuels tant au niveau provincial que national à la fin de chaque campagne

agricole pour mieux orienter les interventions et (iv) l'établissement au niveau de chaque province et au niveau national d'un plan de contingences en cas de calamité et de famine.

SOUS-PROGRAMME 2.2: LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION

La situation nutritionnelle de la RDC est critique. Selon les diverses enquêtes et études menées ces dernières années, il existe plusieurs problèmes nutritionnels complexes qui diffèrent d'une province à une autre. Les groupes les plus affectés sont les enfants, les femmes enceintes et allaitantes.

Les principaux problèmes de nutrition sont la sous-nutrition et les carences en micronutriments (Fer et Vitamine A principalement). Toutes ces insuffisances entraînent un retard de croissance ou une malnutrition chronique, qui touche 43% des enfants de moins de cinq ans. L'insuffisance pondérale quant à elle, touche 24% des enfants congolais. L'objectif principal de ce sous-programme est la réduction de la malnutrition et de ses effets, à travers notamment une prise en compte systématique de ces questions dans chaque nouvelle intervention (projet ou programme) formulée sur base du PNIA.

Ainsi, ce sous-programme comprendra les deux composantes suivantes :

2.2.1 : Renforcement du degré de prise de conscience des parties prenantes en milieu rural sur l'importance d'une bonne nutrition dans la préservation de la santé

Les activités programmées pour sa mise en œuvre sont : (i) la sensibilisation et la diffusion de messages ciblés pour la lutte contre la malnutrition ; (ii) la sensibilisation des plateformes nationales et provinciales d'Organisations Paysannes à la prise en compte de la lutte contre la malnutrition chronique ; (iii) la sensibilisation des décideurs et des structures d'appui au développement sur la nécessité d'intégrer le volet nutrition dans l'appui aux producteurs ; (iv) l'intégration du volet nutrition dans les programmes de formation des élèves et des agents d'appui au monde rural et (v) l'appui à la mise en place d'un réseau des femmes et/ou d'un réseau confessionnel pour l'éducation nutritionnelle et la promotion des bonnes pratiques nutritionnelles en produits locaux.

2.2.2 : Promotion des actions visant l'amélioration de la nutrition

Il s'agit spécifiquement de (i) la biofortification des variétés; (ii) l'amélioration de la qualité nutritionnelle des produits agricoles locaux par la fortification lors du processus de transformation; (iii) la promotion des produits forestiers non ligneux,(iv) l'amélioration des échanges des produits agricoles entres différentes zones agro-écologiques et (v) la promotion de l'utilisation de produits locaux de haute valeur nutritive dans le cadre de l'aide alimentaire.

SOUS-PROGRAMME 2.3: GESTION DE LA VULNERABILITE ALIMENTAIRE ET ORGANISATION DES RESERVES STRATEGIQUES

Les différentes crises socio politiques ont occasionné l'instabilité des approvisionnements alimentaires dans les zones de conflits (principalement dans l'Est du pays). Cela entraîne régulièrement des pénuries aigües aggravant les déficits alimentaires structurels des populations vivant dans ces zones. Par conséquent, en plus des mesures destinées à accroître la production agricole et les revenus des ménages, le Gouvernement cherche à mettre en place des mesures spéciales afin de prévenir les crises alimentaires et atténuer leurs conséquences. Parmi ces mesures, la bonne organisation des réserves stratégiques revêt une importance capitale.

Cet objectif sera poursuivi à travers les trois composantes suivantes :

2.3.1 : Renforcement des systèmes nationaux de suivi et de gestion de la vulnérabilité

Cette composante sera réalisée par : (i) le renforcement des capacités institutionnelles de coordination et d'analyse de la vulnérabilité au niveau national ; (ii) la réalisation des enquêtes nutritionnelles et de vulnérabilité au niveau des territoires ; (iii) la mise en œuvre d'un système d'informations et de cartographie de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité (IPC et SICIAV) à tous les niveaux et (iv) l'appui à l'organisation des ateliers provinciaux et nationaux sur l'analyse de la vulnérabilité.

2.3.2 : Appui à la mise en adéquation de l'aide alimentaire d'urgence avec les besoins réels

Cette composante se réalisera à travers : (i) la mise en place de comités d'aide alimentaire au niveau des territoires ; (ii) le renforcement des capacités de coordination et de gestion de l'aide alimentaire et (iii) l'analyse de la valeur nutritionnelle et le contrôle de qualité de chaque produit alimentaire fourni.

2.3.3 : Organisation des réserves stratégiques

Les activités qui seront mises en œuvre à ce niveau concernent : (i) l'évaluation des besoins en réserves stratégiques nationales ; (ii) la constitution du stock national de sécurité alimentaire à partir des productions locales et des importations ; (iii) la mise en place des unités de réserves stratégiques pour lutter contre la disette dans les provinces et réguler les prix et (iv) la formation des différentes parties prenantes à la gestion des réserves stratégiques.

5.3. RECHERCHE, VULGARISATION ET ENSEIGNEMENT AGRICOLES

La recherche agronomique en RDC est du ressort de l'INERA, placé sous la tutelle du Ministère de l'Enseignement Supérieur, Universitaire et de la Recherche Scientifique. A l'instar d'autres services étatiques, l'INERA a connu ces dernières années des difficultés de fonctionnement du fait de la modicité des ressources accordées par le Gouvernement. Ce manque de ressources financières et matérielles a réduit sa capacité de génération technologique et a accéléré, par l'absence de motivation, le départ des chercheurs vers d'autres opportunités. Suite à la précarité des ressources humaines et financières, bon nombre de ses programmes de recherche sont au ralenti ou arrêtés.

De manière globale, ce programme vise à relancer les activités de recherche en vue de générer et de diffuser des technologies améliorées pour l'amélioration de la productivité dans une logique de développement durable.

Vu l'importance de la recherche dans le développement agricole de la RDC, environ 10% du budget du PNIA lui sont consacrés.

Il comprend les trois sous-programmes suivants : (i) Appui aux structures de recherche et de développement des innovations technologiques, (ii) Appui au développement des structures d'appui - conseil et de vulgarisation et (iii) Appui aux institutions d'enseignement agricole.

SOUS-PROGRAMME 3.1: APPUI AUX STRUCTURES DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT DES INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES

Ce sous-programme est composé des six composantes suivantes :

3.1.1 : Renforcement des structures de recherche

Cette composante sera réalisée à travers : (i) la formation et le recyclage périodique des cadres et techniciens de la recherche ; (ii) la construction et la réhabilitation des bâtiments des structures de

recherche aux niveaux central et provincial; (iii) la facilitation de l'accès aux équipements techniques et aux moyens de déplacement; (iv) l'amélioration du fonctionnement des structures de recherche au niveau central et provincial; (v) la construction et la réhabilitation des laboratoires ainsi que leur dotation en équipements et réactifs appropriés d'analyse (pédologie, technologie alimentaire, nutrition, ressources génétiques) et (vi) le renforcement des capacités des institutions de recherche pour la mise en place de cultivars adaptés aux changements climatiques, ainsi que la mise en place d'un fonds de financement de la recherche.

3.1.2 : Gestion des connaissances

Les principales activités identifiées concerneront : (i) la mise en place d'un système d'information géographique (SIG) ; (ii) l'élaboration des cartes de vulnérabilité des ressources naturelles et des ressources en eau aux effets du changement climatique ; (iii) la délimitation et la cartographie des bassins versants, périmètres et blocs de production ; (iv) la réalisation d'une étude de la typologie des sols et d'aptitudes culturales selon les zones agro-éco-géographiques et (v) la cartographie des zones à forte potentialité et l'élaboration d'un plan directeur de leur exploitation.

3.1.3 : Développement de nouveaux matériels génétiques des espèces végétales, animales et halieutiques

Ce développement s'accomplira à travers : (i) la sélection des génotypes performants, la reconstitution et le maintien de la banque de gènes des principales spéculations ; (ii) la mise en place des tests multi locaux d'adaptabilité ; (iii) l'élaboration des fiches techniques et technologiques des cultures ; (iv) la maintenance variétale et la conservation des semences de pré base et de base ; (v) la production de géniteurs et d'alevins performants, (vi) l'essai exploratoire sur les OGM (Organismes Génétiquement Modifiés) et les tests sur l'adaptation et la résilience des espèces végétales et halieutiques au changement climatique.

3.1.4 : Développement des technologies de gestion intégrée de la fertilité des sols

Cette composante consistera : (i) à caractériser l'état de la fertilité actuelle des sols ; (ii) à faire les essais de fertilisation organo-minérale, les tests des méthodes de conservation des eaux et du sol et (iii) à mener les essais de rationalisation des rotations culturales et les tests des techniques de jachères améliorées.

3.1.5 : Développement des technologies intégrées de protection phytosanitaire et zoo sanitaire

Cette composante se réalisera à travers : (i) les tests des méthodes de lutte contre les mauvaises herbes, les insectes, et les maladies des espèces végétales ; (ii) la recherche sur les nouvelles maladies animales et (iii) recherche sur les méthodes de lutte contre les plantes envahissantes des cours d'eau.

3.1.6 : Développement des technologies de transformation des produits agricoles, carnés et halieutiques

Cette composante portera sur la mise en place : (i) des tests des méthodes de transformation améliorée des produits végétaux et animaux ; (ii) des tests d'amélioration du conditionnement et de conservation des tubercules, des racines, des fruits et légumes ; (iii) des tests des méthodes de lutte contre les ravageurs des stocks ; (iv) des tests des méthodes d'amélioration du conditionnement et de conservation des produits halieutiques et (v) de la recherche sur la nutrition, les technologies alimentaires, la qualité des produits, l'hygiène et l'alimentation des ménages.

SOUS-PROGRAMME 3.2: APPUI AU DEVELOPPEMENT DES STRUCTURES D'APPUI CONSEIL ET DE VULGARISATION

Ce sous-programme comprend les composantes ci-après :

3.2.1 : Renforcement des structures publiques et des organisations de la société civile d'appuiconseil

Ce renforcement s'accomplira à travers : (i) le recensement et la catégorisation des ONG et autres acteurs du développement intervenant en milieu rural ; (ii) la mise en place des répertoires provincial et national des organismes gouvernementaux et organisations privées de vulgarisation ; (iii) l'élaboration des référentiels techniques et des guides de procédures techniques et de gestion au profit des agents de vulgarisation dans les provinces ; (iv) la formation des animateurs et vulgarisateurs des structures d'encadrement ; (v) la construction et la réhabilitation des bâtiments et infrastructures des structures de vulgarisation aux niveaux national et provincial ; (vi) l'équipement des structures de vulgarisation en moyens de déplacement et en logistique pour un service performant auprès des producteurs ainsi que de leurs associations ; (vii) la mise en place d'un cadre de concertation pour le suivi et la coordination des activités des ONG et autres acteurs de vulgarisation et (viii) l'installation d'une base de données de suivi des actions de vulgarisation et d'appui-conseil au niveau provincial.

3.2.2 : Diffusion et vulgarisation des innovations technologiques

Cette composante comportera des actions telles que: (i) l'élaboration d'une stratégie nationale de vulgarisation et de diffusion des résultats de la recherche ; (ii) la traduction en fiches simplifiées des principaux résultats de la recherche ; (iii) l'organisation des journées portes ouvertes des innovations technologiques ; (iv) la formation des responsables des programmes de recherche en stratégie de communication ; (v) la mise en place et le renforcement de capacité de réseaux de journalistes spécialisés en recherche et développement ; (vi) la mise en place de cadres de concertation entre chercheurs, vulgarisateurs et organisations professionnelles agricoles au niveaux du secteur, du territoire, de la province et du pays ; et (vii) la publication et la diffusion des résultats de recherche à travers les canaux appropriés (radio, presse écrite, télévision, organisations professionnelles, etc.).

SOUS-PROGRAMME 3.3: APPUI AUX INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

Ce sous-programme est essentiel en termes de formation et de professionnalisation des futurs producteurs agricoles. Il s'agit également de mettre en adéquation l'offre de formation professionnelle agricole avec les besoins d'un secteur appelé à se moderniser. Il comprend les trois composantes suivantes :

3.3.1 : Renforcement des institutions de l'enseignement secondaire agricole

Cette composante se réalisera à travers : (i) la réhabilitation des équipements et des infrastructures de recherche des écoles agricoles et (ii) la révision des programmes d'étudepour une meilleure adéquation aux besoins de développement agricole.

3.3.2 : Renforcement des instituts supérieurs agricoles et de développement rural

Ce renforcement s'accomplira à travers : (i) la réhabilitation des équipements et des infrastructures de recherche des instituts agrovétérinaires et de développement rural et (ii) la révision des programmes d'étude pour une meilleure adéquation aux besoins de développement agricole.

3.3.3 : Renforcement des institutions universitaires agricoles et vétérinaires

Les activités qui seront mises en œuvre à ce niveau concernent : (i) la réhabilitation des équipements et des infrastructures de recherche des universités agricoles et vétérinaires et (ii) la révision des programmes d'étude pour une meilleure adéquation aux besoins de développement agricole.

5.4. GOUVERNANCE AGRICOLE, GENRE ET RENFORCEMENT DES CAPACITES HUMAINES ET INSTITUTIONNELLES

Il s'agira à travers ce programme de permettre au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, tant au niveau central que décentralisé, de jouer efficacement son rôle régalien d'orientation, decoordination, de suivi évaluation et de contrôle des actions dans le secteur agricole.

Plus spécifiquement ce programme transversal vise à améliorer la gouvernance agricole, à promouvoir l'intégration de l'approche genre dans toutes les interventions et à renforcer les capacités humaines et institutionnellesdes acteurs publics, des Organisations Paysannes, des acteurs non étatiques et du secteur privé. Il comprend toutes les activités liées au renforcement des capacités des structures de pilotage stratégique et opérationnel du Plan National d'Investissement Agricole et des Plans Provinciaux d'Investissement Agricole (PPIA).

Le programme est sous-tendu par cinq sous-programmes et 16 composantes dont les actions seront mises en œuvre concomitamment avec celles des autres programmes.

SOUS-PROGRAMME 4.1: AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET LEGISLATIF POUR LA PROMOTION DU SECTEUR AGRICOLE

Ce sous-programme vise à rendre le secteuragricole plus attractif grâce à l'amélioration de l'environnement politique et législatifà travers deux composantes:

4.1.1 : Formulation de la Politique de Développement Agricole

Conformément à l'article six de la Loi portant principes fondamentaux relatifs à l'Agriculture, le Gouvernement doit définir et mettre en œuvre la politique agricole nationale. La Politique de Développement Agricole doit être formulée en cohérence avec les Politiques Agricoles Régionales (PAC) et les documents nationaux de planification stratégique (DSCRP2, SSADR et PNIA). La Politique sera la base des stratégies provinciales et des PPIA. Les actions prévues concernent: (i) l'élaboration et l'adoption de la Politique de Développement Agricoleet (ii) l'élaboration et l'adoption des stratégies provinciales et des Plans Provinciaux d'Investissement Agricole (PPIA).

4.1.2 : Amélioration du cadre réglementaire et juridique

Elle s'accomplira à travers : (i) la poursuite de la rédaction des mesures d'application de la Loi agricole et leur vulgarisation en Province ; (ii) la poursuite des travaux de révision de la Loi foncière en vue de sécuriser les exploitants agricoles ; (iii) l'inventaire, l'actualisation et l'adoption des lois en attente; (iv) la mise en place de mécanismes administratifs et juridiques qui offrent des voies de recours adéquats, notamment aux groupes vulnérables ; (v) le développement de cadres-type de concertation et instruments juridiques adaptés autour de la gestion du foncier ; (vi) la mise en place et le renforcement des structures de biosécurité pour la prévention des risques biotechnologiques et (vii)l'étude de la situation juridique des sites maraîchers en rapport avec le code de l'urbanisme.

SOUS-PROGRAMME 4.2 : POURSUITE ET MISE EN ŒUVRE DE LA REFORME DU MINAGRIDER ET RENFORCEMENT DES CAPACITES HUMAINES, ORGANISATIONNELLES ET MATERIELLES

Ce sous-programme s'articule autour des trois composantes suivantes :

4.2.1 : Amélioration du cadre organisationnel du Ministère de l'Agriculture et de Développement Rural

Cette amélioration sera accomplie à travers : (i) la réalisation des audits institutionnel et organisationnel pour concrétiser la décentralisation effective et clarifier les rôles respectifs des entités décentralisées et déconcentrées ; (ii) la mise en place de manuels de gestion administrative, financière, et comptable ; (iii) l'actualisation du plan de restructuration des services du MINAGRIDER, (iv) la formulation et la mise en œuvre d'un plan de gestion des ressources humaines ; (v) l'informatisation des services techniques et (vi) le plaidoyer auprès des PTF pour l'harmonisation de leurs procédures de gestion, de passation des marchés et de suivi-évaluation des programmes de développement agricole.

4.2.2 : Construction, réhabilitation, équipement et fonctionnement des institutions publiques agricoles au plan national et provincial

Cette action consistera en : (i) la construction et/ou la réhabilitation des bâtiments abritant les services du MINAGRIDER au niveau central et dans les provinces; (ii) les rémunérations et fonctionnement du MINAGRIDER ; (iii) les interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques ; (iv) les subventions aux Organismes Auxiliaires ; (v) l'acquisition des matériels roulants (véhicules de terrain et motos) et (vi) l'acquisition d'équipements et fournitures informatiques (ordinateurs de bureau, ordinateurs portables, imprimantes, scanneurs, photocopieurs, etc.) et autres mobiliers.

4.2.3 : Renforcement des capacités techniques du MINAGRIDER

Cette action s'accomplira à travers : (i) le renforcement du MINAGRIDER en ressources humaines par des recrutements/redéploiements d'effectifs et (ii) la mise en œuvre d'un programme de renforcement des capacités des ressources humaines et d'un plan de formation continue des agents du Ministère.

SOUS-PROGRAMME 4.3 : RENFORCEMENT DES CAPACITES TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES DES ORGANISATIONS PAYSANNES, DE LA SOCIETE CIVILE ET DU SECTEUR PRIVE

Spécifiquement consacré aux organisations représentatives du monde paysan et aux opérateurs privés, ce sous-programme comporte cinq composantes :

4.3.1 : Appui à la structuration des producteurs à la base et renforcement des capacités organisationnelles des Organisations Paysannes (OP) au niveau local, provincial et national et des PME/PMEA

Ce renforcement s'effectuera à travers : (i) l'appui soutenu à l'émergence des organisations de base des producteurs agricoles ainsi qu'à leur structuration ; (ii) l'étude sur la typologie des OP, des PME et des PMEA ; (iii) l'évaluation des besoins en renforcement des capacités nécessaires à la structuration en union ou en fédération ; (iv) la formation des membres des structures de gestion des faîtières des

organisations de base en techniques de gestion, en marketing, et communication et (iv) l'appui au fonctionnement des cadres de concertation et de réseaux des acteurs des filières.

4.3.2 Amélioration du cadre institutionnel et organisationnel des OP

Cette amélioration sera accomplie à travers : (i) la mise en place d'un dispositif d'appui et de renforcement des capacités organisationnelles ; (ii) l'amélioration du cadre légal et réglementaire des organisations professionnelles agricoles ; (iii) l'appui à la réhabilitation des bâtiments des plateformes d'OP et (iv) la facilitation de l'accès aux moyens logistiques, équipementsinformatiques, fournitures et mobiliers de bureau.

4.3.3 : Renforcement des capacités techniques des producteurs agricoles

Dans le cadre *de l'appui aux filières végétales*, les actions de renforcement des capacités porteront sur : (i) la maîtrise d'itinéraires techniques pour la production de matériel végétal amélioré; (ii) la maîtrise d'itinéraires techniques de production d'intrants ; (iii) la maîtrise des techniques de production spécifiques aux filières des cultures vivrières, pérennes, de rente, des plantations fruitières, des productions maraîchères et des plantes nutraceutiques et (iv) la formation des techniciens agricoles sur l'utilisation des produits phytosanitaires et autres intrants.

Dans le cadre *de l'appui aux filières animales*, les actions de renforcement des capacités porteront sur : (i) la gestion des organisations d'éleveurs et (ii) la formation des représentants des organisations d'éleveurs à la maîtrise des itinéraires zootechniques, prophylactiques et de reproduction.

Dans le cadre *de l'appui aux filières de la pêche et de l'aquaculture*, les actions porteront sur : (i) la formation des pisciculteurs familiaux et commerciaux en techniques piscicoles appropriées et en gestion et (ii) la formation des pêcheurs en techniques de capture et de gestion durable des stocks.

4.3.4 : Renforcement des capacités de conservation et de la transformation des produits agricoles

Pour les filières végétales, les actions concerneront (i) la formation technique des opérateurs en battage et décorticage des céréales ; (ii) la fabrication de produits dérivés de manioc, de pomme de terre et de patate douce ; (iii) la transformation de fruits et légumes et la maitrise des produits nutraceutiques et(iv) la mise en place et la formation des unions d'OP en maintenance préventive des équipements.

Dans le cadre du développement des filières de l'élevage, les actions porteront sur : (i) la formation des bouchers et charcutiers en techniques améliorées d'abattage, aux règles d'hygiène, aux normes de qualité, et aux techniques de gestion des abattoirs et des boucheries ; (ii) la création de centres de formation en traitement de produits carnés et (iii) l'appui à la valorisation des déchets d'abattage (compost, biogaz, etc.).

Pour les filières de la pêche, le renforcement s'effectuera à travers : (i) la formation des transformatrices des produits de pêche sur le respect des normes de qualité et (ii) les techniques de transformation et de conservation des poissons (salaison, fumage, séchage).

4.3.5 : Renforcement des capacités commerciales des producteurs agricoles

Les actions suivantes seront mise en œuvre : (i) l'appui des associations de producteurs en gestion commerciale ; (ii) l'appui à l'amélioration de la qualité et de la présentation des produits et (iii) la formation de membres des associations de producteurs en techniques de plaidoyer et de négociation.

SOUS-PROGRAMME 4.4 : RENFORCEMENT DES CAPACITES DES STRUCTURES DE COORDINATION, DE SUIVI ET DE CONTROLE DU SECTEUR AGRICOLE ET RURAL

Ce sous-programme sera exécuté à travers les quatre composantes suivantes :

4.4.1 : Renforcement des capacités des structures en charge de la programmation et du suivi des activités agricoles au niveau central et provincial

Ce programme de renforcement sera accompli à travers : (i) la formation et le recyclage des cadres supérieurs et techniciens en techniques d'élaboration des politiques et stratégies, de programmation et de suivi-évaluation ; (ii) l'élaboration du cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) et (iii) la mise en place du dispositif de suivi évaluation des projets et programmes (revue annuelle des projets et programmes et évaluation orientée vers les résultats).

4.4.2 Renforcement des capacités des structures en charge du contrôle et de l'inspection des services

Cette composante sera mise en œuvre à travers : (i) la formation et le recyclage des cadres des structures de contrôle et d'inspection des services du MINAGRIDER et (ii) l'appui à mise en œuvre effective d'une gestion des services publics orientée vers les performances.

4.4.3 : Mise en place et appui au fonctionnement d'un système d'analyse stratégique, de revue et gestion des connaissances dans le secteur agricole

Cette composante sera exécutée à travers: (i) l'évaluation du système actuel de gestion des connaissances; (ii) la mise en œuvre des SAKSS au niveau national et provincial ainsi que du mécanisme de suivi de cette mise en œuvre; (iii) le développement et la diffusion des outils de planification et de programmation sectoriels; (iv) la mise en place des cadres de concertation intra sectoriels et intersectoriels ainsi que l'appui à leur fonctionnement et(v) l'évaluation de la performance du programme sectoriel et la conduite de revues annuelles conjointes du secteur (Etat, PTF, OP, secteur privé, société civile).

4.4.4 : Mise en place d'un mécanisme permanent de collecte, de traitement, de stockage et de diffusion des statistiques agricoles

Cette composante s'exécutera à travers : (i) la conduite du Recensement National de l'Agriculture (RNA, dont le dernier date de 1984) ; (ii) la mise en place et l'appui au fonctionnement d'un système permanent de collecte, de traitement, et de suivi des statistiques agricoles et alimentaires et (iii) et la mise en place d'un système informatisé de stockage, de gestion et de diffusion de la documentation agricole en RDC.

4.4.5. Appui aux plates-formes de concertation au niveau national, provincial, territorial et sectoriel

Cette composante s'exécutera à travers :(i) l'appui à la mise en place et au fonctionnement du Conseil Consultatif National ; (ii) l'appui à la mise en place et au fonctionnement des Conseil Consultatifs Provinciaux et (iii) l'appui à la mise en place et au fonctionnement des Conseils Agricoles et Ruraux de Gestion (CARG) au niveau des ETD.

SOUS-PROGRAMME 5.5: GENRE ET AUTONOMISATION DES FEMMES RURALES

Ce sous-programme s'articulera autour des composantes suivantes:

4.5.1 : Renforcement de la participation citoyenne des femmes rurales

Ce renforcement sera réalisé à travers : (i) la sensibilisation des femmes rurales sur leurs droits civiques et le concept de genre ; (ii) la formation des femmes rurales en leadership, lobbying et négociation et (iii) la promotion de la participation des femmes rurales aux instances de prise de décision dans les associations de développement, les organisations de la société civile et les groupements de production et de services.

4.5.2 : Renforcement des capacités économiques des organisations des femmes rurales

Les activités qui en découlent sont les suivantes : (i) l'élaboration d'un programme d'appui aux activités économiques des femmes rurales ; (ii) l'appui en infrastructures et équipements de renforcement des activités de production, de services et de transformation des femmes rurales et (iii) le renforcement de l'accès des femmes aux institutions de micro-finances pour le financement des intrants et de la commercialisation

Les actions correspondant aux deux composantes de ce sous-programme devront systématiquement être intégrées dans la formulation des programmes et projets et tout particulièrement dans les interventions visant à augmenter la productivité et la rentabilité des différentes filières.

5.5. ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Ce programme vise la prise en compte des questions liées à la protection de l'environnement en vue de garantir une exploitation saine et durable du milieu. Il veillera aussi à assurer aux groupes cibles (hommes et femmes), l'accès équitable aux ressources, aux activités et aux bénéfices qui découleront de l'exécution du PNIA.

Ce programme d'accompagnement sera développé à travers deux sous-programmes et six composantes.

SOUS-PROGRAMME 5.1: MISE EN PLACE DES MESURES D'ATTENUATION ET D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

5.1.1 : Promotion de la Gestion Intégrée de la Fertilité des Sols (GIFS)

Cette composante sera accomplie à travers : (i) la sélection des sites et des organisations des producteurs éligibles ; (ii) la formation des auxiliaires villageois ; (iii) la mise en place et l'appui au fonctionnement des champs écoles d'apprentissage GIFS ; (iv) la formation des organisations des producteurs en matière de GIFS ; (v) la promotion des techniques d'amendement du sol (mise en place de compostières, de fosses fumières, etc.) ; (vi) la promotion des bonnes pratiques de gestion et de conservation de la terre (labours zéro, lutte intégrée contre les organismes nuisibles) et (v) la promotion de l'agriculture biologique.

5.1.2 : Appui à la mise en place de systèmes agroforestiers plus résilients

Cette composante pour laquelle la sécurisation foncière est un préalable, consistera à faciliter: (i) le choix du matériel végétal adapté ; (ii) l'installation des pépiniéristes villageois et privés et la fourniture

de plants ; (iii) l'encadrement technique et organisationnel des agriculteurs et (iv) la réalisation des plantations, ainsi que leur suivi et leur entretien.

5.1.3 : Aménagements des bassins versants et mise en place des mesures anti érosives

Ces mesures d'aménagement consisteront à (i) concevoir l'établissement d'un plan national d'aménagement des bassins versants ; (ii) mettre en place des ouvrages antiérosifs simples avec des espèces agro forestières qui retiennent l'eau et diminuent les effets d'érosion des parcelles cultivées et (iii) promouvoir des méthodes participatives de lutte anti érosive.

5.1.4: Mesures d'accompagnement du processus REDD

Ces mesures d'aménagement consisteront à apporter: (i) l'appui à la régénération naturelle assistée des formations forestières dégradées; (ii) la plantation d'arbres de protection de flancs de montagnes contre l'érosion des sols et l'ensablement des cours d'eau et de retenues d'eau; (iii) l'aménagement des forêts communautaires; (iv) la promotion du reboisement privé et villageois; (v) la promotion des activités génératrices de revenus dans les formations forestières (valorisation des produits non ligneux) et (vi) la sensibilisation et l'implication des riverains dans la protection des ressources forestières. La mise en œuvre de ces actions devra se faire dans la perspective de bénéficier des avantages liés au Processus REDD (Réduction des Emissions liées à Déforestation et à la Dégradation des forêts).

Les actions correspondant aux composantes de ce sous-programme devront systématiquement être intégrées dans la formulation des programmes et projets et tout particulièrement dans les interventions visant à augmenter la productivité et la rentabilité des différentes filières afin d'alléger la pression sur les écosystèmes forestiers

SOUS-PROGRAMME 5.2 : GESTION DES RISQUES CLIMATIQUES

5.2.1 : Renforcement des centres agro météorologiques

Cette composante sera accomplie à travers : (i) la réhabilitation et la modernisation des centres agrométéorologiques (infrastructures et équipements) ; (ii) l'appui à la formation du personnel des centres agro-météorologiques et (iii) le renforcement de la coopération régionale et internationale en matière d'échanges des données agro-météorologiques.

5.2.2 : Mise en place des mécanismes de surveillance et de prévention des risques climatiques

Les principales actions porteront sur : (i) la mise en place d'une Plate-forme Nationale de Réduction des Risques et Catastrophes (météo, cartographie des zones agro écologiques, risques de catastrophes, utilisation des terres, etc.) ; (ii) l'appui à l'opérationnalisation et au renforcement des services météorologiques dans les provinces et au niveau national ; (iii) l'appui à l'amélioration des prévisions climatiques et agro-météorologiques et (iv) le renforcement des structures de cartographie et d'hydrologie.

6. SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES DU PNIA

Le PNIA repose sur le principe d'une *complémentarité interne* entre ses différents programmes et d'une *cohérence externe* avec les piliers du PDDAA et du DSCRP, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et les différentes politiques sectorielles.

Il constitue une déclinaison du deuxième pilier DSCRP 2 «Diversifier l'économie, accélérer la croissance et promouvoir l'emploi» et contribue directement avec l'OMD 1 qui vise à réduire l'extrême pauvreté et la faim.

Plus spécifiquement, le PNIA s'inscrit dans la droite ligne de la mise en œuvre de la Note de Politique Agricole du Gouvernement de novembre 2009 et de la Stratégie Sectorielle de l'Agriculture et du Développement Rural (SSADR) adoptée en avril 2010. Il constituera en outre le plan d'action de la Politique de Développement Agricole en cours d'élaboration.

Tableau 7: Liens entre les piliers du DSCRP 2, du PDDAA et les axes prioritaires du PNIA

Piliers du DSCRP 2	Piliers du PDDAA	Axes prioritaires du PNIA
Pilier 2 : Diversifier l'économie, accélérer la croissance et promouvoir l'emploi	Pilier I : Extension des superficies sous gestion durable des terres et systèmes fiables de contrôle	Programme 1. Promotion des filières agricoles et de l'agri business
Pilier 4 : Protéger l'environnement et lutter contre les changements climatiques	de l'eau	Programme 5 : Adaptation aux changements climatiques
Pilier 2 : Diversifier l'économie, accélérer la croissance et promouvoir l'emploi	Pilier II : Amélioration des infrastructures rurales et des capacités commerciales des marchés	Programme 1. Promotion des filières agricoles et de l'agri business
Pilier 2 : Diversifier l'économie, accélérer la croissance et promouvoir l'emploi	Pilier III : Accroissement de l'offre alimentaire, réduction de la famine et	Programme 1. Promotion des filières agricoles et de l'agri business
	amélioration des réponses d'urgence aux crises alimentaires	Programme 2 : Gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des réserves stratégiques
Pilier 2 : Diversifier l'économie, accélérer la croissance et promouvoir l'emploi	Pilier IV : Amélioration de la recherche agronomique et diffusion des technologies appropriées	Programme 3 : Recherche, vulgarisation et enseignement agricoles
Pilier 2 : Diversifier l'économie, accélérer la croissance et promouvoir l'emploi	Pilier V : Renforcement des capacités et questions liées au genre	Programme 4: Gouvernance agricole, genre et renforcement des capacités humaines et institutionnelles

7. FINANCEMENTS ACQUIS, COUTS ET BESOINS DU PNIA

7.1. INVENTAIRE DES FINANCEMENTS EN COURS ET DES ENGAGEMENTS

⇒ Outils et sources de données

Les sources de données exploitées ont été la « base de données des bailleurs de fonds GT15 Coordination », le rapport du Secrétariat Général du MINAGRIDER « Informations générales sur le Ministère de l'Agriculture et Développement rural » daté de mai 2012 en ce qui concerne les projets et programmes et la Loi Budgétaire 2013 pour le financement de l'Etat.

⇒ Estimation des financements extérieurs des projets et programmes

Les principales données disponibles sont relatives (i) aux coûts des projets, (ii) à leurs durées, (iii) à leurs dates de démarrage et de clôture, (iv) à la contribution du ou des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), (v) aux provinces bénéficiaires ainsi (vi) qu'aux informations liées aux activités et thématiques développées.

L'estimation de la contribution actuelle des projets et programmes au PNIA a été réalisée suivant les étapes ci-après:

- La répartition des coûts des projets par composante du PNIA: chaque projet est réparti dans une ou plusieurs composantes du PNIA à partir des informations disponibles sur ses activités. Les coûts des projets de « développement rural intégré » sont répartis dans plusieurs composantes.
- 2) La répartition du financement à travers les provinces: la base de données disponible fournit les informations sur le nom de la province d'exécution du projet. Pour un projet exécuté dans plusieurs provinces, le montant du financement est réparti de manière égale entre les provinces concernées.
- 3) *L'annualisation des financements:* pour la détermination des financements annuels, le coût du projet est réparti équitablement sur la durée de vie planifiée.

Il doit être bien entendu que les montants obtenus doivent être interprétés de manière indicative et qu'il ne peut s'agir de chiffres exacts et précis du fait de l'extrême variabilité des logiques d'intervention des projets en cours.

L'analyse des objectifs, résultats et activités des projets de développement en cours a permis d'affecter aux programmes et sous-programmes du PNIA les montants des financements disponibles. Il en résulte que les financements actuellement acquis s'élèvent à 1 174,67 millions USD dont 797,1 millions représentent le montant net disponible à affecter au PNIA à partir 2013.

L'analyse de la répartition des financements acquis sur la période d'exécution du PNIA indique que les investissements couvrent essentiellement la « Promotion des filières agricoles et de l'agri business », avec près de 70% des financements. Il est également à remarquer que la recherche et le renforcement des capacités occupent une part non négligeable avec respectivement 10 et 7 % des financements en cours.

⇒ Estimation des financements intérieurs

La détermination de la contribution du Gouvernement a été calculée sur base des données fournies par la Loi budgétaire 2013. Ont été pris en considération les budgets sur ressources propres (i) du MINAGRIDER, (ii) de la Campagne agricole 2012/2013, (iii) de l'INERA, (iv) des centres de recherche agricole, (v) des instituts de formation agricole du niveau secondaire et universitaire, (vi) des Réserves Stratégiques Générales, (vii) du service national et (viii) du FONER pour la part rétrocédée au MINAGRIDER pour l'entretien des pistes rurales.

Par manque d'informations détaillées, les transferts aux Provinces n'ont pas été pris en considération dans le calcul, alors qu'une part significative de leur budget est dévolue au secteur agricole. Il en est de même pour les financements affectés aux mesures d'adaptation au changement climatique.

La répartition du budget 2013 entre les différents programmes du PNIA s'est effectuée de la manière suivante :

- sur le Programme 1 « Promotion des filières agricoles et de l'agri business »: les fonds de contrepartie des projets et programmes, les investissements sur ressources propres, la campagne agricole et les fonds issus du FONER;
- sur le programme 2 « Gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des réserves stratégiques »: les fonds affectés aux Réserves Stratégiques Générales et au Service National;
- sur le Programme 3 « Recherche, vulgarisation et enseignement agricoles »: les fonds affectés à l'INERA et aux institutions de recherche et de formation ; et
- sur le Programme 4 « Gouvernance agricole, genre et renforcement des capacités humaines et institutionnelles »: les rémunérations, le fonctionnement du MINAGRIDER, les interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques et les subventions aux organismes auxiliaires.

<u>Tableau 8:</u> Répartition du budget 2013 (en Millions USD)affecté au secteur agricole et rural par programme du PNIA

Source	Montant	Pourcentage	Programme
Fonds de contrepartie des projets et programmes et Investissements sur ressources propres du MINAGRIDER, Campagne agricole, Fonds issus du FONER	75,3	54,5	Programme 1
Fonds affectés aux Réserves Stratégiques Générales et au Service National	7,9	5,8	Programme 2
Fonds affectés à l'INERA et aux institutions de recherche et de formation	16,9	12,2	Programme 3
Rémunérations et fonctionnement, Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques et Subventions aux organismes auxiliaires du MINAGRIDER.	37,9	27,4	Programme 4
Total fonds nationaux affectés au PNIA	138,0	100	PNIA

Sur base de cette répartition du budget 2013, une clé d'affectation sera appliquée pour répartir le budget alloué au secteur entre les cinq programmes du PNIA sur la période 2014 – 2020 (tableau 9). Un taux forfaitaire de 3% a ainsi été attribué au Programme 5 « Adaptation au changement climatique ».

Tableau 9 : Clé de répartition du budget intérieur entre les programmes du PNIA

Programme PNIA	Taux d'affectation
Programme 1	53
Programme 2	5
Programme 3	12
Programme 4	27
Programme 5	3
Total PNIA	100

Conformément aux instructions édictées par le Ministère en charge du Budget, les projections reprises dans le tableau 10 ont été calculées sur base d'un accroissement annuel de 3,5 % du budget 2013.

Tableau 10 : Projection de la contribution du budget de l'Etat au financement du PNIA

Année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2013-2020
Budget en M de USD	138,0	142,8	147,9	153,0	158,4	163,9	169,7	175,6	1 249,5

Le budget prévisionnel total alloué par l'Etat au PNIA sur la période considérée s'élève à 1 249,5 millions de USD.

⇒ Estimation des financements acquis cumulés

Le montant total cumulé des financements acquis a été estimé en additionnant les financements des projets et programmes sur ressources extérieures et les financements intérieurs sur la période de mise en œuvre du PNIA.

<u>Tableau 11</u>: Montant des financements acquis par programme en millions de USD

Duo ongunuo du DNIA	Total 2013 - 2020			
Programme du PNIA	PTF	Etat	Total	
PROGRAMME 1 : Promotion des filières agricoles et de l'agri business	545,2	662,2	1 207,4	
PROGRAMME 2 : Gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des réserves stratégiques	52,8	62,5	115,3	
PROGRAMME 3 : Recherche, vulgarisation et enseignement agricoles	87,6	149,9	237,5	
PROGRAMME 4 : Gouvernance agricole, genre et renforcement des capacités humaines et institutionnelles	54,6	337,4	392,0	
PROGRAMME 5 : Adaptation aux changements climatiques	56,9	37,5	94,4	
TOTAL PNIA RD Congo	797,1	1 249,5	2 046,6	

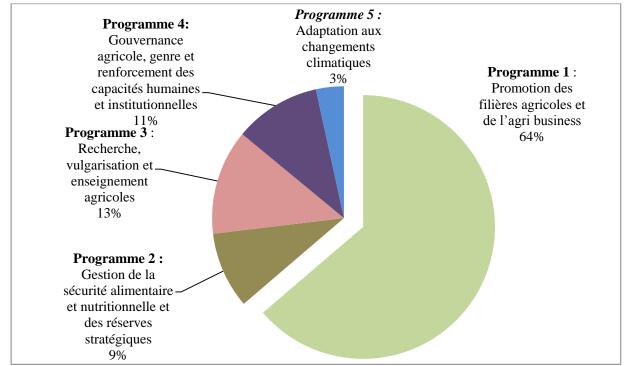
Le financement acquis total du PNIA s'élève à **2 046,6 millions de USD** et la part de l'Etat représente 61 % des engagements.

7.2. ESTIMATION DES COUTS DE MISE EN ŒUVRE DU PNIA

La méthodologie utilisée sur le calcul des coûts indicatifs de la mise en œuvre des différents programmes, sous programmes et composantes s'est appuyée (i) sur les simulations d'augmentation de productivités des principales filières³ et (ii) sur la budgétisation des différents sous programmes et composantes sur base des coûts moyens généralement pratiqués en RDC (voir annexe 5).

Le coût total du PNIA sur la période allant de 2013 à 2020 est ainsi estimé à 5 730,8 millions USD (tableau 12).La ventilation du coût total par programme se présente comme suit :

- ⇒ Promotion des filières agricoles et de l'agri business: 3 652,5 millions USD soit 64 %
- ⇒ Gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des réserves stratégiques: 536,9 millions USD soit 9 %
- ⇒ Recherche, vulgarisation et enseignement agricoles : 738,3 millions USD soit 13 %
- ⇒ Gouvernance agricole, genre et renforcement des capacités humaines et institutionnelles : 607,3 millions USD soit 11 %
- ⇒ Adaptation aux changements climatiques 195,8 millions USD soit 3%



<u>Figure 6 : Répartition (en %) du coût de la mise en œuvre des cinq programmes du PNIA</u>

³ Etude réalisée par l'INERA et l'IFPRI sur l'augmentation de la production des principales spéculations végétales

<u>Tableau 12</u>: Répartition du coût total (en M de USD) de la mise en œuvre du PNIA par programme

Programmes et composantes du PNIA

Programmes et composantes du PNIA	millions USD
Programme 1 : Promotion des filières agricoles et de l'agri business	3652.5
1.1 : Développement des filières végétales	1936.7
1.2 : Développement des filières animales	630.8
1.3 : Développement des filières halieutiques	166.1
1.4 : Création des Pôles d'Entreprises Agricoles (PEA)	904.9
1.5 : Normes et contrôle de qualité des produits agricoles	14

Programme 2 : Gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des réserves stratégiques	536.9
2.1 : Mise en place et renforcement d'un système d'information et d'alerte précoce sur la sécurité alimentaire	318.2
2. 2: Lutte contre la malnutrition	29
2. 3 : Gestion de la vulnérabilité alimentaire et organisation des réserves stratégiques	189.7

Programme 3: Recherche, vulgarisation et enseignement agricoles	738.3
3. 1: Appui aux structures de recherche et de développement des innovations technologiques	394.5
3. 2: Appui au développement des structures d'appui conseil et de vulgarisation	143.8
3.3 Appui aux institutions d'enseignement agricole	200

Programme 4: Gouvernance agricole, genre et renforcement des capacités	607.3
humaines et institutionnelles	
4.1: Amélioration de l'environnement politique et législatif pour la promotion du	43.9
secteur agricole	73.7
4.2 : Poursuite de la réforme du Ministère de l'Agriculture et de Développement	282.5
Rural et renforcement des capacités humaines et matérielles	202.3
4.3 : Renforcement des capacités techniques et organisationnelles des Organisations	83.5
Paysannes, de la société civile et du secteur privé	63.3
4. 4 : Renforcement des capacités des structures de coordination, de suivi et de	01.6
contrôle du secteur agricole et rural	91.6
4.5 : Genre et autonomisation des femmes rurales	105.8

Programme 5: Adaptation aux changements climatiques	195.8
5.1 : Mise en place des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique	175.8
5.2 : Gestion des risques climatiques	20

TOTAL du Plan National d'Investissement Agricole 2013 - 2020 5	730,8
--	-------

Les coûts de mise en œuvre doivent être interprétés comme des estimations donnant un ordre de grandeur réaliste, mais qui devront être précisés et actualisés lors de la formulation détaillée des projets et programmes.

Coût

Les coûts indicatifs des *Plans Provinciaux d'Investissement Agricole (PPIA)*, ventilés par province et par programme sont consignés dans le tableau 13ci-après. Il est à noter en particulier pour la province de Kinshasa que les coûts de ses composantes sont combinés avec les coûts estimés au niveau central/national. Les bases d'estimation des coûts par province ont tenu compte des potentialités de chacune d'elles, de son poids démographique, et de sa contribution au PIB.

Tableau 13: Coût (en M de USD) de la mise en œuvre des PPIA par programme

Province	Pondération	Coût PPIA	Coût P 1	Coût P 2	Coût P 3	Coût P 4	Coût P 5
Kinshasa	16.9%	968.5	617.3	90.7	124.8	102.6	33.1
Bas-Congo	10.2%	584.5	372.6	54.8	75.3	61.9	20.0
Bandundu	8.5%	487.1	310.5	45.6	62.8	51.6	16.6
Katanga	13.8%	790.9	504.0	74.1	101.9	83.8	27.0
Maniema	3.6%	206.3	131.5	19.3	26.6	21.9	7.0
Nord-Kivu	8.0%	458.5	292.2	43.0	59.1	48.6	15.7
Sud-Kivu	6.8%	389.7	248.4	36.5	50.2	41.3	13.3
Équateur	8.2%	469.9	299.5	44.0	60.5	49.8	16.1
Province Orientale	11.4%	653.3	416.4	61.2	84.2	69.2	22.3
Kasaï Oriental	6.5%	372.5	237.4	34.9	48.0	39.5	12.7
Kasaï Occidental	6.1%	349.6	222.8	32.8	45.0	37.0	11.9
TOTAL RDC	100 %	5730.8	3652.5	536.9	738.3	607.3	195.8

Les coûts indicatifs de mise en œuvre des PPIA devront être d'avantage précisés lors de leur développement par les autorités provinciales.

7.3. EVALUATION DES BESOINS EN FINANCEMENTS ADDITIONNELS (GAPS)

A partir du calcul des besoins de financement des différents programmes, sous programmes et composantes, il est possible de dégager les besoins de financement additionnels en tenant compte des financements acquis.

Le gap total de financement pour la période 2013 – 2020 est de 3 684,1 millions de USD soit 64,3 % avec une répartition par programme telle que décrite au tableau 14.

<u>Tableau 14 :</u>Répartition des besoins additionnels en financement (en millions de USD) par programme du PNIA 2013 - 2020

Programme	Financement acquis	Coût	Gaps à couvrir	Gaps à couvrir en %
Promotion des filières agricoles et de l'agri business	1 207,4	3652,5	2425,7	66.4
Gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des réserves stratégiques	115,3	536,9	411,8	76.7
Recherche, vulgarisation et enseignement agricoles	237,5	738,3	497,8	67.4
Gouvernance agricole, genre et renforcement des capacités humaines et institutionnelles	392,0	607,3	209,9	34.6
Adaptation aux changements climatiques	94,4	195,8	138,9	70.9
Total PNIA	2 046,6	5 730,8	3684,1	64,3

Les sommes requises pour la mise en œuvre du PNIA au cours de huit prochaines années peuvent paraître importantes; il convient cependant de souligner le PNIA de la RDC reste dans des proportions inférieures à la plupart des pays d'Afrique subsaharienne si l'on tient compte de la population du pays (plus de 80 millions d'habitants à l'horizon 2020).

La dépense annuelle moyenne est seulement de8,2 USD par habitant, ce qui reste modeste par rapport aux enjeux en termes de lutte contre la pauvreté et la malnutrition dans le pays le plus peuplé d'Afrique centrale.

Il convient également de noter que le volume total de financement additionnel (près de 460 millions d'USD par an en moyenne) reste dans des proportions réalistes en matière de capacités de consommation budgétaire.

8. IMPACTS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX

8.1. ESTIMATION DES PRODUCTIONS ADDITIONNELLES GENEREES

Les productions additionnelles des principales spéculations concernées ont été calculées à partir de la différence entre les objectifs de production du PNIA (déterminés sur la base des taux de croissance des principales productions correspondant au scénario 3) et l'évolution des tendances courantes de la production projetée sur la même période.

L'estimation de ces productions additionnelles potentielles à l'horizon 2020 est présentée ci-après (Cfr. annexe 3 pour les données détaillées):

- > 9,45 millions de tonnes pour l'ensemble des productions végétales dont ;
 - 7,06 millions de tonnes pour les tubercules;
 - 890 000 tonnes pour la production céréalière;
 - 31 000 tonnes pour les légumineuses et les produits horticoles;
 - 37 000 tonnes pour les spéculations de rente ;et
 - 1,12 millions de tonnes pour les spéculations fruitières.
- > 39 000 tonnes pour lesproductions animales et
- 132 000 tonnes pour la productionhalieutique.

8.2. ANALYSE DE LA RENTABILITE ECONOMIQUE DU PNIA

L'analyse de la rentabilité économique du PNIA (annexe 2) se base essentiellement sur les augmentations de production brute sans comptabiliser les gains générés par une meilleure valorisation des produits à travers l'amélioration de leur transformation et commercialisation. De plus le PNIA aura des retombées positives difficilement chiffrables sur les plans politique, social et environnemental.

Le résultat de la mise en œuvre des actions programmées dans les sous-secteurs productifs conduira à générer des revenus bruts additionnels cumulés de 6 546,6 millions de USDsur la période 2014 – 2020, avec une génération annuelle de revenus bruts de 1 537,7 millions USD en 2020.

Le taux de rentabilité économique interne (TREI) est estimé à 32,6 % sur la base d'un cash-flow s'étalant sur une durée d'une vingtaine d'années. Les tests de sensibilité établis sur base d'une diminution de revenus additionnels de 15% ramènent la rentabilité à 25,5%. Une diminution de revenus de 15% combinée avec une hausse des coûts de 10% réduisent le TREI à 22,1%. Les données détaillées sont repris en annexes du document.

8.3. IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

Le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) pourrait être classé dans la catégorie environnementale et sociale de niveau IV, compte tenu de la nature des activités prévues. Bien que son impact soit globalement jugé positif, plusieurs actions spécifiques pourront avoir un impact négatif sur l'environnement. Il s'agit notamment des aménagements hydro agricoles, des constructions de pistes ou de voies d'accès, de la mécanisation de l'agriculture et de l'utilisation plus importantes de produits phytosanitaires.

Conformément au cadre législatif de gestion environnementale en vigueur aux plans national et international, les projets à développer dans la cadre du PNIA feront l'objet d'une Etude d'Impact

Environnemental et Social (EIES) et d'un Plan de Gestion Environnemental et Social (PGES) approuvés par les instances compétentes avant leur mise en œuvre.

D'une manière générale, le PNIA interagit avec la protection et la valorisation des ressources naturelles à deux niveaux: i) la diminution de la pression des populations rurales sur les ressources naturelles grâce aux nouvelles perspectives d'intensification de la production et ii) l'encadrement technique en matière de bonnes pratiques agro écologiques qui va créer les conditions en faveur de la protection de l'environnement.

De manière spécifique, notons que les actions relatives à la réalisation des ouvrages de protection des berges des cours d'eau et les activités de lutte contre les plantes aquatiques auront un impact direct et positif sur l'ensablement des fleuves et des rivières ainsi sur l'envahissement des plans d'eau. Les actions de DRS/CES ainsi que la mise en place d'un cadre de gestion concertée et participative foncière pourront renforcer la régénération et la conservation des sols dégradés.

⇒ Impacts négatifs

L'augmentation des superficies agricoles, consécutive à la création de nouvelles zones de cultures, l'aménagement de nouvelles plaines agricoles et le développement des cultures irriguées sont susceptibles d'entrainer de la déforestation et la destruction de formations végétales. Les aménagements hydro agricoles et le développement de l'agriculture irriguée pourront conduire à la perturbation du régime des cours d'eau et à l'érosion des berges et bassins versants si les mesures appropriées ne sont prises.

Il faudra aussi considérer l'éventualité d'une contamination et d'une pollution des eaux de surface et souterraines induites par l'utilisation incontrôlée d'engrais et pesticides. En plus, l'utilisation abusive et non maitrisée d'engins motorisés pourrait agir sur la structure des sols et provoquer une augmentation de l'érosion. Enfin, la promotion des semences améliorées dans le contexte d'une spécialisation agricole pourra conduire à long terme à la perte de la diversité biologique.

⇒ Mesures d'atténuation

Le PNIA a pris en compte un certain nombre de mesures qui devraient permettre d'atténuer l'impact négatif de sa mise en œuvre. De plus un programme spécifique transversal est consacré aux mesures d'adaptation au changement climatique et à l'exploitation durable du milieu.

Un premier groupe de mesures d'atténuation prévues est relatif à la gestion des connaissances. Ces mesures concernent: (i) la promotion de cultivars adaptés aux changements climatiques, (ii) la cartographie de la vulnérabilité des ressources naturelles,(iii) la cartographie des zones de production et des bassins versants, (iv) les études d'élaboration de plans directeur de mobilisation des ressources en eau,(v) les études d'impact de la motorisation sur l'environnement par zone agro écologique, (vi) les études de la typologie des sols et des aptitudes culturales et (vii) le développement des technologies GIFS et de protection phytosanitaire.

Le deuxième groupe de mesures concernela gouvernance agricole. Ces mesures portent sur: (i) la mise en place d'un mécanisme de contrôle des intrants, (ii) la mise en place d'un dispositif efficace de vulgarisation et de formation technique des producteurs, (iii) la mise en place d'un dispositif de contrôle et certification.

Le troisième groupe de mesures porte sur les actions spécifiques et comprend les activités suivantes :(i) la promotion de la gestion intégrée de la fertilité des sols, (ii) la promotion des activités de plantation, de reboisement et de protection communautaire et(iii) la réalisation d'ouvrages de protection des berges des cours d'eau.

8.4. IMPACT SOCIAL

L'augmentation des revenus des ménages consécutive à l'accroissement de la production agricole est un gage de l'amélioration des conditions de vie des populations dans les milieux ruraux, lesquelles sont exposées à une incidence élevée de pauvreté. Cette amélioration de la productivité aura un impact positif sur la création d'emplois en milieu rural surtout en faveur des jeunes et facilitera l'accès aux services sociaux notamment la santé et l'éducation.

En plus, la valorisation des produits forestiers non ligneux, des plantes nutraceutiques, médicinales et cosmétiques ainsi que l'introduction de petites unités de transformation agroalimentaires permettront la diversification des sources de revenus pour les femmes rurales. La construction de marchés dans les zones de production favorisera la monétarisation des communautés locales villageoises et la création de revenus extra-agricoles, qui à leur tours seront utilisés pour l'amélioration des conditions de vies et le financement des investissements productifs.

Pour réduire les disparités liées au genre et aux différents groupes d'âge, les projets à mettre en œuvre dans le cadre du PNIA devront promouvoir des activités spécifiques d'amélioration de l'accès à la terre tenant compte de la position sociale des groupes défavorisés.

9. CADRE DE MISE EN ŒUVRE ET DISPOSITIF DE SUIVI-EVALUATION

Les principes fondamentaux pour la mise en œuvre du PNIA seront basés sur : (i) la participation et l'inclusion de toutes les parties prenantes, (ii) la décentralisation des actions, (iii) le dialogue avec les partenaires et (iv) la bonne gouvernance et l'équité.

9.1. MECANISME DE PILOTAGE, DE COORDINATION ET DE CONCERTATION

La mise en œuvre du PNIA en RDC nécessite un travail de coordination, de suivi, d'évaluation, de capitalisation et d'orientation stratégique pour s'assurer de la cohérence de l'ensemble des actions entreprises dans le secteur. Pour ce faire, le dispositif de mise en œuvre sera constitué de deux organes au niveau national et d'un organe au niveau de chaque Province (voir figure 7) :

- Le Comité de Pilotage ;
- Le Comité Technique ; et
- Les Comités Provinciaux de Pilotage.

⇒ Le Comité de Pilotage

Les missions de pilotage stratégique du PNIA seront assurées par un Comité de Pilotage présidé par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, et réunissant en son sein tous les Ministères impliqués dans l'exécution du PNIA, à savoir : (i) l'Agriculture et de Développement Rural ; (ii) l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme ; (iii) l'Enseignement Supérieur, Universitaire et Recherche Scientifique ; (iv) le Genre, Famille et Enfant ; (v) l'Économie et Commerce ; (vi) les Finances ; (vii) le Budget ; (viii) l'Aménagement du Territoire, Urbanisme, Habitat, Infrastructures, Travaux Publics et Reconstruction ; (ix) l'Energie et Ressources Hydrauliques ; (x)l'Industrie, Petites et Moyennes Entreprises ; (xi) la Santé Publique et (xii) les Affaires Foncières.

Le Chef de file des PTF, ainsi que les Présidents des faîtières des Organisations Paysannes siègeront dans ledit Comité.

Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural assurera le Secrétariat Technique du Comité de Pilotage.

Le Comité de Pilotage aura pour mission :

- d'adopter le plan de phasage de la mise en œuvre du PNIA et le Programme d'Investissement Agricole Prioritaire (PIAP) ;
- de mobiliser les ressources nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes et projets issus du PNIA ;
- de suivre et coordonner les actions de l'ensemble des partenaires impliqués dans la mise en œuvre du PNIA;
- de veiller à l'alignement des interventions des partenaires au développement sur le cadre défini par le PNIA et sur les objectifs des Politiques Agricoles Communes et de l'Union Africaine ;
- d'apprécier les évolutions nécessaires pour un passage progressif vers une approche sectorielle ; et
- d'approuver les rapports de revue du secteur.

⇒ Le Comité Technique (CT) du PNIA

Le Comité Technique (CT) sera créé par un Arrêté du Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural afin d'assurer le pilotage opérationnel de l'ensemble des programmes et projets issus du PNIA.

Il sera l'instance technique du Comité de Pilotage et sera coprésidé par les Secrétaires Généraux de l'Agriculture, Pêche et Élevage et du Développement Rural.

Il sera composé des Secrétaires Généraux des autres Ministères impliqués, des Représentants des faîtières des Organisations Paysannes, de la Société Civile et du Secteur Privé, ainsi que des PTF.

A ce titre, il aura pour principales missions :

- d'examiner et d'approuver les documents des programmes et projets à mettre en œuvre dans le cadre du PNIA ;
- de vérifier les synergies et les complémentarités entre les composantes des projets à exécuter et leur conformité avec les orientations du PNIA et du DSCRP 2;
- de valider les manuels d'exécution des projets et les procédures de mise en œuvre du PNIA ;
- d'examiner les plans de travail et budget annuels, les rapports périodiques d'exécution, les rapports de revue à mi-parcours et les rapports d'évaluation des programmes et projets ;
- de veiller à la mise en œuvre des recommandations du Comité de Pilotage, des missions de supervision et d'audit ;
- de fournir les éléments de réflexion stratégique et de formuler des avis techniques argumentés au Comité de Pilotage ; et
- de rédiger un rapport annuel de performance des projets et programmes du secteur.

Pour la bonne exécution de ses missions, le CT disposera d'un Secrétariat Technique piloté par les Directions d' Etudes et Planification de l'Agriculture, Pêche et Elevage et du Développement Rural. Le Secrétariat Technique sera appuyé par les membres du Noyau Dur du PDDAA/PNIA.

En vue d'assurer une meilleure prise en compte des préoccupations des acteurs du secteur agricole et rural, ces deux organes travailleront en étroite synergie avec les différents dispositifs de concertation prévus dans le DSCRP (Groupe Thématique 9, ex GT 15) et dans la Loi portant principes fondamentaux relatifs au secteur agricole (Conseil Consultatif National). Le nœud national SAKSS sera également mis à contribution pour guider ces deux organes dans la prise de décisions.

⇒ Les Comités Provinciaux de Pilotage (CPP)

Sous l'autorité du Ministre Provincial en charge de l'Agriculture et du Développement Rural, les Comités Provinciaux de Pilotage ont une mission générale d'orientation stratégique et de pilotage technique des Plans Provinciaux d'Investissement Agricoles (PPIA).

Ils doivent assurer la coordination de la mise en œuvre des actions prévues au niveau de leurs provinces respectives. Les CPP sont composés des Représentants de l'Etat, des Organisations Paysannes, de la Société Civile, du Secteur Privé et des PTF représentés au niveau provincial. Les Comités seront créés par un Arrêté des Gouverneurs de Provinces.

Dans le cadre de leur mission d'orientation stratégique, ils seront chargés:

- de définir les objectifs prioritaires à atteindre dans le cadre des PPIA ;
- d'adopter le plan de phasage de la mise en œuvre du PPIA ;
- de suivre et coordonner les actions de l'ensemble des partenaires impliqués dans la mise en œuvre du PPIA :
- de veiller à l'alignement des interventions des partenaires au développement sur le cadre défini par le PPIA et sur les priorités et objectifs provinciaux; et

- d'informer régulièrement le Comité Technique (CT) et le Conseil Consultatif Provincial (CCP) de l'évolution du secteur agricole et rural au niveau de leur province.

Dans le cadre de leur mission de pilotage, ils seront chargés:

- d'examiner et d'approuver les documents des programmes et projets à mettre en œuvre dans le cadre du PPIA ;
- d'examiner les plans de travail et budget annuels, les rapports périodiques d'exécution, les rapports de revue à mi-parcours et les rapports d'évaluation des programmes et projets ;
- de veiller à la mise en œuvre des recommandations des missions de supervision et d'audit; et
- de rédiger un rapport annuel de performance des projets et programmes agricoles de la province.

Les Conseils Consultatifs Provinciaux et les Conseils Agricoles et Ruraux de Gestion (CARG) seront mis à contribution pour fournir toutes les informations pertinentes relatives à la mise en œuvre des programmes et projets issus des PPIA.

9.2. ROLE DES ACTEURS ET DISPOSITIF DE MISE EN ŒUVRE

La maîtrise d'ouvrage générale de l'ensemble du PNIA relève du Ministère en charge de l'Agriculture et du Développement Rural. A ce titre, il assure les fonctions d'animation, de coordination générale des programmes, de supervision et de dialogue intersectoriel avec les PTF.

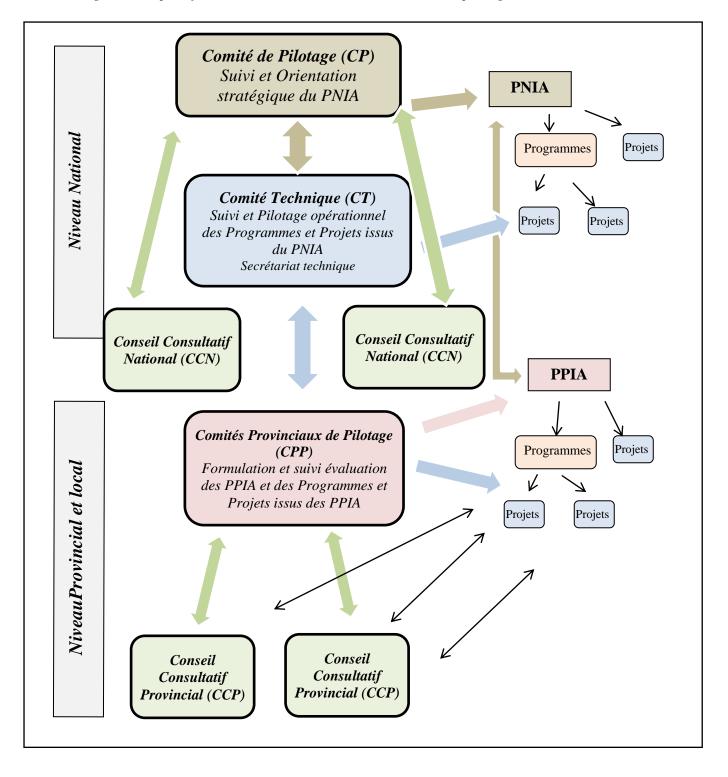
Au niveau des sous-programmes et composantes, deux grands types de fonctions ont été définis pour l'ensemble des acteurs du secteur agricole. Ces fonctions seront assumées par les différents services en cohérence avec leurs attributions, et en respectant le principe de base de la recherche de l'efficacité, à travers la séparation et la complémentarité des rôles.

Il s'agit:

- **a.** *des fonctions de planification :* qui seront assurées au niveau des sous programmes, généralement par les Directions des Etudes et de la Planification, mais également par certains services spécialisés et opérateurs non étatiques. Il s'agit essentiellement d'une mission de maîtrise d'ouvrage (conception, coordination, planification, budgétisation et suivi évaluation).
- **b.** *des fonctions opérationnelles :* qui seront assurées au niveau de chaque composante, par les directions normatives, les services spécialisés, les organisations paysannes, les organisations de la société civile et du secteur privé. Il s'agit essentiellement d'une mission de maîtrise d'œuvre (gestion opérationnelle et de mise en œuvre des activités des projets et programmes issus du PNIA).

La mise en œuvre des activités prévues par le PNIA relèvera de structures identifiées lors de la définition des différents programmes, sous programmes et composantes tels que proposés dans le tableau détaillé en annexe 6.

Figure 7: Dispositif institutionnel de coordination, de suivi et de pilotage du PNIA et des PPIA



9.3. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE ET MECANISMES DE FINANCEMENT

Dans un contexte d'insuffisance des ressources et face à l'accroissement des besoins, il s'agira d'harmoniser l'ensemble des futures interventions dans le secteur agricole et rural en vue d'en améliorer la pertinence, l'efficience et l'efficacité.

Sur le plan opérationnel, cette harmonisation sera obtenue par l'alignement de chaque nouveau programme ou projet sur l'architecture générale du PNIA. Toutes les nouvelles interventions contribueront ainsi à atteindre les objectifs sectoriels et permettront d'avoir un impact plus significatif sur la croissance agricole, la réduction de la pauvreté, la lutte contre la malnutrition et la souveraineté alimentaire du pays. Cette démarche suppose l'utilisation d'un cadre logique normalisé de manière à ce que chaque projet soit une déclinaison thématique et/ou géographique du PNIA et afin de réduire la dispersion des différentes formes d'intervention. Les indicateurs utilisés pour la formulation des interventions devront également être analogues à ceux mentionnés dans le PNIA de manière à pouvoir identifier la contribution spécifique de chaque projet aux objectifs sectoriels (figure 8).Le choix des modalités et des mécanismes de financement devra être soigneusement évalué. Dans un premier temps, l'alignement sur les priorités nationales telles que définies dans le PNIA et les PPIA doit primer sur l'alignement sur les procédures nationales ; la principale modalité de mise en œuvre des actions pré identifiées dans les composantes du PNIA sera donc une approche projet. La gestion des financements entrant dans le cadre de projets restera spécifique aux procédures de chaque partenaire. Toutefois, l'harmonisation des conditions de mise en œuvre, des objectifs poursuivis ou des codes de financement sera systématiquement développée. Cette approche permettra de disposer de cadres d'intervention de plus en plus sécurisants, indispensables aux partenaires avant de pouvoir envisager l'adoption de modalités communes de financement. La mise en œuvre d'une aide budgétaire ne pourra être envisagée que progressivement et dépendra, notamment, de la capacité de gestion de la chaîne de dépenses publiques. Avant cette étape, des « fonds communs » pourraient être développés car ces dispositifs permettent une gestion flexible, proche de celle des projets, tout en offrant un cadre unique de mobilisation des crédits. Ils sont adaptés à la mise en place de fonds compétitifs de subvention ou la réalisation d'actions ponctuelles (fonds d'études). L'expérience accumulée dans le domaine de gestion d'autres fonds en RDC doit encore être capitalisée afin d'en évaluer soigneusement tous les risques.

Par ailleurs, *sur le plan budgétaire*, le Plan National d'Investissement Agricole2013 - 2020 permettra le cadrage des dépenses à moyen terme afin de donner aux programmes inscrits dans le PNIA une visibilité dans la durée. La planification réalisée à long terme dans le PNIA génèrera une programmation budgétaire à moyen terme(Cadre de Dépenses à Moyen Terme - CDMT) et la budgétisation annuelle devant être inscrite dans la loi des finances soumise à l'approbation du Parlement (figure 9). Aussi, le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural renforcera et améliorera la procédure actuelle de Planification Programmation Budgétisation et Suivi-évaluation.

Les principaux risques susceptibles d'entraver la mise en œuvre du PNIA sont liés: (i) à la faible capacité institutionnelle et humaine pour une planification et une mise en œuvre efficiente des programmes et projets, (ii) à la faible capacité de mobilisation des ressources financières externes, (iii) au manque d'information des parties prenantes quant au processus de mise en œuvre, (iv) à la persistance des crises socio politiques dans le pays, (v) à la persistance des crises économiques et financières internationales, (vi) à la crise énergétiques et à la volatilité des cours mondiaux des produits agricoles, (vii) à la non coordination des interventions et la non harmonisation des procédures des PTF dans leur appui au développement, (viii) à la mauvaise gouvernance et au faible niveau de transparence dans la gestion administrative, (ix) la mévente des produits agricoles, (x) aux aléas climatiques et (xi) à l'insécurité foncière.

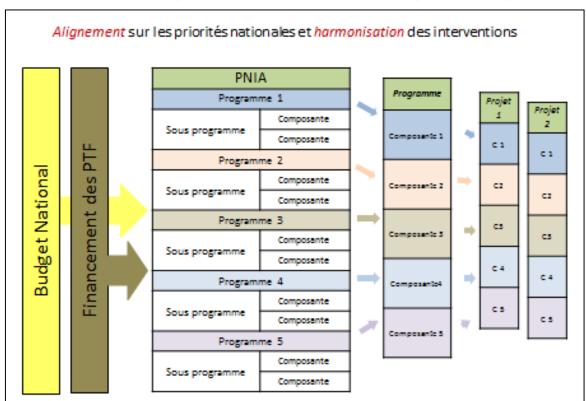
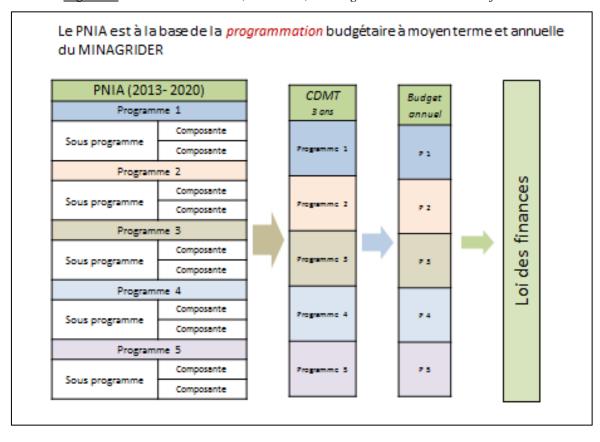


Figure 8 : Mécanisme opérationnel de génération des nouveaux programmes et projets.

Figure 9: Liens entre le PNIA, le CDMT, le Budget annuel et la Loi des finances



9.4. DISPOSITIF GLOBAL DE SUIVI-EVALUATION

Le suivi et l'évaluation du PNIA doivent être réalisés dans un cadre global cohérent pour mesurer non seulement les performances des projets et programmes exécutés sur le terrain auprès des populations rurales mais également pour évaluer les performances générales du secteur agricole et rural.

La diffusion et le partage des informations au niveau national et provincial ainsi que la production d'outils d'aide à la décision permettront d'alimenter une démarche participative d'amélioration continue de la mise en œuvre du PNIA et des PPIA. Il conviendra par conséquent d'associer aux services de l'Etat les principaux acteurs impliqués dans le développement du secteur.

Le dispositif institutionnel de suivi évaluation sera donc mis en œuvre à deux niveaux complémentaires :

- ⇒ au niveau opérationnel par la mise en œuvre d'un système de suivi évaluation des projets et programmes orienté vers les résultats pour informer le Comité Technique (CT) et les Comités Provinciaux de Pilotage (CPP); et
- ⇒ au niveau stratégique par le renforcement du système de statistiques agricoles, la mise en place du nœud SAKSS et l'organisation annuelle d'une revue sectorielle conjointe afin de nourrir les réflexions du Comité de Pilotage et des Conseils Consultatifs Provinciaux (CCP).

Plus précisément, les objectifs du dispositif consistent à :

- Fournir une vision globale de la contribution du secteur agricole et rural à la mise en œuvre du DSCRP 2 ;
- offrir aux décideurs les éléments de réorientation stratégique ;
- asseoir et argumenter la position nationale face aux Partenaires Techniques et Financiers (PTF);
- produire les bases concrètesfiables pour une analyse commune entre l'Etat, les Organisations Paysannes, la Société Civile, le Secteur Privé et les PTF;
- fournir les éléments de plaidoyer aux Ministères du secteur pour l'augmentation de leur budget ; et
- fournir des éléments de décision pour le déblocage de tranches variables dans la perspective d'un éventuel appui budgétaire sectoriel.

Le dispositif de suivi et d'évaluation opérationnel

Le système de suivi-évaluation des programmes et projets doit produire des informations cohérentes sur les réalisations effectuées. Le dispositif devra mettre en œuvre des actions de *suivi* et d'évaluation des performances des projets et programmes.

Il s'agira tout d'abord d'organiser le *suivi systématique de l'ensemble du portefeuille des Projets et Programmes (P/P) du secteur agricole et rural à travers une revue*afin de produire une analyse critique sur l'état d'exécution technique et financière du portefeuille à l'issue de chaque année écoulée. Plus précisément, il s'agit de (i) collecter toutes les informations nécessaires (liste exhaustive des P/P du secteur) afin d'actualiser la matrice de suivi des P/P, (ii) suivre l'exécution technique et financière des projets et programmes, (iii) de faire les recommandations adéquates aux Ministères et aux gestionnaires des projets et (iv) rédiger et valider le rapport sur l'état d'exécution des Projets/Programmes du secteur.

A la suite de cette activité de suivi qui permet d'établir la situation annuelle de l'ensemble des interventions, il s'agira de mettre en œuvre l'évaluation des performances des P/P en termes de pertinence (qualité de conception), d'efficience, d'efficacité, d'effets et de viabilité potentielle.

L'évaluation externe d'un portefeuille conséquent de projets n'est pas aisée ; outre le volume de travail que cela nécessite, la grande diversité des projets et des bailleurs induit également une grande diversité de définitions et de méthodologies d'évaluation. Il est donc nécessaire de valider et de mettre en œuvre un dispositif et une *méthodologie nationale* orientée vers les résultats, s'appliquant indistinctement à tous les P/P et à tous les PTF. Ce dispositif d'évaluation orienté vers les résultats doit produire régulièrement des rapports de qualité aux autorités de tutelle, aux différents partenaires ainsi qu'au Comité Technique (CT) et aux Comités Provinciaux de Pilotage (CPP).

Ces missions devront être remplies conjointement par les agents de l'Etat et les Représentants des Organisations Paysannes sous la coordination des Directions en charges du Suivi Evaluation des projets et programmes(DAPP et DEP).

La collecte systématique et l'étude des documents de projet (Conventions de financement, accords de prêt, rapports d'activités, rapports d'évaluation interne etc.) est l'étape préalable au lancement des missions de suivi évaluation. De très nombreux documents existent au sein des différentes structures mais ils ne sont pas toujours facilement et rapidement mobilisables. La *banque de donnée des Projets et Programmes devra être opérationnalisée* et alimentée de manière continue au fur et à mesure du cycle de gestion des différents projets.

Le dispositif de suivi évaluation stratégique

Le dispositif est basé sur le suivi statistique de l'ensemble des indicateurs sectoriels indiqués dans le PNIA et sur l'opérationnalisation d'un nœud SAKSS; le dispositif de suivi stratégique étant ponctué d'une revue sectorielle conjointe.

Le suivi est un processus continu de collecte et de traitement des renseignements qui permet de repérer des anomalies en cours d'exécution, d'apporter des corrections à la gestion de l'action et la réorientation technique nécessaire pour atteindre les objectifs des programmes. Le système de production de statistiques doit être renforcé pour améliorer la régularité, la fiabilité, la coordination intersectorielle en matière de collecte, de traitement et d'analyse de données, ainsi que le niveau de désagrégation des données. La réalisation d'enquêtes de base sera nécessaire ainsi que la diffusion d'information à tous les niveaux.

Les Systèmes Régionaux d'Analyse Stratégique et de Gestion des Connaissances (Re-SAKSS) visent à renforcer les capacités institutionnelles et techniques de chaque pays, si nécessaire, pour assurer qu'ils disposent un système d'information et de connaissances qui facilite le dialogue et la prise de décisions fondée sur des bases objectives. Il est prévu de créer *un relais national appelé SAKSS national (SAKSS-RDC)* qui est une composante technique du processus de dialogue et de revue inclusif visant à faciliter l'amélioration de la qualité de la formulation et de la mise en œuvre de politiques et stratégies dans le pays (figure 10). Le rôle de la SAKSS sera d'améliorer la qualité de la conception et de la mise en œuvre de politiques et stratégies dans le pays. Ses principales fonctions seront de:

- ➤ générer, compiler et disséminer les analyses et les données pertinentes pour le développement agricole et rural conformément aux objectifs du PNIA;
- ➤ effectuer des analyses de la stratégie d'investissement dans le secteur, notamment celles des différents sous-secteurs, communiquer les options d'investissement et politiques fondées sur ces analyses :
- > créer des produits de la connaissance pour la diffusion et la sensibilisation à travers une combinaison de canaux réels et virtuels;
- > favoriser les débats politiques intersectoriels sur les alternatives de développement agricole et rural;

- ➤ encourager le dialogue et l'échange de données et de connaissances entre les différentes parties prenantes aux niveaux national, régional et international;
- ➤ faciliter l'accès aux outils d'analyse et de visualisation en utilisant les technologies d'Information et de Communications (TIC); et
- renforcer les capacités locales pour mener des recherches et des analyses des politiques pertinentes et objectives à travers une variété de processus de formation à court et à long terme.

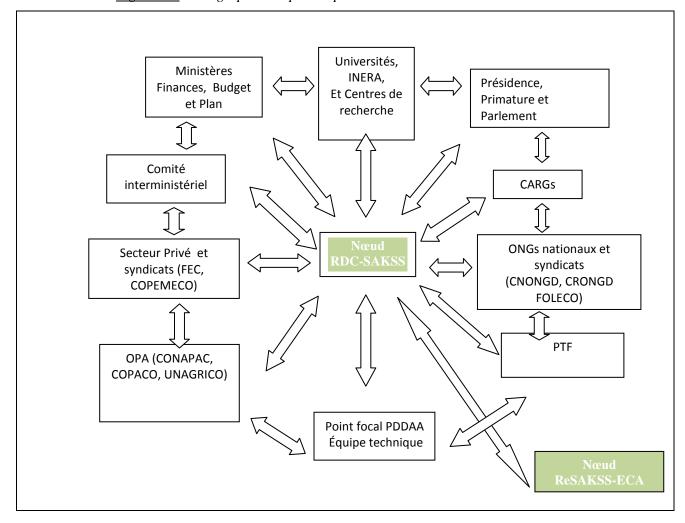


Figure 10: Cartographie des parties prenantes du nœud SAKSS de la RDC

La *revue sectorielle annuelle conjointe* est le lieu de rencontre de tous les intervenants du secteur agricole et rural où sont présentés tous lesproduits issus du dispositif global de suivi évaluation. Il s'agit de faire le point sur la situation du secteur au cours de l'année écoulée et d'en étudier les perspectives.

Atelier d'analyse de l'état général de performance du secteur, la revue sectorielle conjointe réuni les principaux groupes d'acteurs impliqués: (i) l'Etat (les différents Ministères concernés), (ii) les autorités provinciales, (iii) les Organisations Paysannes, la société civile et les opérateurs privés et (iv) les Partenaires Techniques et Financiers.

9.5. CADRE DE RESULTATS DU PNIA

Objectif global:

Stimuler une croissance annuelle soutenue du secteur agricole de plus de 6%, indispensable pour réduite la pauvreté, pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations congolaises et pour générer durablement des emplois et des revenus

Indicateurs	Cible 2020	Hypothèses	Sources de vérification
Taux annuel de croissance du PIB agricole	> 6 %	Contexte sociopolitique et économique stable	Etudes et enquêtes de référence
Taux de personnes souffrant de la faim	< 20 %	Soutien continu du Gouvernement dans la mise en œuvre du PNIA Respect des engagements de	Enquêtes d'évaluation d'impact (mi et fin parcours)
Taux d'amélioration des revenus des producteurs	> 100 %	Maputo (10% budget au secteur agricole et rural)	Rapport d'achèvement du PNIA
agricoles Nombre d'emplois crées	> 1 000 000 emplois	Bonne gouvernance assurée Adhésion de tous les partenaires (PTF, OPA, Privés, etc.)	Etudes et enquêtes du DSCRP II Statistiques nationales

Objectif spécifique 1:

Promouvoir les filières agricoles et développer l'agri business afin d'assurer durablement la sécurité alimentaire des populations et améliorer les revenus des paysans et des autres opérateurs du secteur

Indicateurs Cible 2020 Hypothèses Sources de vérification Taux annuel moyen De 4 à 6 % Volonté du Gouvernement Enquêtes auprès des d'accroissement de la par an producteurs Adhésion des investisseurs privés production des différentes Rapports du PNIA Adhésion de tous les partenaires filières acquise Rapports des statistiques agricoles Bon fonctionnement des services Nombre de Parcs techniques d'encadrement 15 parcs Agroindustriels Fonctionnels

Objectif spécifique 2: Améliorer la gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et constituer des réserves stratégiques				
Indicateurs	Cible 2020	Hypothèses	Sources de vérification	
Proportion de la population en situation d'insécurité alimentaire Taux de prévalence de la malnutrition infantile	<20 % < 20 % malnutrition chronique	Implication du Gouvernement Collaboration des autres Ministères et services étatiques acquise Forte implication des populations	Rapport/Etudes des projets Enquêtes du Ministères de la Santé Publique (PRONANUT) Statistiques agricoles	
	< 5 % malnutrition aigue			

Objectif spécifique 3 : Développer et diffuser les produits de la recherche auprès des utilisateurs et améliorer le niveau de compétence professionnelle des différents acteurs			
Indicateurs	Cible 2020	Hypothèses	Sources de vérification
Taux d'adoption des technologies appropriées	> 75 %	Volonté du Gouvernement Coordination des actions entres les Universités, les centres de recherche agronomique (étatique et privé) et le MINAGRIDER Motivation des chercheurs	Rapports/Etudes des projets Rapports INERA Statistiques agricoles

Objectif spécifique 4 : Améliorer la gouvernance agricole, promouvoir l'intégration de l'approche genre et renforcer les capacités humaines et institutionnelles				
Indicateurs	Cible 2020	Hypothèses	Sources de vérification	
Part du budget national alloué au secteur Volume des investissements privés dans le secteur	> 25 % des investissements publics	Volonté du Gouvernement Implication des PTF Intérêt des investisseurs privés	Rapports et enquêtes auprès des usagers du secteur	
Taux de participation de femmes dans les instances de décisions	> 30 %			

Objectif spécifique 5 : Réduire la vulnérabilité du secteur agricole aux changements climatiques					
Indicateurs Cible 2020 Hypothèses Sources de vérification					
Pourcentage des superficies agricoles cultivées sous gestion durable	> 50 %	Volonté du Gouvernement Implication des PTF Implication des OPA et du Secteur Privé	Rapports et études du MECNT Enquêtes auprès des OPA et populations riveraines		
Taux d'adoption des techniques d'adaptation aux changements climatiques	> 50 %				

ANNEXES

Annexe 1 : Cadre logique détaillé

Annexe 2 : Estimation de la rentabilité économique du PNIA

Annexe 3: Projection de la production agricole induite par le PNIA

Annexe 4: Evolution du budget du secteur de 2010 à 2013

Annexe 5: Chiffrage des coûts de mise en œuvre du PNIA 2013 – 2020

Annexe 6 : Répartition des rôles et responsabilités pour la coordination, la planification et la

mise en œuvre du PNIA

Annexe 1: Cadre logique détaillé du PNIA

		emplois et des revenus	
Indicateurs	Cible 2020	Hypothèses	Sources de vérification
Taux annuel de croissance du PIB agricole	> 6 %	Contexte sociopolitique et économique stabl Soutien continu du Gouvernement dans la mise en œuvre du PNIA	Etudes et enquêtes de référence Enquêtes d'évaluation d'impact (mi et fin parcours)
Taux de personnes souffrant de la faim	< 20 %	Respect des engagements de Maputo (10% budget au secteur agricole et rural)	Rapport d'achèvement du PNIA Etudes et enquêtes du DSCRP II
Taux d'amélioration des revenus des producteurs agricoles	> 100 %	Bonne gouvernance assurée Adhésion de tous les partenaires (PTF, OPA Privés, etc.)	Statistiques nationales
Nombre d'emplois crées	> 1 000 000 emplois		
		s agricoles et développer l'agri business a néliorer les revenus des paysans et des au	
Indicateurs	Cible 2020	Hypothèses	Sources de vérification
		V 1 // 1 C	Enquêtes auprès des producteurs
d'accroissement de la production des différentes	De 4 à 6 % par an	Volonté du Gouvernement; Adhésion des investisseurs privés Adhésion de tous les partenaires acquise Bon fonctionnement des services techniques	Rapports du PNIA; Rapports des statistiques agricoles
Taux annuel moyen d'accroissement de la production des différentes filières Nombre de Parcs Agroindustriels Fonctionnels	De 4 à 6 % par an	Adhésion des investisseurs privés Adhésion de tous les partenaires acquise	Rapports du PNIA; Rapports des statistiques agricoles
d'accroissement de la production des différentes filières Nombre de Parcs Agroindustriels Fonctionnels	15 parcs	Adhésion des investisseurs privés Adhésion de tous les partenaires acquise Bon fonctionnement des services techniques	Rapports du PNIA; Rapports des statistiques agricoles

 Quantité d'intrants pour les filières vivrières produits et distribués; Nombre de producteurs agricoles 	techniques d'encadre - Développement de m végétal performant - Bonne gouvernance assurée ; - Bonne implication des OPA et des opérateurs				
bénéficiaires Action 1.1.2 : Appui à la production, à l'ar	économiques privés	oution des intrants pour les filières des cultures pérennes de rente			
 Quantité d'intrants pour les filières des cultures pérennes de rente produits et distribués; Nombre de producteurs agricoles bénéficiaires 	 Bonne gouvernance assurée; Bonne implication des OPA et des opérateurs économiques privés 	 Rapports et enquêtes auprès des prestataires de service et des bénéficiaires; Statistiques agricoles 			
Action1.1.3 : Appui à la production, à l'a	approvisionnement et à la distri	ibution des intrants pour les filières de l'arboriculture fruitière			
 Quantité d'intrants pour les filières de l'arboriculture fruitière produits et distribués; Nombre de producteurs bénéficiaires 	 Bonne gouvernance assurée; Bonne implication des OPA et des opérateurs économiques privés 	 Rapports et enquêtes auprès des prestataires de service; Rapports d'enquête auprès des bénéficiaires Statistiques agricoles 			
Action1.1.4 : Appui à la productio	n, à l'approvisionnement et à la	distribution des intrants pour les filières du maraîchage			
 Quantité d'intrants pour les filières du maraîchage produits et distribués; Nombre de producteurs bénéficiaires 	 Bonne gouvernance assurée; Bonne implication des OPA et des opérateurs économiques privés 	 Rapports et enquêtes auprès des prestataires de service et des bénéficiaires; Statistiques agricoles 			
	Action1.1.5 : Promotion de la traction animale et de la motorisation				
 Nombre de tracteurs fonctionnels; Nombre de motoculteurs opérationnels; Nombre 'attelages produits; Nombre de noyaux de bœuf de trait installés Nombre d'opérateurs privés de 	 Bonne gouvernance assurée; Bonne implication des OPA et des opérateurs économiques privés; Bon fonctionnement des 	 Rapports et enquêtes auprès des bénéficiaires; Statistiques agricoles; Rapports des services d'encadrement technique étatique et privés; Rapports des concessionnaires. 			

maintenance installés Services techniques d'encadrement étatiques et privés		·	T				
Action 1.1.6 : Appui à la mobilisation et à la gestion durables des ressources en eau pour l'agriculture - Superficie hydro agricoles aménagées et réhabilitées ; - Nombre de barrages de retenu d'eau construits ; - Superficie de bas-fonds aménagés - Action 1.1.7 : Réduction des pertes post récolte ; - Nombre d'infrastructures de séchage construites et opérationnelles ; - Nombre d'infrastructures de séchage construites et opérationnelles ; - Nombre d'infrastructures de séchage construites et opérationnelles ; - Nombre d'infrastructures de séchage construites et opérationnelles ; - Nombre d'unités de transformation des céréales, des tubercules et des produits d'horticulture installées ; - Nombre d'personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation et l'unité de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre d'unité de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation des bénéficiaires ; - Implication des bénéficiaires ; - Bon fonctionnement des services d'encadrement et de vulgarisation ; - La genéral des produits d'horticulture de viugarisation ; - Respect des daiters de ransformation agroalimentaires (OPA et autres opérateurs); - Implication des bénéficiaires ; - Rapports/Etudes des projets ; - Statistiques agricoles - Statistiques a	maintenance installes						
- Superficie hydro agricoles aménagées et réhabilitées; - Nombre de barrages de retenu d'eau construits; - Superficie de bas-fonds aménagés - Superficie de bas-fonds aménagés - Action 1.1.7 : Réduction des pertes post récolte et mise en place des infrastructures de séchage construites et opérationnelles; - Nombre d'infrastructures de séchage construites et opérationnelles - Nombre d'infrastructures de stockage construites et opérationnelles - Nombre d'infrastructures de stockage construites et opérationnelles - Nombre d'unités de transformation des céréales, des tubercules et des produits d'horticulture installée; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Nombre d'unité de transformation agro-alimentaire installée; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation des charge dans la réalisation des benéficiaires (OPA et autres opérateurs); - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation des périteurs de vulgarisation; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation des périteurs de vulgarisation; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation des périteurs de vulgarisation; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation des périteurs de vulgarisation; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation des bénéficiaires (DPA et autres opérateurs); - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation des bénéficiaires (DPA et autres opérateurs); - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation des bénéficiaires (DPA et autres opérateurs); - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation des bénéficiaires (DPA et autres de vulgarisation); - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques							
- Superficie hydro agricoles aménagées et réhabilitées; - Nombre de barrages de retenu d'eau construits; - Superficie de bas-fonds aménagés - Implication des autres Ministères et services étatiques concernés - Taux des pertes post récolte; - Nombre d'infrastructures de séchage construites et opérationnelles; - Nombre d'infrastructures de séchage construites et opérationnelles; - Nombre d'infrastructures de stockage construites et opérationnelles - Nombre d'infrastructures de stockage construites et opérationnelles - Action 1.1.8: Promotion des systèmes de transformation des céréales, des tubercules et des produits d'horticulture installée; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation. - Nombre d'unité de transformation agroalimentaire installée; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation agroalimentaire installée; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation agroalimentaire installée; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation agroalimentaire installée; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation agroalimentaire installée; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation et de vulgarisation; - Implication des bénéficiaires; - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets; - Enquêtes; - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets; - Enquêtes; - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets; - Enquêtes; - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets; - Enquêtes; - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets; - S		1					
réhabilitées; Nombre de barrages de retenu d'eau construits; Superficie de bas-fonds aménagés Action 1.1.7: Réduction des pertes post récolte et mise en place des infrastructures de séchage et de stockage Taux des pertes post récolte; Nombre d'infrastructures de séchage construites et opérationnelles; Nombre d'infrastructures de stockage construites et opérationnelles Nombre d'unités de transformation des céréales, des tubercules et des produits d'horticulture installées; Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation. Action 1.1.9: Promotion de petites unités de transformation agroalimentaire installée; Nombre d'unité de transformation agroalimentaire installée; Nombre d'ennité de transformation agroalimentaire installée; Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation des bénéficiaires; Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation des bénéficiaires; Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation des bénéficiaires; Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation des bénéficiaires; Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation des bénéficiaires; Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation des bénéficiaires; Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation des bénéficiaires; Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation des bénéficiaires; Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation des bénéficiaires; Nombre de personnes (hommes et femmes) fo		Action 1.1.6 : Appui à la mobilisation et à la gestion durables des ressources en eau pour l'agriculture					
Nombre de barrages de retenu d'eau construits ; Superficie de bas-fonds aménagés Action 1.1.7 : Réduction des pertes post récolte et mise en place des infrastructures de séchage et de stockage Taux des pertes post récolte ; Nombre d'infrastructures de séchage construites et opérationnelles ; Nombre d'infrastructures de séchage construites et opérationnelles ; Nombre d'inités de transformation des céréales, des tubercules et des produits d'horticulture installée ; Nombre d'unités de transformation des céréales, des tubercules et des produits d'horticulture installée ; Nombre d'unité de transformation des transformation des transformation. Action 1.1.9 : Promotion de services d'encadrement et de vulgarisation ; Implication des bénéficiaires (OPA et autres opérateurs); Implication des pérateurs); Implication des pérateurs de transformation agro-alimentaire installée ; Nombre d'unité de transformation agro-alimentaire installée ; Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation Action 1.1.9 : Ouverture et réhabilitation, et entretien des pistes rurales et des voies de déserte agricole	- Superficie hydro agricoles aménagées et	- Existence d'une expertise	- Rapports /Etudes des projets ;				
construits; - Superficie de bas-fonds aménagés Action 1.1.7 : Réduction des pertes post récolte et mise en place des infrastructures de séchage et de stockage - Taux des pertes post récolte ; - Nombre d'infrastructures de séchage construites et opérationnelles ; - Nombre d'infrastructures de stockage construites et opérationnelles ; - Nombre d'infrastructures de stockage construites et opérationnelles ; - Nombre d'unités de transformation des céréales, des tubercules et des produits d'horticulture installées ; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Nombre d'unité de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre d'unité de transformation de bette unités de trans	réhabilitées ;	qualifiée dans le pays ;	- Enquêtes				
- Superficie de bas-fonds aménagés Action 1.1.7 : Réduction des pertes post récolte et mise en place des infrastructures de séchage et de stockage - Taux des pertes post récolte ; - Nombre d'infrastructures de séchage construites et opérationnelles - Implication des bénéficiaires; - Nombre d'infrastructures de stockage construites et opérationnelles - Action 1.1.8 : Promotion des systèmes de transformation des céréales, des tubercules et des produits d'horticulture installées ; - Nombre d'unités de transformation des céréales, des tubercules et des produits d'horticulture installées ; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre d'unité de transformation agroaliment et de vulgarisation ; - Implication des bénéficiaires ; - Rapports/Etudes des projets ; - Statistiques agricoles - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets ; - Statistiques agr	- Nombre de barrages de retenu d'eau	- Implication des autres					
Action 1.1.7 : Réduction des pertes post récolte et mise en place des infrastructures de séchage et de stockage - Taux des pertes post récolte ; - Nombre d'infrastructures de séchage construites et opérationnelles ; - Nombre d'infrastructures de stockage construites et opérationnelles ; - Nombre d'infrastructures de stockage construites et opérationnelles - Nombre d'infrastructures de stockage construites et opérationnelles - Action 1.1.8 : Promotion des systèmes de transformation des céréales, des tubercules et des produits d'horticulture installées ; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre d'unité de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre d'unité de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre d'unité de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation des bénéficiaires ; - Implication des bénéficiaires (DPA et autres opérateurs); - Implication des privés : - Bon fonctionnement des services de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre d'unité de transformation des bénéficiaires ; - Statist	construits;	Ministères et services					
Action 1.1.7 : Réduction des pertes post récolte et mise en place des infrastructures de séchage et de stockage - Taux des pertes post récolte ; - Nombre d'infrastructures de séchage construites et opérationnelles ; - Nombre d'infrastructures de stockage construites et opérationnelles ; - Nombre d'infrastructures de stockage construites et opérationnelles - Nombre d'infrastructures de stockage construites et opérationnelles - Action 1.1.8 : Promotion des systèmes de transformation des céréales, des tubercules et des produits d'horticulture installées ; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre d'unité de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre d'unité de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre d'unité de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation des bénéficiaires ; - Implication des bénéficiaires (DPA et autres opérateurs); - Implication des privés : - Bon fonctionnement des services de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre d'unité de transformation des bénéficiaires ; - Statist	- Superficie de bas-fonds aménagés	étatiques concernés					
- Taux des pertes post récolte ; - Nombre d'infrastructures de séchage construites et opérationnelles ; - Nombre d'infrastructures de stockage construites et opérationnelles ; - Nombre d'infrastructures de stockage construites et opérationnelles ; - Nombre d'infrastructures de stockage construites et opérationnelles ; - Respect des cahiers de charge dans la réalisation des ouvrages - Action 1.1.8 : Promotion des systèmes de transformation des céréales, des tubercules et des produits d'horticulture installées ; - Nombre d'es aux techniques de transformation. - Nombre d'unité de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre d'unité de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre d'unité de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre d'enuité de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation des bénéficiaires ; - Implication des bénéficiaires ; - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets ; - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets ; - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets ; - Statistiques agricoles - Statistiques agrico		s nertes nost récolte et mise en n	lace des infrastructures de séchage et de stockage				
- Taux des pertes post récoile ; - Nombre d'infrastructures de séchage construites et opérationnelles ; - Nombre d'infrastructures de stockage construites et opérationnelles : - Nombre d'infrastructures de stockage construites et opérationnelles : - Respect des cahiers de charge dans la réalisation des ouvrages : - Respect des cahiers de charge dans la réalisation des ouvrages : - Respect des cahiers de charge dans la réalisation des ouvrages : - Respect des cahiers de charge dans la réalisation des ouvrages : - Rapports/Etudes des projets ; - Statistiques agricoles : - Rapports/Etudes des produits d'horticulture : - Rapports/Etudes des projets ; - Enquêtes ; - Statistiques agricoles : - Rapports/Etudes des projets ; - Enquêtes ; - Statistiques agricoles : - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation des privés ; - Mombre d'unité de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre d'unité de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre d'unité de transformation agroalimentaire installée ; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation (as opérateurs) ; - Implication des bénéficiaires ; - Bon fonctionnement des services d'encadrement et de vulgarisation ; - Bon fonctionnement des services d'encadrement et de vulgarisation ; - Implication des opérateurs privés : - Statistiques agricoles : - Statis	Action 1.1.7 : Reduction de	_ = _ = _ =	nace des initusti actures de seenage et de stockage				
- Nombre d'infrastructures de séchage construites et opérationnelles ; - Nombre d'infrastructures de stockage construites et opérationnelles (Construites et des produits d'horticulture (Construites et des projets (Construites et des vulgarisation (Construites (Construites (Construites et des vulgarisation (Construites (Con	- Taux des pertes post récolte ;	· ·					
construites et opérationnelles ; Nombre d'infrastructures de stockage construites et opérationnelles Action 1.1.8 : Promotion des systèmes de transformation des céréales, des tubercules et des produits d'horticulture installées; Nombre d'unités de transformation des céréales, des tubercules et des produits d'horticulture installées; Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation. Action 1.1.9 : Promotion de petites unités de transformation agroalimentaire installée; Nombre d'unité de transformation agroalimentaire installée; Nombre d'unité de transformation agroalimentaire installée; Nombre d'unité de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation Action 1.1.9 : Promotion de petites unités de transformation agroalimentaire installée; Nombre d'unité de transformation agroalimentaire installée; Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation Action 1.1.10 : Ouverture et réhabilitation, et entretien des pistes rurales et des voies de déserte agricole			- Rapports/Etudes des projets ;				
- Nombre d'infrastructures de stockage construites et opérationnelles - Action 1.1.8 : Promotion des systèmes de transformation des céréales, des tubercules et des produits d'horticulture - Nombre d'unités de transformation des céréales, des tubercules et des produits d'horticulture installées ; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation. - Nombre d'unité de transformation des céréales, des tubercules et des produits d'horticulture - Rapports/Etudes des projets ; - Enquêtes ; - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets ; - Enquêtes ; - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets ; - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets ; - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets ; - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets; - Statistiques agricoles	construites et opérationnelles ;	,					
Action 1.1.8: Promotion des systèmes de transformation des céréales, des tubercules et des produits d'horticulture Nombre d'unités de transformation des céréales, des tubercules et des produits d'horticulture installées; Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation agro-alimentaire installée; Nombre d'unité de transformation agro-alimentaire installée; Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation Action 1.1.9: Promotion de petites unités de transformation agro-alimentaire installée; Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation Action 1.1.10: Ouverture et réhabilitation, et entretien des pistes rurales et des voies de déserte agricole			- Statistiques agricoles				
Action 1.1.8 : Promotion des systèmes de transformation des céréales, des tubercules et des produits d'horticulture Nombre d'unités de transformation des céréales, des tubercules et des produits d'horticulture installées ; Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation. - Nombre d'unité de transformation agro-alimentaires - Nombre d'unité de transformation agro-alimentaire installée ; Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Nombre d'unité de transformation agro-alimentaire installée ; Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Nombre d'unité de transformation agro-alimentaire installée ; Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Implication des opérateurs privés - Action 1.1.10 : Ouverture et réhabilitation, et entretien des pistes rurales et des voies de déserte agricole		C					
- Nombre d'unités de transformation des céréales, des tubercules et des produits d'horticulture installées; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation. - Nombre d'unité de transformation agroalimentaire installée; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation agroalimentaire installée; - Nombre d'unité de transformation agroalimentaire installée; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Mombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Mombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Mombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Mombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Mombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Mombre d'unité de transformation agroaliment des services d'encadrement et de vulgarisation; - Bon fonctionnement des bénéficiaires (- Bon fonctionnement des services d'encadrement et de vulgarisation; - Rapports/Etudes des projets; - Rapports/Etudes des projets; - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets; - Statistiques agricoles - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets; - Statistiques agricoles		des ouvrages					
- Nombre d'unité de transformation des céréales, des tubercules et des produits d'horticulture installées; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation. - Mombre d'unité de transformation agroalimentaire installée; - Nombre d'unité de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation agroalimentaire installée; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Nombre d'unité de transformation agroalimentaire installée; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Nombre d'unité de transformation agroalimentaire installée; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Implication des bénéficiaires; - Implication des opérateurs privés - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets; - Statistiques agricoles - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets; - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets; - Statistiques agricoles	Action 1.1.8: Promotion des s	ystèmes de transformation des c	éréales, des tubercules et des produits d'horticulture				
céréales, des tubercules et des produits d'horticulture installées; Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation. - Action 1.1.9: Promotion de petites unités de transformation agro-alimentaires - Nombre d'unité de transformation agro-alimentaire installée; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Implication des bénéficiaires; - Implication des bénéficiaires; - Implication des opérateurs privés - Enquetes; - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets; - Statistiques agricoles - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets; - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets; - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets; - Statistiques agricoles	Nambra d'unités de transformation des	- Bon fonctionnement des	- Rapports/Etudes des projets ;				
d'horticulture installées; Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation. - Mation 1.1.9: Promotion de petites unités de transformation agroalimentaires - Nombre d'unité de transformation agroalimentaire installée; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Action 1.1.10: Ouverture et réhabilitation, et entretien des pistes rurales et des voies de déserte agricole - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets; - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets; - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets; - Statistiques agricoles - Rapports/Etudes des projets; - Statistiques agricoles		services d'encadrement et	- Enquêtes;				
- Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation. - Action 1.1.9 : Promotion de petites unités de transformation agro-alimentaires - Nombre d'unité de transformation agro-alimentaire installée ; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Action 1.1.10 : Ouverture et réhabilitation, et entretien des pistes rurales et des voies de déserte agricole		de vulgarisation ;	- Statistiques agricoles				
femmes) formées aux techniques de transformation. Action 1.1.9 : Promotion de petites unités de transformation agro-alimentaires		- Implication des					
transformation. Action 1.1.9 : Promotion de petites unités de transformation agro-alimentaires - Nombre d'unité de transformation agro-alimentaire installée ; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Implication des privés - Implication des opérateurs privés - Action 1.1.10 : Ouverture et réhabilitation, et entretien des pistes rurales et des voies de déserte agricole							
Action 1.1.9 : Promotion de petites unités de transformation agro-alimentaires - Nombre d'unité de transformation agro-aliment des alimentaire installée ; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Implication des privés - Rapports/Etudes des projets; - Statistiques agricoles - Statistiques agricoles - Statistiques agricoles - Mombre d'unité de transformation agro-alimentaires - Statistiques agricoles - Mombre d'unité de transformation des volgarisation ; - Implication des pietes unités de transformation agro-alimentaires - Rapports/Etudes des projets; - Statistiques agricoles - Mombre d'unité de transformation agro-alimentaires - Statistiques agricoles - Statistiques agricoles - Statistiques agricoles		autres opérateurs);					
Action 1.1.9 : Promotion de petites unités de transformation agro-alimentaires - Nombre d'unité de transformation agro-aliment des services d'encadrement et alimentaire installée ; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Implication des opérateurs privés - Action 1.1.10 : Ouverture et réhabilitation, et entretien des pistes rurales et des voies de déserte agricole	transformation.	•					
- Nombre d'unité de transformation agro- alimentaire installée ; services d'encadrement et de vulgarisation ; - Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation	A 41 110						
- Nombre d'unité de transformation agro- alimentaire installée ; - Implication des femmes) formées aux techniques de transformation - Implication des opérateurs privés - Action 1.1.10 : Ouverture et réhabilitation, et entretien des pistes rurales et des voies de déserte agricole	Action 1.1.9						
alimentaire installée ; de vulgarisation ; Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation Action 1.1.10 : Ouverture et réhabilitation, et entretien des pistes rurales et des voies de déserte agricole							
- Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux techniques de transformation - Implication des bénéficiaires ; - Implication des opérateurs privés Action 1.1.10 : Ouverture et réhabilitation, et entretien des pistes rurales et des voies de déserte agricole			- Statistiques agricoles				
femmes) formées aux techniques de transformation - Implication des opérateurs privés Action 1.1.10 : Ouverture et réhabilitation, et entretien des pistes rurales et des voies de déserte agricole	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·						
transformation - Implication des opérateurs privés Action 1.1.10 : Ouverture et réhabilitation, et entretien des pistes rurales et des voies de déserte agricole							
Action 1.1.10 : Ouverture et réhabilitation, et entretien des pistes rurales et des voies de déserte agricole	l *	*					
Action 1.1.10 : Ouverture et réhabilitation, et entretien des pistes rurales et des voies de déserte agricole	transformation						
•		privés					
	Action 1.1.10 : Ouvertur	e et réhabilitation. et entretien d	les pistes rurales et des voies de déserte agricole				
Tomore de ixin de pioces raraies Tomic du Tapporte, Liades des projets,	- Nombre de Km de pistes rurales	- Volonté du	- Rapports/Etudes des projets ;				

	réhabilités ou aménagés ;	Gouvernement;	- Enquêtes ;				
-	Nombre de brigades d'entretien formées	- Implication des autres services étatiques concernés	- Enquetes; - Statistiques agricoles				
	Action 1.1.11 : Modernisation des équipements et infrastructures de mise en marché						
-	Nombre de marchés et d'infrastructures de commercialisation construits et réhabilités	 Volonté du Gouvernement; Implication des autres services étatiques concernés; Implication des bénéficiaires 	 Rapports/Etudes des projets; Enquêtes; Statistiques agricoles 				
	Résultats 1.2 : La pro	ductivité et la compétitivité des	filières animales est durablement améliorée				
-	Taux annuel de croissance du PIB du sous-secteur de la production animale; Taux de couverture des besoins en viande, œufs et lait par la production nationale	 Adhésion de tous les partenaires acquise (PTF, OPA, Privés, etc.); Bon fonctionnement des services techniques d'encadrement; 	 Enquêtes auprès des éleveurs ; Rapports du PNIA ; Rapports des statistiques agricoles 				
	Action 1.2.1 : Amélioration de la product	tivité des systèmes familiaux et c vétérinaires et d'	communautaires d'élevage par l'approvisionnement en intrants 'élevage				
-	Evolution des effectifs du cheptel (ovin, caprin, porcin et avicole)	 Bon fonctionnement des services techniques d'encadrement; Existence de géniteurs performants; Implication des éleveurs 	 Rapports/Etudes des projets, Enquêtes; Statistiques agricoles 				
	Action 1.2.2 : Promotion des fermes modernes d'élevage (bovin, ovin, caprin, porcin et avicole)						
-	Nombre de fermes modernes d'élevage (bovin, ovin, caprin, porcin et avicole) installées	 Bon fonctionnement des services techniques d'encadrement; Existence de géniteurs performants; Mise en place des mesures incitatives 	 Rapports/Etudes des projets, Enquêtes; Statistiques agricoles; Rapport de l'Agence National des Investissements 				

Action 1.2.3 : Diversification des productions et promotion des élevages non conventionnels					
- Nombre d'opérateurs d'élevage non conventionnels actifs	 Bon fonctionnement des services techniques d'encadrement; Existence de géniteurs performants; Mise en place des mesures incitatives 	- Rapports des projets, études et enquêtes ; - Statistiques agricoles ;			
Action 1	.2.4.: Appui à une couverture sa	anitaire adéquate des animaux			
- Taux de couverture vaccinale des animaux;	 Bon fonctionnement des services techniques d'encadrement; Forte implication des éleveurs 	 Rapports des projets, études et enquêtes ; Statistiques agricoles ; 			
Action 1.2.	5 : Réhabilitation et construction	on d'abattoirs et aires d'abattage			
 Nombre d'abattoirs construits et réhabilités; Nombre d'aire d'abattage construits 	 Implication des bénéficiaires; Respect des cahiers de charge dans la réalisation des ouvrages 	 Rapports des projets, études et enquêtes ; Statistiques agricoles ; 			
Action 1.2.6	: Transformation, conservation	et stockage des produits d'élevage			
 Nombre d'unités de transformation, de conservation et de stockage des produits d'élevage installées; Nombre de personnes formées en techniques de transformation, conservation et stockage des produits d'élevage 	 Implication des bénéficiaires; Maîtrise de nouvelles techniques de transformation Encadrement adéquat des bénéficiaires 	 Rapports/Etudes des projets; Rapports d'enquêtes auprès des bénéficiaires; Statistiques agricoles 			
Action 1.1.7 : Modernisation des équipements et infrastructures de mise en marché					
- Nombre de chambres froides construites et réhabilitées	 Implication des opérateurs économiques privés; Respect des cahiers de charge dans la réalisation 	Rapports des projets ;Rapports des statistiques agricoles.			

	des ouvrages					
Résultats 1.3 : La productivité et la compétitivité des filières halieutiques est durablement améliorée						
 Taux annuel de croissance du PIB du sous-secteur de la production halieutique; Taux de couverture des besoins en produits halieutiques par la production nationale 	 Adhésion de tous les partenaires acquise (PTF, OPA, Privés, etc.); Bon fonctionnement des services techniques d'encadrement; 	 Enquêtes auprès des pêcheurs; Rapports du PNIA; Rapports des statistiques agricoles 				
Action 1.3.1 : Promotion de la pêche ma	aritime et continentale (équipen frayères etc	nents de capture, sécurisation, études, protection des zones de c.)				
 Quantité d'intrants et équipements de pêche acquis et distribués; Nombre de débarcadères construits et réhabilités; 	 Bon fonctionnement des services techniques d'encadrement; Bonne gouvernance assurée 	 Rapports d'enquêtes auprès des pêcheurs; Rapport des statistiques agricoles 				
Action 1.3.2 : Promotion de	l'aquaculture et de la piscicultu	re (centres d'alevinage, étangs piscicoles, intrants)				
 Nombre de centres d'alevinage construits; Nombre d'étangs piscicoles construits; Quantité d'intrants et équipements de pêche acquis et distribués 	 Bon fonctionnement des services techniques d'encadrement; Bonne gouvernance assurée; Implication des pêcheurs; 	 Rapports/Etudes des projets ; Rapports des statistiques agricoles 				
Actio	on 1.3.3 : Surveillance et gestior	concertée des plans d'eau				
 Enquête cadre sur les plans d'eau; Dispositif de suivi-évaluation des ressources halieutiques et des plans d'eau opérationnel; Réglementation appropriée sur la pêche opérationnelle 	 Existence d'une bonne expertise technique dans la gestion des ressources halieutiques; Implication des autres Ministères et services étatiques concernés 	 Rapports/Etudes des projets; Rapports d'enquêtes; Statistiques agricoles; Rapports du MECNT 				
Action 1.3.4 : Modernisation des équipements et infrastructures de mise en marché						
 Acquisition des camions frigorifiques ; Construction et réhabilitation des chambres froides 	 Implication des opérateurs économiques privés ; Respect des cahiers de charge dans la réalisation 	Rapports/Etudes des projets;Rapports d'enquêtes;Statistiques agricoles				

	des ouvrages					
Résultats 1.4 : Les f	Résultats 1.4 : Les filières sont redynamisées par la création de Pôles d'Entreprises Agricoles					
- Nombre de pôles d'entreprises agricoles crées à travers le pays	 Mise en place des mesures incitatives (sécurisation foncière, octroi des crédits, réduction pression fiscale etc.); Bon fonctionnement des services d'encadrement étatique et privé 	 Rapports/Etudes des projets; Rapports d'enquêtes auprès des exploitants; Statistiques agricoles 				
Action1.4.1	: Création des Zones d'Aménag	gement Agricoles Planifiés (ZAAP)				
Superficies aménagées ;Nombres d'agriculteurs installés	 Encadrement technique adéquat des exploitants; Accès facilité à la terre et au crédit agricole 	 Rapports/Etudes des projets; Rapports d'enquêtes auprès des exploitants; Statistiques agricoles 				
Action 1	.4.2 : Appui à l'installation des	professionnels de l'agriculture				
- Nombre de professionnels de l'agriculture installés	 Encadrement technique adéquat des exploitants; Accès facilité à la terre et au crédit agricole 	 Rapports/Etudes des projets; Rapports d'enquêtes auprès des exploitants; Statistiques agricoles 				
Action	1.4.3 : Réhabilitation des planta	ations et fermes abandonnées				
 Nombre de plantations réhabilitées ; Nombre de fermes réhabilitées 	 Bonne gouvernance; Mise en place des mesures incitatives (sécurisation foncière, octroi des crédits, réduction pression fiscale etc.); Bon fonctionnement des services d'encadrement étatique et privé 	 Rapports/Etudes des projets; Rapports d'enquêtes auprès des exploitants; Statistiques agricoles 				
Action 1.4.4: Appui à l'	émergence des institutions finar	ncières spécialisées au niveau de la production				
 Nombre d'institutions de crédits agricole opérationnelles; Montant des financements accordés 	- Amélioration du climat des affaires ;	 Rapports/Etudes des projets; Rapports des Institutions financières 				

Résultats 1.5 : La qualité des produits agricoles est améliorée et reconnue				
Action 1.5.1 : Définition des textes	législatifs et réglementaires en c	cohérence avec les textes sous régionaux et internationaux		
- Textes de loi réglementaires élaborés et promulgués	 Bonne volonté politique ; Bon fonctionnement des cadres de concertation sectorielle 	Procès-verbaux des réunions ;Journal officiel		
A	Action 1.5 2 : Processus de labellisation et de certification			
- Quantité de produits certifiés conforme aux normes de qualités	- Bon fonctionnement des services d'inspection des normes et qualités des produits alimentaires	 Rapports des services de quarantaine du MINAGRIDER ; Rapport de l'OCC 		
Action 1.5.3 : Inspection des intrants et des produits agricoles				
 Nombre de laboratoires installés et opérationnels; Nombre d'agents d'inspection formés et assermentés 	 Bonne gouvernance; Collaboration avec les autres services étatiques acquise 	 Rapports des services de quarantaine du MINAGRIDER ; Rapport de l'OCC 		

Objectif spécifique 2:Améliorer la gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et constituer des réserves stratégiques				
Indicateurs	Cible 2020	Hypothèses	Sources de vérification	
Proportion de la population en situation d'insécurité alimentaire	< 20 %	Implication du Gouvernement ; Collaboration des autres Ministères	Rapport/Etudes des projets Enquêtes du Ministères de la Santé	
Taux de prévalence de la malnutrition infantile	< 20 % malnutrition chronique < 5 % malnutrition aigue	et services étatiques acquise Forte implication des populations	Publique (PRONANUT) Statistiques agricoles	
Résultats 2.1 : I	Résultats 2.1 : Le système d'informations et d'alerte précoce sur la sécurité alimentaire est opérationnel			
	Action 2.1.1 : Mise en place d'un système d'informations sur les marchés			
- Nombre de SIM installés et opéra	ationnels	 Implication du Gouvernement Adhésion des autres parties prenantes; Collaboration des autres 	Rapports/Etudes des projets ;Rapports PRONANUT ;Statistiques agricoles	

	Ministères et services étatiques		
	acquise;Forte implication des populations		
Action 2.1.2 · Misa an place d'un systè	ème d'alerte précoce sur la sécurité alin	mantaira	
 Système d'alerte précoce installé et opérationnel; Taux de couverture des besoins alimentaires des personnes vulnérables 	 Implication du Gouvernement Adhésion des autres parties prenantes; Collaboration des autres Ministères et services étatiques acquise; Forte implication des populations 	 Rapports/Etudes des projets ; Rapports PRONANUT ; Statistiques agricoles 	
Résultats 2.2 : Les taux de prévalence	de la malnutrition en milieu rural son	t réduits	
Action 2.2.1 : Renforcement du degré de prise de conscience des dans la pré	parties prenantes en milieu rural sur l servation de la santé	'importance d'une bonne nutrition	
 Nombre de personnes formées sur l'importance de la bonne nutrition; Nombre de formations dispensées en milieu rural; Nombre de réseaux des femmes et /ou confessionnels spécialisés en éducation nutritionnelle créés et opérationnels 	 Implication du Gouvernement Adhésion des autres parties prenantes; Collaboration des autres Ministères et services étatiques acquise; Forte implication des populations 	 Rapports/Etudes des projets; Rapports PRONANUT; Statistiques agricoles 	
Action 2.2.2 • Promotion des act	tions visant l'amélioration de la nutrition	on.	
 Quantité des semences biofortifiées produites; Quantité des produits transformés fortifiés; Nombre de séances d'éducation nutritionnelle; Pourcentage de la population qui consomme les aliments nutritifs 	 Collaboration des autres Ministères et services étatiques acquise; Adhésion des autres parties prenantes (PTF, OPA, Privés, etc.); Forte implication des populations 	 Rapports/Etudes des projets; Rapports PRONANUT; Statistiques agricoles 	
Résultats 2.3 : La vulnérabilité alimentaire est jugulée par l'organisation des réserves stratégiques			
Action 2.3.1 : Renforcement des systèmes nationaux de suivi et de gestion de la vulnérabilité			
- Système d'informations et de cartographie de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité (ICP et SICIAV) installé et	- Collaboration des autres Ministères et services étatiques	- Rapports/Etudes des projets ; - Rapports PRONANUT ;	

opérationnel ;	acquise; - Adhésion des autres parties prenantes (PTF, OPA, Privés, etc.); - Forte implication des populations	- Statistiques agricoles	
Action 2.3.2 : Appui à la mise en	adéquation de l'aide alimentaire d'urge	ence	
- Capacité d'intervention en cas de catastrophe	 Collaboration des autres Ministères et services étatiques acquise; Adhésion des autres parties prenantes (PTF, OPA, Privés, etc.); Forte implication des populations 	 Rapports/Etudes des projets; Rapports PRONANUT; Statistiques agricoles; Rapports du Ministères en charge des Affaires Sociales et Affaires Humanitaires 	
Action 2.3.3 : Organisation des réserves stratégiques			
Nombre de silos construits ;Quantité de produits alimentaires stockés	Volonté du Gouvernement ;Bon fonctionnement des services techniques étatiques	Rapports/Etudes des projets ;Statistiques agricoles	

Objectif spécifique 3 : Développer et diffuser les produits de la recherche auprès des utilisateurs et améliorer le niveau de compétence professionnelle des différents acteurs			
Indicateurs	Cible 2020	Hypothèses	Sources de vérification
Taux d'adoption des technologies	> 75 %	Volonté du Gouvernement	Rapports/Etudes des projets
appropriées		Coordination des actions entres les	Rapports INERA
		Universités, les centres de	Statistiques agricoles
		recherche agronomique (étatique et privé) et le MINAGRIDER	
		Motivation des chercheurs	
Résultats 3.1 : Les structures de recherche et de développement des innovations technologiques sont renforcées			
Action 3.1.1 : Renforcement des structures de recherche			
- Nombre de structures de recherches renforcées - Volonté du Gouvernement - Rapports/Etudes des projets ;			

	- Implication des PTF, OPA et des Privés ;	- Rapports/Etudes INERA	
Action 3.1.2 : G	estion des connaissances		
 SIG installés et opérationnels ; Cartographie des zones de production agricole disponible 	 Existence d'une bonne expertise dans le pays; Implication des autres services étatiques; Implication des PTF 	- Rapports/Etudes des projets	
Action 3.1.3 : Développement de nouveaux matériel	ls génétiques des espèces végétales, anir	males et halieutiques	
- Nombre de matériels améliorés développés et diffusés	 Coordination des actions entres les Universités, les centres de recherche agronomique (étatique et privé) et le MINAGRIDER; Motivation des chercheurs 	 Rapports/Etudes des projets; Rapports/Etudes INERA; Publications universitaires et autres centres de recherche 	
Action 3.1.4 : Développement des techn	ologies de gestion intégrée de la fertilit	é des sols	
- Nombre de technologies de gestion de la fertilité des sols mises au point et diffusées	 Existence d'une bonne expertise dans le pays; Coordination des actions entres les Universités, les centres de recherche agronomique (étatique et privé) et le MINAGRIDER; Motivation des chercheurs 	 Rapports/Etudes des projets; Rapports/Etudes INERA; Publications universitaires et autres centres de recherche 	
Action 3.1.5 : Développement des technologies	intégrées de protection phytosanitaire	et zoo sanitaire	
- Nombre de technologies mises au point et diffusées	 Coordination des actions entres les Universités, les centres de recherche agronomique (étatique et privé) et le MINAGRIDER; Motivation des chercheurs 	 Rapports/Etudes des projets; Rapports/Etudes INERA; Publications universitaires et autres centres de recherche 	
Action 3.1.6 : Développement des technologies de transformation des produits agricoles, carnés et halieutiques			
- Nombre de technologies de transformation mises au point et diffusées	 Existence d'une bonne expertise dans le pays; Coordination des actions entres les Universités, les centres de recherche agronomique (étatique 	 Rapports/Etudes des projets; Rapports/Etudes INERA; Publications universitaires et autres centres de recherche 	

	et privé) et le MINAGRIDER ; - Motivation des chercheurs		
Résultats 3.2 : Les structures d'appui -conseil et de vulgarisation s	ont opérationnelles		
Action 3.2.1 : Renforcement des structures publiq	ues et des organisations de la société ci	ivile d'appui-conseil	
 Nombre d'organisation et de structures publiques renforcées ; Nombre de personnes formées 	Volonté du Gouvernement ;Implication des PTF ;	- Rapports/Etudes des services en charge de la vulgarisation du MINAGRIDER	
Action 3.2.2 : Diffusion et vulga	risation des innovations technologique	s	
- Nombre d'innovations technologiques mises au point et diffusées	 Coordination des actions entres les Universités, les centres de recherche agronomique (étatique et privé) et le MINAGRIDER; Motivation des chercheurs 	 Rapports/Etudes des projets; Rapports/Etudes des services en charge de la vulgarisation du MINAGRIDER 	
Résultats 3.3 : les institutions d'enseignement agricole sont appuyé	ées		
Action 3.3.1 : Renforcement des insti	tutions de l'enseignement secondaire a	gricole	
- Nombre d'écoles secondaire agricole renforcées	 Volonté du Gouvernement ; Coordination entre les différents Ministères concernés 	- Rapports/Etudes des Ministères et services concernés (MINAGRIDER, EPSP, etc.).	
Action 3.3.2 : Renforcement des instituts supérieurs agricoles et de développement rural			
- Nombre d'instituts supérieurs agricoles et de développement rural renforcés	 Volonté du Gouvernement ; Coordination entre les différents Ministères concernés 	- Rapports/Etudes des Ministères et services concernés (MINAGRIDER, ESURS, etc.).	
Action 3.3.3 : Renforcement des institutions universitaires agricoles et vétérinaires			
- Nombre 'institutions universitaires agricole et vétérinaires renforcées	 Volonté du Gouvernement ; Coordination entre les différents Ministères concernés 	- Rapports/Etudes des Ministères et services concernés (MINAGRIDER, ESURS, etc.).	

Objectif spécifique 4 : Amé		e, promouvoir l'intégration de l'appiines et institutionnelles	proche genre et renforcer les
Indicateurs	Cible 2020	Hypothèses	Sources de vérification
Part du budget national alloué au secteur	10 %	Volonté du Gouvernement Implication des PTF Intérêt des investisseurs privés	Rapports et enquêtes auprès des usagers du secteur
Volume des investissements privés dans le secteur	> 25 % des investissements publics		
Taux de participation de femmes dans les instances de décisions	> 30 %		
Résultats 4.1 : Le sec	teur agricole est plus attractif gr	râce à l'amélioration de l'environneme	nt politique et législatif
	Action 4.1.1 : Amél	lioration du cadre politique	
Texte de loi adopté;Sécurisation foncière des exploita	ants agricoles effective	 Volonté du Gouvernement; Bon fonctionnement des cadres de concertation des acteurs du secteur; Implication des autres Ministères concernés 	 Procès-verbaux des réunions du GT9; Textes de loi publiés dans le journal officiel
	Action 4.1.2 : Amélioration	du cadre réglementaire et juridique	
- Niveau d'application des lois et a		 Volonté du Gouvernement ; Bon fonctionnement des cadres de concertation des acteurs du secteur ; 	 Procès-verbaux des réunions du GT9; Rapports des services internes du MNAGRIDER
Résultats 4.2 : Les capacités humaines et matérielles du MINAGRIDER sont améliorées pour lui permettre d'assurer l'ensemble de ses missions			
Action 4.2.1 : Amél	ioration du cadre organisationn	el du Ministère de l'Agriculture et de I	Développement Rural
 Nombre de réformes entreprises a niveau de leur exécution; Degré d'efficacité et d'efficience 	au sein du MINAGRIDER et	 Volonté du Gouvernement ; Bon fonctionnement des cadres de concertation des acteurs du secteur 	 Procès-verbaux des réunions du GT9; Rapports des services internes du MNAGRIDER

Action 4.2.2 : Construction, réhabilitation et équipement des institutions publiques agricoles au plan national et provincial au niveau décentralisé et déconcentré			
 Nombre de bâtiments construits et réhabilités ; Taux d'équipements des services centraux et déconcentrés du MINAGRIDER 	Volonté du Gouvernement ;Implication des PTF	Rapports/Etudes des projets ;Rapports des DSG du MINAGRIDER	
Action 4.2.3 : Renforcement des capacités technique du	Ministère de l'Agriculture et du Dévelo	oppement Rural au niveau	
 Nombre de cadre et agents du MIAGRIDER formés ; Nombre de formations dispensées 	Volonté du Gouvernement ;Implication des PTF	Rapports/Etudes des projets ;Rapports des DSG du MINAGRIDER	
Résultats 4.3 : Les capacités des Organisations Pays	sannes, de la société civile et du secteur	privé sont renforcées	
Action 4.3.1 Appui à la structuration des producteurs à la ba paysannes (OP) au niveau local,	se et renforcement des capacités organ provincial et national et des PME/PMI		
 Nombre d'Organisation Paysanne créée; Nombre d'organisations paysannes renforcées 	 Implication des Organisations paysannes; Volonté du Gouvernement; Implication des PTF 	Rapports/Etudes des Projets ;Rapports du SNV, CARG et SNCOOP	
Action 4.3.2 Amélioration du cadre instituti	onnel et organisationnel des organisati	ons paysannes	
- Textes réglementaires appropriés adoptés	 Implication des Organisations paysannes; Volonté du Gouvernement; Implication des PTF 	Rapports/Etudes des Projets ;Rapports du SNV, CARG et SNCOOP	
Action 4.3.3 : Renforcement des capacités techniques des pro-	ducteurs agricoles (agriculteurs, éleveu	ırs, pêcheurs, pisciculteurs etc.)	
- Nombre de producteurs formés aux techniques de production;	 Implication des Organisations paysannes; Volonté du Gouvernement; Implication des PTF; Implication des centres nationaux de formation 	 Rapports/Etudes des Projets; Rapports du SNV, CARG et SNCOOP; Rapports des centres nationaux de formation 	
Action 4.3.4 : Renforcement des capacités de conservation et de la transformation des produits agricoles			
 Nombre de formations dispensées aux producteurs agricoles ; Nombre de producteurs formés aux techniques de conservation et de transformation 	Idem	Idem	

- Nombre de producteurs formés aux techniques de gestion et de commercialisation des produits agricoles	 cités commerciales des producteurs ag Implication des Organisations paysannes; Volonté du Gouvernement; Implication des PTF; Implication des centres nationaux de formation 	- Rapports/Etudes des Projets ; - Rapports du SNV, CARG et SNCOOP ; - Rapports des centres nationaux de formation		
Résultats 4.4 : Les structures de contrôle, de suivi et	t de coordination du secteur agricole et	rural sont renforcées		
Action 4.4.1 : Renforcement des capacités des - Structures d'analyse, de suivi/évaluation et de coordination du MINAGRIDER renforcées ; - CDMT du MINAGRIDER opérationnel ;	 s structures chargées de la programma Volonté du Gouvernement ; Implication des PTF ; 	- Rapport des revues sectorielles ; - Rapports CDMT		
- Documents de politiques sectorielles élaborés et mis en œuvre. Action 4.4.2 : Renforcement des capacités de	os structuros do contrôlo et d'inspectio	n des services		
- Dispositifs du contrôle interne des services du MINAGIDER renforcé	- Volonté du Gouvernement ;	- Rapports internes des services d'inspection du MINAGRIDER		
Action 4.4.3 : Mise en place et appui au fonctionnement d'un sys	stème d'analyse stratégique, de revue et eur agricole	t gestion des connaissances dans le		
 SAKSS installé et opérationnel; Outils performants d'analyses et de suivi des programmes du secteur disponibles et opérationnels 	 Volonté du Gouvernement; Implication des PTF; Bon fonctionnement des cadres de concertation au sein du secteur; Implications des universités et centres de recherche 	Rapports du Re-SAKSS;Rapport PNIA;Rapports/Etudes des projets		
Action 4.4.4 : Mise en place d'un mécanisme permanent de collecte, de traitement et de diffusion des statistiques agricoles				
- Systèmes nationaux des statistiques agricoles renforcés	Volonté du Gouvernement ;Implication des PTF ;Implication des OPA et des privés	- Rapports/Etudes des projets ;		
Résultats 4.5 : Les femmes rurales sont autonomisées et participent pleinement au développement du secteur agricole				
Action 4.4.1: Renforcement de la participation citoyenne des femmes rurales				
- Niveau d'implication des femmes rurales dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement agricole	Volonté du Gouvernement ;Implication des PTF ;	- Rapports et enquêtes du Ministère en charge du Genre ;		

	- Implication des OPA et des privés	Rapport des associations féminines ;Rapport/Etudes des projets
Action 4.4.2 : Renforcement des capacit	és économiques des organisations des f	emmes rurales
- Nombre d'organisations de femmes rurales appuyées financièrement	Volonté du Gouvernement ;Implication des PTF ;Implication des OPA et des privés	 Rapports et enquêtes du Ministère en charge du Genre; Rapport des associations féminines; Rapport/Etudes des projets

Objectif spécifique 5 : Réduire la vulnérabilité du secteur agricole aux changements climatiques			
Indicateurs	Cible 2020	Hypothèses	Sources de vérification
Pourcentage des superficies agricoles cultivées sous gestion durable	> 50 %	Volonté du Gouvernement Implication des PTF Implication des OPA et du Secteur Privé	Rapports et études du MECNT Enquêtes auprès des OPA et populations riveraines
Taux d'adoption des techniques d'adaptation aux changements climatiques	> 50 %		
Résul	tats 5.1 : La résilience du secteu	ur agricole aux changements climatiques	est améliorée
Action 5.1.1 : Promotion de la Gestion intégrée de la fertilité des sols (GIFS)			
- Superficie des terres protégées contre la dégradation rapide - Volo - Coor Mini - Impli prena		 Volonté du Gouvernement; Coordination entre les différentes Ministères concernés; Implication des autres parties prenantes Forte implication des populations 	 Rapports/Etudes MECNT; Rapports/Etudes des projets; Rapports du MINAGRIDER (DPPV)
Action 5.1.2 : Appui à la mise en place de systèmes agro forestiers plus résilients			
- Superficie des sites agro forestie	rs aménagés	 Volonté du Gouvernement; Coordination entre les différentes Ministères concernés; Implication des autres parties 	Rapports/Etudes MECNT;Rapports/Etudes des projets;Rapports du MINAGRIDER (DPPV)

	prenantes (PTF, OPA, Privés)							
	- Forte implication des populations							
	- Forte implication des populations							
Action 5.1.3 : Aménagements des bassins versants et mise en place des mesures anti érosives								
- Superficie des surfaces aménagées et protégées contre les érosions	 Volonté du Gouvernement; Coordination entre les différentes Ministères concernés; Implication des autres parties prenantes (PTF, OPA, Privés) Forte implication des populations 	 Rapports/Etudes MECNT; Rapports/Etudes des projets; Rapports du MINAGRIDER (DPPV et Génie rural) 						
Action 5.1.4 : Mesures d'	accompagnement du processus REDD							
 Taux de reforestation; Nombre de personnes formées dans les techniques de gestion durable des forêts 	 Volonté du Gouvernement; Coordination entre les différentes Ministères concernés; Implication des autres parties prenantes (PTF, OPA, Privés) Forte implication des populations 	- Rapports/Etudes MECNT; - Rapports/Etudes des projets;						
Résultats 5.1 : Les producteurs agricoles son	t mieux informés et prévenus des risqu	nes climatiques						
Action 5.2.1 : Renforcen	nent des centres agro météorologiques							
 Nombre de centre agro météorologiques construits, réhabilités et équipés; Nombre d'agents formés et recyclés 	 Volonté du Gouvernement; Coordination entre les différentes Ministères concernés; Implication des autres parties prenantes (PTF, OPA, Privés) 	Rapports/EtudesMINAGRIDER;Rapports/Etudes des projets;						
Action 5.2.1 : Mise en place des mécanisme	s de surveillance et de prévention des ri	isques climatiques						
- Système de prévention des risques climatique installé et opérationnel	 Coordination entre les différentes Ministères concernés; Implication des autres parties prenantes (PTF, OPA, Privés) 	Rapports/EtudesMINAGRIDER;Rapports/Etudes des projets;						

Annexe 2. Rentabilité économique du PNIA

Annexe 2.1. Estimation des recettes et revenus bruts additionnels (en millions USD)

		Prix DUS/kg	Recettes add	ditionnelles p	projetées en 1	nillions USI)					
Spéculations			2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2026	2031
•	Manioc	0,085	163,3	207,2	252,4	314,1	378,3	445,1	514,5	586,6	1 047,2	1 620,4
T-11	Igname	0,18	1,4	1,8	2,1	2,8	3,5	4,2	5,0	5,8	11,7	19,3
Tubercules	Patate douce	0,22	5,7	7,2	8,9	12,3	15,8	19,7	23,8	28,2	54,8	91,3
	s/total		170,4	216,2	263,4	329,2	397,7	469,0	543,2	620,5	1 113,7	1 731,0
	Maïs	0,34	50,0	63,4	77,3	105,6	135,6	167,4	201,1	236,9	470,1	789,4
C/-/-1	Riz paddy	0,4	16,1	20,4	24,9	34,0	43,7	54,0	64,8	76,4	151,6	254,6
Céréales	Sorgho/mil	0,33	- 0,3	- 0,4	- 0,5	- 0,0	0,5	1,0	1,6	2,2	6,4	12,8
	S/total		65,8	83,5	101,7	139,6	179,8	222,4	267,5	315,4	628,1	1 056,8
	Haricot/niébé	1,2	22,0	28,2	34,6	43,9	53,6	63,9	74,8	86,2	162,5	262,6
Légumineuse et	Arachide	0.8	29,2	37,0	45,0	60.1	75,8	92.3	109,6	127.7	244,1	393,3
autres produits	Courge	0,12	0,5	0,7	0,8	1,0	1,3	1,5	1,8	2,1	3,8	6,1
maraîchers	Pomme de terre	0,5	6,2	7,9	9,6	12,9	16,4	20,1	24,0	28,2	53,3	87,3
	s/total	0,0	57,9	73,7	90.0	117,8	147,1	177,9	210,2	244,1	463,7	749,4
	café	0,2	1,5	1,8	2,2	2,9	3,6	4,3	5,0	5,8	10,4	16,2
	cacao	0,22	0,2	0,2	0,3	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	1,5	2,4
Produits de rente	Coton	0,33	0,5	0,6	0,7	0,8	1,0	1,1	1,2	1,3	2,1	2,8
	s/total		2,1	2,6	3,2	4,1	5,0	6,0	7,0	8,0	14,0	21,5
	Bananes plantain	0,8	59,9	75,8	92,1	113,4	135,5	158,3	181,9	206,3	376,0	588,8
	Banane douce	0,6	19,0	24,1	29,3	37,9	46,9	56,2	65,9	76,0	140,9	221,9
	Agrumes	0,22	5,1	6,5	7,9	10,2	12,5	15,0	17,6	20,3	35,8	55,3
Fruits	mangues	0,11	3,0	3,8	4,7	6,0	7,3	8,8	10,3	11,9	21,4	33,5
Fruits	Ananas	0,27	7,2	9,2	11,3	15,1	19,1	23,4	27,9	32,7	61,7	100,7
	Papayes	0,09	1,9	2,5	3,0	3,8	4,7	5,5	6,5	7,4	14,7	24,1
	fruits de palmes	0,27	17,8	22,6	27,6	38,7	50,5	62,7	75,6	89,1	192,3	327,9
	S/total		114,0	144,5	175,8	225,1	276,4	329,9	385,7	443,8	842,8	1 352,2
Total Production vég	étale											
	Bovin	2,8	5,4	6,8	8,2	10,3	12,5	14,7	17,1	19,5	36,3	57,9
	Ovin	3,2	1,1	1,4	1,7	2,3	2,8	3,4	4,0	4,7	8,5	13,3
	Caprins	3,5	6,9	8,8	10,7	14,5	18,5	22,7	27,1	31,7	58,6	92,8
	Porcins	3	10,2	13,0	15,8	21,2	27,0	33,1	39,6	46,4	86,9	140,5
	Volaille	2,7	4,1	5,1	6,2	8,1	10,1	12,2	14,4	16,7	29,8	46,1
Production animale	Total viandes		27,7	35,1	42,6	56,4	71,0	86,2	102,3	119,1	220,1	350,6
Poisson		2	72,0	91,1	110,6	139,1	168,7	199,5	231,5	264,9	453,0	683,3
Total Recettes			510,0	646,7	787,3	1 011,3	1 245,7	1 490,9	1 747,4	2 015,8	3 735,3	5 944,7
Coût des intrants			61,2	77,6	94,5	121,4	149,5	178,9	209,7	241,9	448,2	713,4
Revenu brut			448,8	569,1	692,8	890,0	1 096,2	1 312,0	1 537,7	1 773,9	3 287,1	5 231,4

Annexe 2.2 : Cash-flow économique en millions USD

Années	Coût du PNIA	Frais récurrents d'entretien de réalisations supportées par les bénéficiaires (7% du coût d'invest)	Total Coût	Revenu additionnel	cash flow	Sensibilité 15% de diminution de revenus	Sensibilité 15% de diminution de revenus et 10% d'augmentation des coûts
2013	273,7	19,16	292,87	-	- 292,9	- 292,870	- 322,157
2014	547,4	57,48	604,90	448,78	- 156,1	- 223,439	- 283,929
2015	711,6	107,29	818,94	569,06	- 249,9	- 335,238	- 417,132
2016	875,9	168,61	1 044,48	692,78	- 351,7	- 455,611	- 560,059
2017	930,6	233,75	1 164,36	889,96	- 274,4	- 407,900	- 524,336
2018	1 040,1	306,6	1346,7	1 096,20	- 250,4	- 414,880	- 549,546
2019	821,1	364,0	1185,2	1 311,97	126,8	- 69,992	- 188,509
2020	273,7	383,2	656,9	1 537,71	880,8	650,150	584,459
2021		383,2	383,2	1 773,92	1 390,7	1 124,635	1 086,316
2022		383,2	383,2	1 773,92	1 390,7	1 124,635	1 086,316
2023		383,2	383,2	1 773,92	1 390,7	1 124,635	1 086,316
2024		383,2	383,2	1 773,92	1 390,7	1 124,635	1 086,316
2025		383,2	383,2	1 773,92	1 390,7	1 124,635	1 086,316
2026		383,2	383,2	3 287,09	2 903,9	2 410,832	2 372,513
2027		383,2	383,2	3 287,09	2 903,9	2 410,832	2 372,513
2028		383,2	383,2	3 287,09	2 903,9	2 410,832	2 372,513
2029		383,2	383,2	3 287,09	2 903,9	2 410,832	2 372,513
2030		383,2	383,2	3 287,09	2 903,9	2 410,832	2 372,513
2031		383,2	383,2	5 231,36	4 848,2	4 063,457	4 025,138
TRIE					32,6%	25,5%	22,1%

Annexe 3. Projection de la production agricole induite par le PNIA

Annexe 3.1: Evolution tendancielle de la production agricole en situation de référence (en 1000 tonnes)

Spéc	ulations	Product moyenne 2000-	Product moyenne 2008-	Accroissement annuel tendanciel (%)	Production projetée en 1000 tonnes									
	T	2002	2010			I		I	I			1	I	
					2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2025	2030
	Manioc	15 103	15 034	- 0,06	15 000	14 991	14 982	14 974	14 965	14 957	14 948	14 940	14 897	14 854
Tubercules	Igname	86	89	0,43	91	91	91	92	92	93	93	93	95	97
	Patate douce	224	243	1,02	253	256	258	261	264	266	269	272	286	301
	s/total	15 413	15 366	- 0,04	15 343	15 337	15 331	15 325	15 319	15 313	15 307	15 302	15 272	15 243
	Maïs	1 160,0	1 156	- 0,04	1 154	1 154	1 153	1 153	1 152	1 152	1 151	1 151	1 148	1 146
Céréales	Riz paddy	318	317	- 0,04	317	316	316	316	316	316	316	316	315	314
	Sorgho/mil	45	63	4,30	75	78	81	85	88	92	96	100	123	152
	S/total	1 523	1 536	0,11	1 545	1 548	1 550	1 553	1 556	1 559	1 563	1 566	1 587	1 612
	Haricot/niébé	161	175	1,05	182	184	186	188	190	192	194	196	207	218
Légumineuse	Arachide	367	371	0,14	373	374	374	375	375	376	376	377	379	382
et autres produits	Courge	29,3	31,3	0,83	32	33	33	33	33	34	34	34	36	37
maraîchers	Pomme de terre	91	94	0,41	96	96	96	97	97	97	98	98	100	102
	s/total	648	671	0,44	683	686	690	693	696	699	702	705	722	739
	café	45,2	37,4	- 2,34	34	33	32	32	31	30	30	29	26	23
Produits de	cacao	6	5,5	- 1,08	5	5	5	5	5	5	5	5	5	4
rente	Coton	7,9	4,5	- 6,79	3	3	3	3	3	2	2	2	1	1
	s/total	59,1	47,4	- 2,72	43	42	41	40	39	38	37	36	32	28
	Bananes plantin	518	490	- 0,69	477	473	470	467	464	460	457	454	438	423
	Banane douce	313	315	0,08	316	316	317	317	317	317	318	318	319	320
	Agrumes	195,1	198,3	0,20	200	200	201	201	202	202	202	203	205	207
Fruits	mangues	201,4	208,4	0,43	212	213	214	215	216	217	217	218	223	228
Fruits	Ananas	193,6	198,4	0,31	201	201	202	203	203	204	205	205	208	212
	Papayes	209,7	221,8	0,70	228	230	231	233	235	236	238	240	248	257
	fuits de palmes	1067,5	1149,9	0,93	1 193	1 205	1 216	1 227	1 239	1 250	1 262	1 274	1 334	1 398
	S/total	2 698	2 782	0,38	2 827	2 839	2 850	2 862	2 874	2 887	2 899	2 911	2 976	3 045
Total Prod	uction végétale	20342	20403	0,04	20 433	20 441	20 448	20 456	20 463	20 471	20 479	20 486	20 525	20 563
Elavage	Bovin	13	12,2	- 0,79	12	12	12	12	11	11	11	11	11	10
	Ovin	2,8	2,8	-	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
	Caprins	18,7	18,6	- 0,07	19	19	19	19	19	18	18	18	18	18
	Porcins	24,9	24,1	- 0,41	24	24	24	23	23	23	23	23	23	22
	Volaille	11,6	10,8	- 0,89	10	10	10	10	10	10	10	10	9	9
	Total viandes	71	68,5	- 0,45	67	67	67	66	66	66	65	65	64	62
P. halieutique	Poisson	250	237	- 0,67	231	229	228	226	225	223	222	220	213	206

Annexe 3.2: Evolution de la Production agricole avec le PNIA (en 1000 tonnes)

Désig	nation	Accroissement	Accroissement	Accroissement				Produc	ction proje	tée en 100	0 tonnes			
Desig		annuel 2013- 2015 (%)	annuel 2016- 2020	annuel après 2020 (%)				11000	aion proje	see on 100	o tomics			
					2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2025	2030
	Manioc	3,0	4,0	4,50	16 921	17 429	17 951	18 669	19 416	20 193	21 001	21 841	27 217	33 918
Tubercules	Igname	2,5	4,0	5,00	98,2	100,7	103,2	107,3	111,6	116,1	120,7	125,6	160,3	204,5
Tubercules	Patate douce	3,5	6,0	6,00	278,8	288,6	298,7	316,6	335,6	355,8	377,1	399,7	534,9	715,9
	s/total				17 298	17 818	18 353	19 093	19 863	20 665	21 498	22 366	27 913	34 838
	Maïs	3,0	6,0	6,50	1 301	1 340	1 380	1 463	1 551	1 644	1 743	1 847	2 531	3 467
Céréales	Riz paddy	3,0	6,0	6,50	356,8	367,5	378,5	401,2	425,3	450,8	477,9	506,5	694,0	951
Cereares	Sorgho/mil	4,0	6,0	6,00	73,7	76,6	79,7	84,5	89,6	94,9	100,6	106,7	142,8	191
	S/total				1 732	1 784	1 839	1 949	2 066	2 190	2 321	2 460	3 368	4 609
	Haricot/niébé	3,5	4,5	5,00	200,8	207,8	215,1	224,8	234,9	245,5	256,5	268,1	342,1	436,7
Légumineuse	Arachide	2,5	4,5	5,00	409,5	419,8	430,2	449,6	469,8	491,0	513,1	536,2	684,3	873
et autres	Courge	4,0	5,5	5,50	36,6	38,1	39,6	41,8	44,1	46,5	49,1	51,8	67,7	88,4
produits maraîchers	Pomme de terre	3,5	6,0	6,00	107,9	111,6	115,6	122,5	129,8	137,6	145,9	154,6	206,9	276,9
	s/total	3,5	0,0	0,00	755	777	801	839	879	921	965	1 011	1 301	1 675
	café	2,5	6,0	6.00	41.3	42,3	43.4	46.0	48,7	51,7	54,8	58,0	77,7	103,9
Produits de	cacao	2,5	6,0	6,00	6,1	6,2	6,4	6,8	7,2	7,6	8,1	8,5	11,4	15,3
rente	Coton	2,0	4,0	4,50	4,9	5,0	5,1	5,3	5,5	5,7	5,9	6,2	7,7	9,6
	s/total	-		-	52	54	55	58	61	65	69	73	97	129
	Bananes plantin	3,0	4,0	5,00	551,5	568,0	585,1	608,5	632,8	658,1	684,5	711,8	908,5	1 160
	Banane													
	douce	2,5	4,0	4,50	347,7	356,4	365,3	379,9	395,1	410,9	427,4	444,4	553,9	690,2
	Agrumes	3,0	4,5	4,50	223,2	229,9	236,8	247,4	258,6	270,2	282,4	295,1	367,7	458,2
Fruits	mangues	3,5	5,0	5,00	239,1	247,5	256,2	269,0	282,4	296,6	311,4	327,0	417,3	532,6
	Ananas	3,5	6,0	6,00	227,7	235,6	243,9	258,5	274,0	290,5	307,9	326,4	436,8	584,5
	Papayes fuits de	3,0	4,0	5,00	249,6	257,1	264,8	275,4	286,5	297,9	309,8	322,2	411,2	524,9
	palmes	2,3	4	5,00	1 259	1 288	1 318	1 371	1 426	1 483	1 542	1 604	2 047	2 612
	S/total	,-			3 098	3 183	3 270	3 409	3 555	3 707	3 865	4 030	5 142	6 562
Total Produc	ction végétale				22 935	23 616	24 317	25 348	26 424	27 547	28 718	29 940	37 820	47 814
	Bovin	3	4,5	5,50	13,7	14,1	14,6	15,2	15,9	16,6	17,4	18,2	23,7	31,0
	Ovin	3	5	5,00	3,2	3,2	3,3	3,5	3,7	3,9	4,1	4,3	5,4	7,0
	Caprins	2,5	5	5,00	20,5	21,0	21,6	22,6	23,8	25,0	26,2	27,5	35,1	44,8
	Porcins	3	6	6,00	27,1	27,9	28,8	30,5	32,3	34,3	36,3	38,5	51,5	69,0
	Volaille	2,5	5	5,00	11,9	12,2	12,5	13,2	13,8	14,5	15,2	16,0	20,4	26,0
Production animale	Total viandes				76,5	78,6	80,8	85,0	89,5	94,2	99,2	104,4	136,2	177,8
P. halieut.	Poisson	3	4,5	4,5	266,7	274,7	283,0	295,7	309,0	322,9	337,5	352,7	439,5	547,7

Sources : Moyennes calculées à partir des statistiques de la Banque Centrale du Congo et du Service National des Statistiques Agricoles

Annexe 4. Evolution du budget du MINAGRIDER en Francs Congolais de 2010 à 2013

Année	2010	2011	2012	2013
AGRICULTURE	59.870.714.425	92.351.696.174	254.661.452.603	80.924.458.781
Rémunérations	17.564.550.394	16.649.029.037	17.265.975.948	19.553.242.775
Fonctionnement des Ministères	3.250.427.200	7.816.031.041	10.000.000.000	10.460.999.538
Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1.688.483.243	515.661.000	1.486.634.781	2.188.054.957
Subventions aux Organismes Auxiliaires	247.816.868	209.667.677	511.589.132	1.000.000.000
Investissements sur Ressources Propres	4.277.700.000	3.037.696.620	3.037.696.620	13.910.103.774
Contrepartie des Projets	1.547.709.000	914.660.550	8.675.022.622	7.521.458.598
Investissements sur Ressources Extérieures	31.294.027.720	63.208.950.249	213.684.533.500	26.290.599.139
DÉVELOPPEMENT RURAL	52.975.246.988	50.182.284.509	44.342.564.068	34.861.735.635
Rémunérations	2.982.916.144	5.393.800.406	5.750.358.603	5.718.897.420
Fonctionnement des Ministères	2.708.662.296	4.910.161.712	5.949.898.720	6.175.797.583
Interventions Economiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3.144.400.570	698.514.000	396.809.325	2.690.635.130
Subventions aux Organismes Auxiliaires	235.889.853	216.232.365	1.000.000.000	7.000.000.000
Investissements sur Ressources Propres	11.886.483.637	3.016.123.518	11.796.895.518	12.109.712.127
Contrepartie des Projets	208.000.000	306.080.000	306.080.000	481.080.000
Investissements sur Ressources Extérieures	31.808.894.488	35.641.372.508	19.142.521.902	685.613.375

Annexe 5. Chiffrage détaillé des sous programmes et composantes du PNIA en Millions de USD

Programme 1 : Promotion des filières agricoles et de l'agri business	3652.5
1.1 : Développement des filières végétales	1936.7
1.1.1 : Appui à la production, à l'approvisionnement et à la distribution de semences, matériel végétal certifiés et autres intrants	884.8
1.1.2 : Promotion de la traction animale et de la motorisation	227
1.1.3 : Appui à la mobilisation et à la gestion durables des ressources en eau pour l'agriculture	265.7
1.1.4 : Réduction des pertes post récolte et mise en place des infrastructures de séchage et de stockage	20.8
1.1.5 : Promotion des systèmes de transformation des céréales, du manioc et autres tubercules et des produits d'horticulture	33.8
1.1.6 : Promotion de petites unités de transformation agro-alimentaires	15
1.1.7 : Ouverture et réhabilitation, et entretien des pistes rurales et des voies de déserte agricole	399.6
1.1.8 : Modernisation des équipements et infrastructures de mise en marché	90
1.2 : Développement des filières animales	630.8
1.2.1 : Amélioration de la productivité des systèmes familiaux et communautaires d'élevage par l'approvisionnement en intrants vétérinaires et d'élevage et par l'amélioration de l'alimentation, de l'abreuvement et de l'habitat	132.1
1.2.2 : Promotion des fermes modernes d'élevage bovin, ovin, caprin, porcin et avicole	182.9
1.2.3 : Diversification des productions (cuniculiculture et apiculture) et promotion des élevages non conventionnels	10
1.2.4 : Appui à une couverture sanitaire adéquate des animaux	166.2
1.2.5 : Réhabilitation et construction d'abattoirs et aires d'abattage	103.3
1.2.6 : Transformation, conservation et stockage des produits d'élevage	23.9
1.2.7 : Modernisation des équipements et infrastructures de mise en marché	12.4
1.3 : Développement des filières halieutiques	166.1
1.3.1 : Promotion de la pêche maritime et continentale (équipements de capture, sécurisation, études, protection des zones de frayères etc.)	101
1.3.2 : Promotion de l'aquaculture et de la pisciculture (centres d'alevinage, étangs piscicoles, intrants)	44.6
1.3.3 : Surveillance et gestion concertée des plans d'eau	11.5
1.3.4 : Modernisation des équipements et infrastructures de mise en marché	9
1.4 : Création des Pôles d'Entreprises Agricoles (PEA)	904.9
1.4.1 : Création des Zones d'Aménagement Agricoles Planifiés (ZAAP)	614.4
1.4.2 : Appui à l'installation des professionnels de l'agriculture	19.6
1.4.3 : Réhabilitation des plantations et fermes abandonnées	12.2

1.4.4: Appui à l'émergence des institutions financières spécialisées au niveau de la production (Micro finance – coopératives financières – agricoles, banques agricoles)	258.7
1.5 : Normes et contrôle de qualité des produits agricoles	14
1.5.1 : Définition des textes législatifs et réglementaires en cohérence avec les textes sous régionaux et internationaux	2
1.5 2 : Processus de labellisation et de certification	2
1.5.3 : Inspection des intrants et des produits agricoles	10

Programme 2 : Gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des réserves stratégiques	536.9
2.1 : Mise en place et renforcement d'un système d'informations et d'alerte précoce sur la sécurité alimentaire	318.2
2.1.1 : Mise en place d'un système d'informations sur les marchés	30.2
2.1.2 : Mise en place d'un système d'alerte précoce sur la sécurité alimentaire et de prévention des risques climatiques	288
2. 2: Lutte contre la malnutrition	29
2.2.1 : Renforcement du degré de prise de conscience des parties prenantes en milieu rural sur l'importance d'une bonne nutrition	12.6
2.2.2 : Promotion des actions visant l'amélioration de la nutrition	16.4
2. 3 : Gestion de la vulnérabilité alimentaire et organisation des réserves stratégiques	189.7
2.3.1 : Renforcement des systèmes nationaux de suivi et de gestion de la vulnérabilité	5.7
2.3.2 : Appui à la mise en adéquation de l'aide alimentaire d'urgence	7.2
2.3.3 : Organisation des réserves stratégiques	176.8

Programme 3: Recherche, vulgarisation et enseignement agricoles	738.3
3. 1: Appui aux structures de recherche et de développement des innovations technologiques	394.5
3.1.1 : Renforcement des structures de recherche	252.2
3.1.2 : Gestion des connaissances	15.5
3.1.3 : Développement de nouveaux matériels génétiques des espèces végétales, animales et halieutiques	97.6
3.1.4 : Développement des technologies de gestion intégrée de la fertilité des sols	12
3.1.5 : Développement des technologies intégrées de protection phytosanitaire et zoo sanitaire	8
3.1.6 : Développement des technologies de transformation des produits agricoles, carnés et halieutiques	9.2
3. 2: Appui au développement des structures d'appui -conseil et de vulgarisation	143.8
3.2.1 : Renforcement des structures publiques et des organisations de la société civile d'appui-conseil	122.4
3.2.2 : Diffusion et vulgarisation des innovations technologiques	21.4

3.3 Appui aux institutions d'enseignement agricole	200
3.3.1 : Renforcement des institutions de l'enseignement secondaire agricole	40
3.3.2 : Renforcement des instituts supérieurs agricoles et de développement rural	80
3.3.3 : Renforcement des institutions universitaires agricoles et vétérinaires	80

Programme 4: Gouvernance agricole, genre et renforcement des capacités humaines et institutionnelles	607.3
4.1: Amélioration de l'environnement politique et législatif pour la promotion du secteur agricole	43.9
4.1.1 : Amélioration du cadre politique	25.5
4.1.2 : Amélioration du cadre réglementaire et juridique	18.4
4.2 : Poursuite de la réforme du Ministère de l'Agriculture et de Développement Rural renforcement des capacités humaines et matérielles	282.5
4.2.1 : Amélioration du cadre organisationnel du Ministère de l'Agriculture et de Développement Rural	16.7
4.2.2 : Construction, réhabilitation et équipement des institutions publiques agricoles au plan national et provincial	169.4
4.2.3 : Renforcement des capacités technique du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	96.4
4.3 : Renforcement des capacités techniques et organisationnelles des Organisations Paysannes, de la société civile et du secteur privé	83.5
4.3.1 Appui à la structuration des producteurs à la base et renforcement des capacités organisationnelles des organisations paysannes (OP) au niveau local, provincial et national et des PME/PMEA	4.9
4.3.2 Amélioration du cadre institutionnel et organisationnel des organisations paysannes	16.2
4.3.3 : Renforcement des capacités techniques des producteurs agricoles (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, pisciculteurs etc.)	30
4.3.4 : Renforcement des capacités de conservation et de la transformation des produits agricoles	16.2
4.3.5 : Renforcement des capacités commerciales des producteurs agricoles	16.2
4. 4 : Renforcement des capacités des structures de contrôle, de suivi et de coordination du secteur agricole et rural	91.6
4.4.1 : Renforcement des capacités des structures chargées de la programmation et du suivi	13.6
4.4.2 : Renforcement des capacités des structures de contrôle et d'inspection des services	18.4
4.4.3 : Mise en place et appui au fonctionnement d'un système d'analyse stratégique, de revue et gestion des connaissances dans le secteur agricole	17.6
4.4.4 : Mise en place d'un mécanisme permanent de collecte, de traitement, de stockage et de diffusion des statistiques agricoles	42
4.5 : Genre et autonomisation des femmes rurales	105.8
4.5.1 : Renforcement de la participation citoyenne des femmes rurales	65.6
4.5.2 : Renforcement des capacités économiques des organisations des femmes rurales	40.2

Programme 5 : Adaptation aux changements climatiques		
5.1 : Mise en place des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique	175.8	
5.1.1 : Promotion de la Gestion intégrée de la fertilité des sols (GIFS)	42.1	
5.1.2 : Appui à la mise en place de systèmes agroforestiers plus résilients	45.7	
5.1.3 : Aménagements des bassins versants et mise en place des mesures anti érosives	38	
5.1.4 : Mesures d'accompagnement du processus REDD+	50	
5.2 : Gestion des risques climatiques	20	
5.2.1 : Renforcement des centres agro météorologiques	10	
5.2.2 : Mise en place des mécanismes de surveillance et de prévention des risques climatiques	10	
one in practice and more and an increase protection and contracting and an increase and an inc		

TOTAL DES COUTS ESTIMATIFS DE MISE EN ŒUVRE DU PNIA2013 - 2020	<i>5 730,8</i>
--	----------------

Annexe 6 : Répartition des rôles et responsabilités pour la coordination, la planification et la mise en œuvre du PNIA

Programme 1 : Promotion des filières agricoles et de l'agri business Coordination générale: SG AGRIPEL et SG DR			
Sous-programme	Responsables de planification	Composante	Responsables opérationnel
	DAPP, DEP	1.1.1 : Appui à la production, à l'approvisionnement et à la distribution de semences, matériel végétal certifiés et autres intrants	DPPV, INERA, SENASEM, SENAFIC, FEC, COPEMECO, ONC, CERAGRU SENAHUP, SENAFIC
		1.1.2 : Promotion de la traction animale et de la motorisation	SENATRA, SENAMA, DPSA
1.1 : Développement des filières végétales		1.1.3 : Appui à la mobilisation et à la gestion durables des ressources en eau pour l'agriculture	SNHR, GR
		1.1.4 : Réduction des pertes post récolte et mise en place des infrastructures de séchage et de stockage	DPPV, SENHARU
		1.1.5 : Promotion des systèmes de transformation des céréales (maïs, riz), du manioc et autres tubercules (Taro, ignames, patates douces, pommes de terre, etc.) et des produits d'horticulture	SENATEC, FEC, COPEMECO
		1.1.6 : Promotion de petites unités de transformation agro-alimentaires	SENATEC, FEC, COPEMECO
		1.1.7 : Ouverture et réhabilitation, et entretien des pistes rurales et des voies de déserte agricole	DVDA, FONER
		1.1.8 : Modernisation des équipements et infrastructures de mise en marché	SENHARU, FEC, COPEMECO
		1.2.1 : Amélioration de la productivité des systèmes familiaux et communautaires d'élevage par l'approvisionnement en intrants vétérinaires et d'élevage (géniteurs performants, produits vétérinaires, matériels d'élevage) et par l'amélioration de l'alimentation, de l'abreuvement et de l'habitat	SENIVEL, INERA, DPSA, CONAPAC, COPACO-PRP, AMVC, PRONADEF, LABOVET
1.2 : Développement des filières animales	DAPP	1.2.2 : Promotion des fermes modernes d'élevage (développement et réhabilitation des ranchs bovins réhabilitation et à la création des fermes modernes d'élevage d'ovins, de caprins et de porcins de l'aviculture moderne (pondeuses et de poulets de chairs)	DPSA, AMVC, FEC, COPEMECO, ex ONDE
		1.2.3 : Diversification des productions (cuniculiculture et apiculture) et promotion des élevages non conventionnels (aulacodes, cobayes, chenilles, escargots, porc épic, crocodiles, etc.)	DPSA, CONAPAC, COPACO-PRP, FEC, COPEMECO
		1.2.4 : Appui à une couverture sanitaire adéquate des animaux	DPSA, AMVC, LABOVET
		1.2.5 : Réhabilitation et construction d'abattoirs et aires d'abattage	DPSA, FEC, COPEMECO, AMVC
		1.2.6 : Transformation, conservation et stockage des produits d'élevage	DPSA, FEC, COPEMECO, MININDUSTRIE, SENATEC
		1.1.7 : Modernisation des équipements et infrastructures de transformation, de conservation et de mise en marché	SENHARU, FEC, COPEMECO
1.3 : Développement des	DAPP, DEP	1.3.1 : Promotion de la pêche maritime et continentale (équipements de	DP, FEC, COPEMECO, CONAPAC,

filières halieutiques		capture, sécurisation, études, protection des zones de frayères etc.)	COPACO-PRP, MECNT, PEMIRU	
		1.3.2 : Promotion de l'aquaculture et de la pisciculture (centres d'alevinage, étangs piscicoles, intrants)	SENAQUA, CONAPAC, COPACO-PRP, GR	
		1.3.3 : Surveillance et gestion concertée des plans d'eau	DP	
		1.3.4 : Modernisation des équipements et infrastructures de mise en marché	DP, CONAPAC, COPACO-PRP	
		1.4.1 : Création des Zones d'Aménagement Agricoles Planifiés (ZAAP)	DAPP, DEP	
		1.4.2 : Appui à l'installation des professionnels de l'agriculture	DPPV, DCA	
1.4 : Création des Pôles	FEC,	1.4.3 : Réhabilitation des plantations et fermes abandonnées	DPPV, FEC, COPEMECO	
d'Entreprises Agricoles (PEA)	COPEMECO, DAPP	1.4.4: Appui à l'émergence des institutions financières spécialisées au niveau de la production (Micro finance – coopératives financières – agricoles, banques agricoles)	SNCOOP, DAPP, MINIFIN	
1.5 : Normes et contrôle de	DEP industrie,	1.5.1 : Définition des textes législatifs et réglementaires en cohérence avec les textes sous régionaux et internationaux (codex alimentarius etc.)	MININDUSTRIE, CONAPAC, COPACO- PRP, FEC, COPEMECO	
qualité des produits agricoles	DAPP, DEP	1.5 2 : Processus de labellisation et de certification	SQAV, OCC, MECNT	
	commerce	1.5.3 : Inspection des intrants et des produits agricoles	SQAV, OCC, SENAFIC, SENIVEL, INERA	
Programme 2 : Gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des réserves stratégiques Coordination générale : SG AGRIPEL et SG SANTE				
Sous-programme	Responsable de planification	Composante	Responsable opérationnel	
2.1 : Mise en place et renforcement d'un système d'informations et d'alerte précoce sur la sécurité alimentaire	SNSA, DAPP	2.1.1 : Mise en place d'un système d'informations sur les marchés	SNSA, DMPCC, ECOR, CONAPAC, COPACO-PRP	
		2.1.2 : Mise en place d'un système d'alerte précoce sur la sécurité alimentaire et de prévention des risques climatiques	SAP, service national à créer	
2. 2: Lutte contre la malnutrition	PRONANUT	2.2.1 : Renforcement du degré de prise de conscience des parties prenantes en milieu rural sur l'importance d'une bonne nutrition dans la préservation de la santé	PRONANUT, SNV, DAVRU, CONAPAC, COPACO-PRP	
		2.2.2 : Promotion des actions visant l'amélioration de la nutrition	PRONANUT, SNV, DAVRU, CONAPAC, COPACO-PRP	
2. 3 : Gestion de la vulnérabilité alimentaire et organisation des réserves stratégiques		2.3.1 : Renforcement des systèmes nationaux de suivi et de gestion de la vulnérabilité	SICIAV, service national à créer, RENADA	
	DAPP	2.3.2 : Appui à la mise en adéquation de l'aide alimentaire d'urgence	Cluster SECAL	
		2.3.3 : Organisation des réserves stratégiques	Réserves stratégique	
		Programme 3 : Recherche, vulgarisation et formation agricoles Coordination générale : DG INERA et SG AGRIPEL		
Sous-programme	Responsable de planification	Composante	Responsable opérationnel	
3. 1: Appui aux structures de	INERA	3.1.1 : Renforcement des structures de recherche	INERA, Universités	
5. 1. Appar aux structures de	INDIXA	3.1.2 : Gestion des connaissances	INERA, Universités, Centres de recherche	

recherche et de développement des		3.1.3 : Développement de nouveaux matériels génétiques des espèces végétales, animales et halieutiques	INERA, SENASEM, Universités			
innovations technologiques		3.1.4 : Développement des technologies de gestion intégrée de la fertilité des sols	INERA, SENAFIC, Universités			
		3.1.5 : Développement des technologies intégrées de protection phytosanitaire et zoo sanitaire	DPPV, DPSA, INERA, Universités			
		3.1.6 : Développement des technologies de transformation des produits agricoles, carnés et halieutiques	MININDUSTRIE, INERA, Universités, FEC, COPEMECO, SENADEP			
3. 2: Appui au développement des structures d'appui -conseil	DAPP	3.2.1 : Renforcement des structures publiques et des organisations de la société civile d'appui-conseil	SNV, CONAPAC, COPACO PRP			
et de vulgarisation		3.2.2 : Diffusion et vulgarisation des innovations technologiques	SNV, CONAPAC, COPACO PRP			
3.3 Appui aux institutions d'enseignement agricole	DEP Enseignement DAPP, DEP, INERA	3.3.1 : Renforcement des institutions de l'enseignement secondaire agricole	Inspection de l'Enseignement Primaire, Direction Planification et Statistique, Direction Infrastructure Scolaire, Direction Enseignement technique, DAPP, DEP, INERA Ecoles agricoles			
		3.3.2 : Renforcement des instituts supérieurs agricoles et de développement rural	Direction Services Académiques, Institut Supérieur de Développement Rural, les Instituts Agro Vétérinaires, DAPP, DEP, INERA			
		3.3.3 : Renforcement des institutions universitaires agricoles et vétérinaires	Direction Services Académiques, Facultés d'agronomies et de Médecine Vétérinaires, DAPP, DEP, INERA			
	Programme 4: Gouvernance agricole, genre et renforcement des capacités humaines et institutionnelles Coordination générale : SG AGRIPEL et SG DR					
Sous-programme	Responsable de planification	Composante	Responsable opérationnel			
4.1: Amélioration de l'environnement politique et	DAPP et DEP	4.1.1 : Formulation de la Politique de Développement Agricole	DAPP, DEP, CONAPAC, COPACO PRP, FEC, COPEMECO			
législatif pour la promotion du secteur agricole		4.1.2 : Amélioration du cadre réglementaire et juridique	DAPP, DEP, CONAPAC, COPACO PRP, FEC, COPEMECO			
4.2 : Poursuite de la réforme du Ministère de l'Agriculture et de Développement Rural renforcement des capacités humaines et matérielles	DSG AGRIPEL et DSG DR	4.2.1 : Amélioration du cadre organisationnel du Ministère de l'Agriculture et de Développement Rural	DSG AGRIPEL et DSG DR			
		4.2.2 : Construction, réhabilitation et équipement des institutions publiques agricoles au plan national et provincial	DSG AGRIPEL et DSG DR, IPAPEL et IPDR			
		4.2.3 : Renforcement des capacités technique du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	DSG AGRIPEL et DSG DR, DAPP, DEP DR, Centres de formations, Universités			
4.3 : Renforcement des capacités techniques et	CONAPAC, COPACO-PRP,	4.3.1 Appui à la structuration des producteurs à la base et renforcement des capacités organisationnelles des organisations paysannes	SNCOOP, CONAPAC, COPACO-PRP, DAGP, SNV, CARG			

organisationnelles des	FEC,	(OP) au niveau local, provincial et national et des PME/PMEA		
Organisations Paysannes, de la	COPEMECO,	4.3.2 Amélioration du cadre institutionnel et organisationnel des	SNCOOP, CONAPAC, COPACO-PRP,	
société civile et du secteur privé	DAPP, DEP	organisations paysannes	DAGP, Centres de formations, Universités	
		4.3.3 : Renforcement des capacités techniques des producteurs agricoles (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, pisciculteurs etc.)	SNCOOP, DAGP, SENATEC, DP CONAPAC, COPACO-PRP, FEC, COPEMECO, Centres de formations, Universités	
		4.3.4 : Renforcement des capacités de conservation et de la transformation des produits agricoles	DMPCC, DAGP MINICOMMERCE, FEC, COPEMECO, Centres de formations, Universités	
		4.3.5 : Renforcement des capacités commerciales des producteurs agricoles	SNV, SNCOOP, DAGP, CONAPAC, COPACO PRP, Centres de formations, Universités	
		4.4.1 : Renforcement des capacités des structures chargées de la programmation et du suivi	DAPP, DEP, Centres de formations, Universités	
4. 4 : Renforcement des capacités des structures de coordination, de suivi et contrôle du secteur agricole et rural	DAPP, DEP	4.4.2 : Renforcement des capacités des structures de contrôle et d'inspection des services	DI, DAPP, DEP, Centres de formations, Universités	
		4.4.3 : Mise en place et appui au fonctionnement d'un système d'analyse stratégique, de revue et gestion des connaissances dans le secteur agricole	SAKSS, SNSA, DAPP, DEP, Centres de formations, Universités, CONAPAC, COPACO PRP, FEC, COPEMECO	
		4.4.4 : Mise en place d'un mécanisme permanent de collecte, de traitement, de stockage et de diffusion des statistiques agricoles	SNSA, DAPP, DEP, INS	
		4.4.5. Appui aux plates-formes de concertation au niveau national, provincial, territorial et sectoriel	DEP, CONAPAC, COPACO.	
4.5 : Genre et autonomisation des femmes rurales	DEP GENRE ET FAMILLE, DEP DR	4.5.1 : Renforcement de la participation citoyenne des femmes rurales	MIN GENRE ET FAMILLE, SNCOOP, CONAPAC, COPACO PRP, FEC, COPEMECO, Centres de formations, Universités	
		4.5.2 : Renforcement des capacités économiques des organisations des femmes rurales	MIN GENRE ET FAMILLE SNCOOP, CONAPAC, COPACO PRP, FEC, COPEMECO, Centres de formations, Universités	
	Programme 5 : Adaptation aux changements climatiques Coordination générale :SG AGRIPEL et SG ENVIRONEMENT			
Sous-programme	Responsable de planification	Composante	Responsable opérationnel	
5.1 : Mise en place des	DAPP, DEP	5.1.2 : Promotion de la Gestion intégrée de la fertilité des sols (GIFS)	DPPV, INERA, CREN-K, GR, DDD Env	
mesures d'atténuation et d'adaptation au changement	DR, DDD Environnement,	5.1.3 : Appui à la mise en place de systèmes agroforestiers plus résilients	DPPV, INERA, CREN-K, GR, DDD Environnement	
climatique	DEP Env	5.1.4 : Aménagements des bassins versants et mise en place des mesures anti érosives	GR, DRE Env, DPPV, SNHR	

		5.1.4 : Mesures d'accompagnement du processus REDD	DDD Env, Coordination nationale REDD,
5.2 : Gestion des risques climatiques	DAPP, DEP DR, DDD	5.2.1 : Renforcement des centres agro météorologiques	INERA, METELSAT, DPPV
	Environnement, DEP Env	5.2.1 : Mise en place des mécanismes de surveillance et de prévention des risques climatiques	CENIE Env, GEEC Env

